Feuilleton : Rencontres de France

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15095 – 7 F

MARDI 10 AOÛT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le rôle de l'OLP dans le processus de paix

Les « Palestiniens de l'intérieur » tentent d'imposer leurs vues

Trois des principaux membres de la délégation palestinienne aux négociations avec Israël ont annoncé, dimanche 8 août, à Tunis, leur éventuelle démission, manifestant ainsi leurs divergences avec les dirigeants de l'OLP.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Si les chefs de la délégation palestinienne ne reviennent pas sur leur décision de démissionner, le processus de paix va entrer dans une longue période d'hibernation. » Sans l'avoir admis publiquement, la grande majorité des responsables israéliens partagent les craintes exprimées par un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

L'épreuve de force entre la direction de l'OLP à Tunis et les représentants des Palestiniens des territoires occupés durait depuis plusieurs mois. Les remous provoqués par les quelques « coups de gueule » du chef de la délégation, le très respecté Haïdar Abdel Chafi, avaient fait apparaître l'ampleur des divergences. – *(Intérim.)*

Lire la suite page 6

La fin d'un tabou

LA crise couvait depuis plusieurs mois. Mais, jusqu'alors, les Palestiniens se réclamant de la mouvance de l'OLP avaient, vaille que vaille, réussi à préserver, depuis le début du processus de paix, une façade d'unité que même les Israéliens – pourtant experts en la matière – n'étaient guère parvenus à ébranler.

Cette fois, les principaux représentants des « Palestiniens de l'intérieur » n'ont pas hésité à marquer au grand jour leurs divergences avec ceux « de l'extérieur » ou, plus précisément, avec la direction de l'OLP. Ils ont donc non seulement brisé un tabou qui, selon les traditions diplomatiques du monde arabe, impose de sauver à tout prix les apparences, mais encore ruinent-ils tous les efforts déployés pour signifier au gouvernement de l'Etat juif que discuter avec la délégation « de l'intérieur » c'est négocier avec l'OLP et, pour dénoncer ainsi le ridicule de la distinction voulue et maintenue par des Israéliens qui refusent toujours – autre tabou – de s'adresser directement aux dirigeants de Tunis.

LA position d'Israël en est donc a priori renforcée, dans la mesure où celle des Palestiniens se trouve affaiblie. Mais les dissensions, parmi ces derniers, portent bien davantage sur la tactique à adopter durant les négociations que sur le fond de celles-ci. Les Israéliens auraient tort de se réjouir de la « pagaille » palestinienne, dénoncée, dimanche, par leur premier ministre.

Si ceux-ci devaient maintenir leur démission – ce qui, pour le moment, n'est pas acquis –, cette défection causerait un grand embarras en Israël. Comme l'ont indiqué des membres du gouvernement d'Itzhak Rabin, il faudrait peut-être, à moins de bloquer tout le processus de paix, envisager alors de parler « directement » avec l'OLP. D'autre part, dès aujourd'hui, les Israéliens sont obligés de reconsidérer un préjugé commode qui faisaient des Palestiniens « de l'intérieur » des interlocuteurs plus modérés que l' « organisation terroriste ».

ILS réclament en effet une plus grande marge de manœuvre dans la conduite des pourparlers, critiquant l'autoritarisme de l'OLP, qui vient de transmettre aux Israéliens et aux Américains un document comportant quelques concessions qu'ils disent ne pouvoir admettre. Contrairement à ce que laisse entendre la « centrale », les délégués des territoires occupés exigent notamment que la question de Jérusalem-Est soit au moins évoquée, avant d'entrer dans le détail de la discussion d'un projet d'autonomie.

Au-delà de cette querelle, les Palestiniens « de l'intérieur » savent qu'ils ne peuvent se passer de l'OLP ; et celle-ci doit comprendre que les premiers vivent au contact d'une population qui pourrait être tentée d'écouter davantage les extrémistes islamistes, lesquels, pour « reconquérir Jérusalem », n'ont de cesse de torpiller les espoirs de paix. S'ils ne veulent pas être accusés de faire le jeu de ces derniers, les Israéliens doivent également manifester de la compréhension. Car le temps presse.

Alors que les Serbes font des concessions à Sarajevo

L'OTAN étudie les conditions d'une frappe aérienne en Bosnie

L'OTAN devait examiner, lundi 9 août à Bruxelles, les préparatifs de frappe aérienne en Bosnie-Herzégovine si les Serbes continuaient à entraver l'acheminement de l'aide humanitaire vers la capitale et les villes musulmanes assiégées. Face à ces menaces, les dirigeants serbes de Bosnie ont fait quelques concessions en commençant, dimanche soir, selon Radio-Sarajevo, le retrait de leurs forces du mont Igman surplombant la capitale bosniaque.



Lire nos informations page 3

Les tensions nationalistes en Corse

Le FLNC-Canal historique revendique trois assassinats

Le FLNC-Canal historique a revendiqué, dimanche 8 août, trois assassinats, dont celui de l'un de ses anciens militants. C'est la première fois que l'organisation corse admet l'élimination d'un des siens. Sa déclaration est aussi un défi lancé à Charles Pasqua, à un mois de la visite que le ministre de l'intérieur doit effectuer dans l'île, en compagnie du président de la République et du premier ministre, pour le 50e anniversaire de la libération de la Corse.

BASTIA

de notre correspondant

Environ 3 500 personnes étaient présentes dimanche 8 août à Corte sous le chapiteau des Ghjurnate internaziunale (Journées internationales), le rendez-vous annuel de A Cuncolta nazionalista. Depuis la veille, la rumeur de l'intervention d'un commando du FLNC-Canal historique attirait les sympathisants de A Cuncolta et de I Verdi Corsi (les Verts), les trois partis formant Corsica Nazione, la deuxième force électorale de l'île après le groupe RPR-UDF. A cette occasion chacun attendait les explications de l'organisation clandestine proche de A Cuncolta au sujet des tensions graves qui déchirent les nationalistes corses depuis environ deux mois.

L'assassinat le 15 juin dernier de Robert Sozzi, un militant nationaliste âgé de vingt-huit ans, abattu de plusieurs décharges de chevrotines, ne sera resté que peu de temps le treizième homicide volontaire inexpliqué de l'année.

Dès le lendemain de l'assassinat, un mystérieux groupe clandestin intitulé « Mouvement du 15 juin » mettait en cause dans un communiqué la direction du FLNC-Canal historique, accusée d'avoir commandité le meurtre de son militant, qui contestait certaines décisions de l'organisation clandestine. Une semaine plus tard, douze personnes, membres d'une association écologique (Furesta viva) à laquelle Robert Sozzi aurait appartenu en même temps que plusieurs anciens prisonniers politiques, interpellaient par communiqué l'ensemble des organisations nationalistes *« afin que cette mort ne demeure pas inexpliquée, anodine et inutile »*.

MICHEL CODACCIONI

Lire la suite page 7

« Pax russica » en Transcaucasie

Pour conserver son influence, la Russie a favorisé les victoires des minorités rebelles de Géorgie et d'Azerbaïdjan

par Sophie Shihab

Il y a un an, on ne donnait pas cher des Abkhazes, petite minorité de Géorgie repoussée dans ses montagnes par les chars de Tbilissi pour avoir proclamé la souveraineté de sa République autonome. On ne donnait pas cher non plus des Arméniens du Haut-Karabakh, chassés du nord de ce territoire officiellement azerbaïdjanais par les chars de Bakou, et cibles de bombardements aériens sur le reste de leur enclave. Pourtant, fin juillet, la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont capitulé, en signant des accords de cessez-le-feu aux conditions pratiquement dictées par les Abkhazes et les Arméniens. Ou plus exactement par les Russes.

Ce sont des représentants du ministère des affaires étrangères de Russie qui ont, dans les deux cas, négocié ces accords – évidemment fragiles, comme le montre la précarité de la situation au Haut-Karabakh. Et ce sont les militaires russes qui les ont rendus possibles.

Le cas le plus évident est celui des Abkhazes. Ils étaient à peine 100 000, soit 17 % de la population de l'Abkhazie, où vivaient aussi 46 % de Géorgiens. Certes, les autres minorités de cette République autonome (Russes, Arméniens et Grecs) les ont soutenus, de même que des volontaires armés venus du Caucase du Nord, peuplé d'ethnies cousines. Certes, les Abkhazes étaient plus motivés et mieux organisés – comme les Arméniens du Haut-Karabakh. Mais ils n'auraient jamais pu reprendre leur territoire et bombarder durant près d'un an les Géorgiens retranchés dans Soukhoumi, ville balnéaire rendue à l'état de ruines, si les militaires russes ne les avaient soutenus. C'est grâce à des navires et des avions de guerre russes que les « forces abkhazes », fortement appuyées par un bataillon venu de la « République » autoproclamée des Russophones de Moldavie, ont été sur le point, le mois dernier, de reconquérir Soukhoumi. Le chef d'Etat géorgien Edouard Chevardnadze s'est résigné alors à tenter d'imposer à ses concitoyens un plan de cessez-le-feu et de règlement du conflit.

Lire la suite page 4

Albert II prête serment

Le nouveau roi des Belges, Albert II, frère et successeur de Baudouin Ier, devait prêter serment, lundi 9 août à Bruxelles, devant le Parlement. Le souverain défunt a été inhumé samedi, au terme d'une cérémonie marquée par la simplicité.

page 3

Le pape en Amérique

Jean-Paul II était attendu, lundi 9 août, à Kingston, en Jamaïque, première étape d'un voyage d'une semaine qui le mènera à Merida au Mexique et à Denver aux Etats-Unis. Le pape doit délivrer un message de solidarité aux Indiens d'Amérique dans le Yucatan. Il célébrera la huitième journée mondiale de la jeunesse dans la métropole du Colorado, où il rencontrera le président Clinton.

page 18

Abidjan minée par le sida

Plus de dix pour cent de la population est séropositive en Côte-d'Ivoire. Les autorités politiques et médicales découvrent tardivement l'ampleur de l'épidémie de sida et s'efforcent, avec de faibles moyens, de mettre en place une politique de prévention.

page 7

FEUILLETON

Rencontres de France

Pour mieux connaître ce que les politiques appelaient la « France profonde », Dominique Le Guilledoux et Marie-Laure de Decker ont parcouru le pays en tous sens, et brossent, au fil de leurs dix-huit étapes où interviennnent des gens, leurs lieux et leurs activités, un portrait intimiste de la société.

page 2

Tristan envoûte Bayreuth

La mise en scène de « Tristan et Isolde » par Heiner Müller triomphe dans la ville de Wagner

BAYREUTH

de notre envoyée spéciale

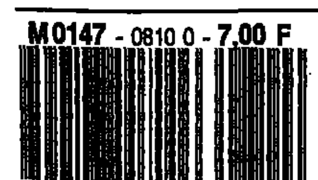
Il avait fallu plusieurs étés pour que la *Tétralogie* de Boulez et Chéreau fasse l'unanimité. L'unique épreuve d'une première chahutée, et voici adoubé à Bayreuth un nouveau *Tristan et Isolde*. Tout aussi audacieux, pourtant, tout aussi mémorable. Mais comment résister à tant de beautés primordiales, à tant de fraternité artistique établie d'emblée entre le décor et la mise en scène, les costumes et les lumières, la fosse et la scène ? Comment nier que Wagner concevait de cette façon son idéal d'« œuvre d'art totale » ?

A l'issue de la troisième représentation, vendredi 6 août, les 1 800 spectateurs, entrés dès 16 heures dans le saint des saints wagnérien, tapaient des pieds, acclamaient sans fin le couple des amants maudits incarnés par Waltraud Meier et Siegfried Jerusalem. Comme pour Anja Silja, il y a trente et un ans, sous le règne de Wieland Wagner (la cantatrice finnoise avait alors vingt-quatre ans), les spectateurs n'osaient croire à l'avènement d'une Isolde moderne, aussi contemporaine et aussi antique que Maria Callas dans la *Médée* de Pasolini, corps libre et fier, visage à peine maquillé, port royal drapé avec naturel dans les robes-objets du styliste japonais Yohji Yamamoto. Waltraud Meier affrontait pour la première fois le rôle d'Isolde. Cela ressemblait à des retrouvailles.

Le risque, pour le festival allemand, a toujours été de rester figé sous un héritage écrasant. Dès l'après-guerre et la dénazification, Wieland Wagner, petit-fils de Richard, créa un style de mise en scène dépouillé, métaphorique, noyant l'épopée germanique dans l'humanisme universel.

ANNE REY

Lire la suite page 10

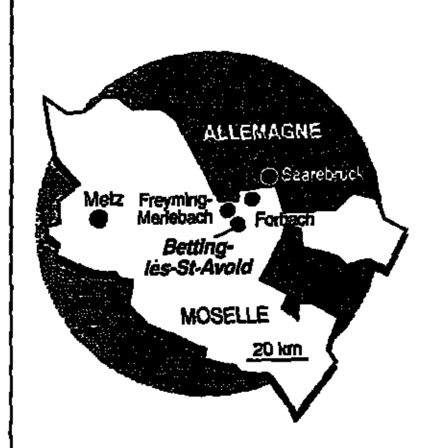


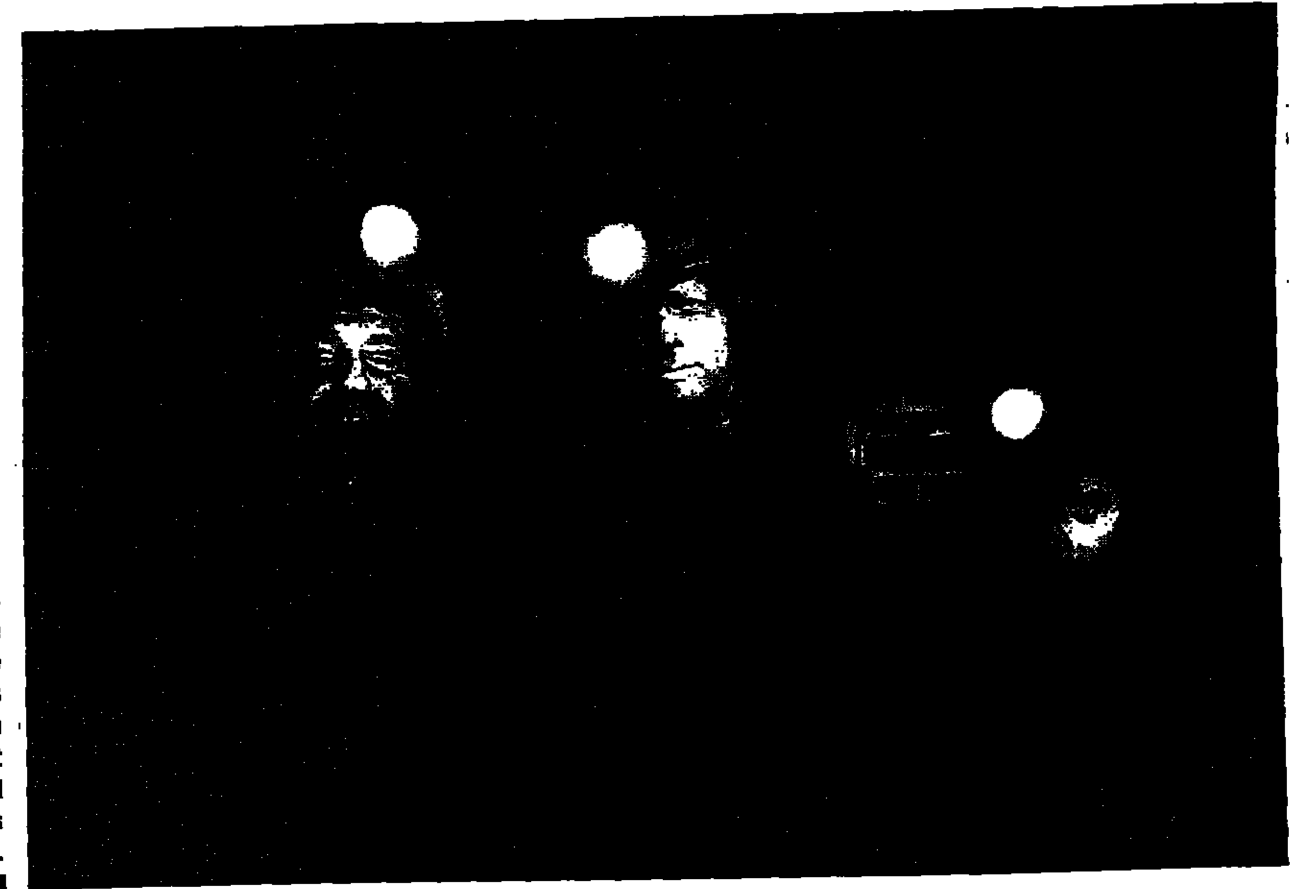
A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER





Il y a ces visages effacés sous le charbon, qui ne se résumeraient qu'à de grands yeux, de grands yeux fixes – et dans la région souvent bleus – et ces voix dont on entend les éclats et les invitations.

1. – « Georgette » et les mineurs

SANS doute fallait-il descendre si bas, descendre à 1 140 mètres sous terre et s'étonner des courants d'air, des bruits de rivière, d'une impression de désert. Marcher, rouler et se suspendre à un télésiège dans une nuit sans ciel, aller de galeries en galeries, guetter le bruit, s'éloigner du puits (3, 4, 6 kilomètres sous terre, comme une promenade en plein air) et n'entendre finalement qu'un long silence, entrevoir le blanc, une nuée de farine blanche partout : les parois, le plafond, le tapis de cailloux, une neige, une poussière de calcaire déposée là, volontairement dit-on, contre le grisou.

Puis descendre encore, emprunter des galeries plus étroites, courber la tête, marcher contre un vent artificiel, changer de route, sentir aussitôt une immense chaleur, marcher dans l'eau, sur des planches, dans la boue, la chaleur humide, une sensation d'équateur et, dans la nuit, des bruits sourds, lointains, des rayons de lumière, des auréoles un peu folles, maintenant un hurlement, un vacarme de chantier naval qui s'arrête, brutal, puis le chuintement d'un torrent, de la lumière et des ombres, de la lumière et de la poussière, incommensurable, des silhouettes qui dégringolent comme des fourmis sur d'énormes mâchoires, des coups de gueule, des cris au téléphone, des ordinateurs, des télécommandes, des coups de hache sur des troncs d'arbre, du 5 000 volts dans les tuyaux, un ruissellement opaque sur le visage, l'impression d'un nuage, d'un chaudron, une sueur noire, cette poussière sans couleur est bien noire, et, pour s'en convaincre, aller aussi dans les mâchoires, se retourner et voir le noir, le noir en grand, immense, scintillant, magistral comme un mur sacré. La veine s'appelle « Georgette ».

SANS doute faut-il se résoudre à la métamorphose lorsqu'à 5 heures du matin on descend du parking avec le chant des oiseaux, entouré de forêts et de collines à quelques pas de la frontière allemande, et qu'on franchit le hall d'un bâtiment discret, une sorte de gare de campagne, où clignotent déjà les chiffres sur un tableau : *« Journée de vendredi, rendement prévu 6 400 T. Rendement réalisé : 9 730 T. Ecart : + 3 330 T »*. Et puis d'autres annonces : *« Carrières de la police nationale, renseignez-vous, nombreux débouchés »* ou *« Une société de chauffage collectif recherche techniciens « fluides » à Sarreguemines »*. S'habiller machinalement, accrocher sa tenue de ville à un crochet, tirer sur la corde pour que le paquetage oscille, si haut, sous la verrière de la *« salle des pendus »*, dans les bruits des douches (l'équipe de nuit a terminé) et le battement d'une horloge rehaussée de fer forgé.

Déjà anticiper en sautant sur un tapis roulant sans rampe, puis à bord de l'autorail « maison » en ajustant le casque et la ceinture, la batterie et l'appareil respiratoire de secours, allumer l'œil du cyclope avant de quitter le grand jour et s'enfermer dans la *« cage »*. La *« cage »*, l'ascenseur du voyage, 10 mètres par seconde, une fusée sans porte, quelques mots échangés à voix basse, indifférents aux turbulences et aux secousses, et la terre qui défile comme une ligne d'autoroute.

« Ne pas y penser », aller à l'extrémité, là où tout se joue, le chiffre de la journée, les caprices, les pannes, les emballements de la machine, les détecteurs de dangers qui coupent l'électricité, la menace du grisou (*« ne pas y penser »*), aller *« taper dans la butte »*, au fond de la veine, emprunter *« le 1er TBN 1036 (à moins 1 036 mètres), puis la descenderie 1 036-1 140 ou le montage Anna 1 036/1 140 »* à deux pas d'*« Irma »* et de *« Jacqueline »* et rejoindre *« Georgette »*.

« Georgette » est réputée facile. La pression du terrain y est moins terrible qu'ailleurs, beaucoup moins en tout cas qu'avec *« Erna »*, le chantier précédent, un enfer, des torsions incroyables, un plancher qui se soulevait, soufflé par d'énormes verrues, des galeries qui se rétrécissaient et, sur la fin, l'obligation de marcher à quatre pattes, avec – c'est ce qui se produit quand la soufflerie alimente des goulots – un vent de tempête à faire voler les casques. Ici, on peut encore se tenir debout, la machine *« fait des passes »* convenables, une dizaine par jour. *« Ce n'est pas si mal. » « L'ambiance est bonne, à la Georgette »*, note Laurent, trente-trois ans. C'est lui le « porion, chef de quartier », patron du chantier, capitaine des trente-cinq rayons de lumière qui se disent « oui » en oscillant de haut en bas, « arrête ! » en allant de gauche à droite et « viens ! » en faisant des ronds.

Il n'y a personne au fond d'une mine, ou si peu. Personne mais une machine, plutôt une usine qui se serait enferrée là, prise dans une veine dont elle ne pourrait s'extraire qu'en en dévorant la substance, avançant ses tenailles sur un front de 200 mètres. Une gueule de loup furieux d'être coincé par autant de matière, la pression ici est trois cents fois celle de l'atmosphère...

Quand il descend, Laurent s'arrête dans les galeries avant d'arriver au chantier, bondissant comme un homme d'affaires dès qu'il aperçoit une borne téléphonique. *« Allô, ça se passe comment ? A la borne 2, plateau 9, l'eau est vachement claire. Essaie de voir d'où ça vient. Ah bon. – C'est une source ? Alors, il va falloir installer une pompe. »* La plupart du temps, Laurent appelle pour demander des nouvelles de la *« bête »*, une énormité de 65 tonnes informatisée et *« auto-diagnostiquée »*, la haveuse, une sorte de locomotive qui s'ébranle lentement et fait tourner ses deux tambours avec la facilité d'une machine à trancher le jambon. La haveuse casse et fracasse, les pics des tambours mordent, écrasent, sans états d'âme. La roche plisse comme un rideau. La cascade lourde et grasse est déjà expédiée sur le tapis roulant tandis qu'un jet d'eau attendrit en permanence les coups de tonnerre : 200 litres à la minute. On ne sait jamais, en cas d'étincelles...

PERSONNE n'a vraiment le temps, ni l'envie, de s'attarder sur les splendeurs de la nouvelle muraille qui s'offre à la machine, les éclats et les pépites de pyrite, *« l'or des fous »* disait-on autrefois, ou ce bout de charbon tombé par hasard. *« Tiens, une écorce de palmier fossilisé, je dirais même une écorce de sigillaire, un de ces grands arbres de 25 mètres de haut avec de toutes petites branches à l'extrémité »*, dit, vaguement désabusé, un ingénieur qui passait par là.

Laurent est comme les autres. Fils et petit-fils de mineur de Betting-lès-Saint-Avold, il pensait, au début des années 80, que son destin contrarierait la tradition. Son propre père avait lui aussi espéré en 1945 : *« Jamais mineur ! »*, s'était-il juré sur les bancs de l'école. Mais à la mort de son père tué à la guerre : *« La mine ou le lycée, ce fut la mine. J'ai commencé sans forcer. »* Laurent, lui, n'avait ni le dégoût ni la passion. Etudiant en BTS d'électrotechnicien à Metz, il a simplement vu les Houillères de Lorraine recommencer à embaucher à tour de bras au début des années 80, le nouveau président François Mitterrand assurant lui-même, le mardi 13 octobre 1981, lors d'une visite à la cokerie de Carling, que le charbon lorrain était une *« donnée indispensable de la renaissance économique nationale »*. *« Ça ne [l'] intéressait pas spécialement. »* Mais Laurent a été reçu au concours. La première fois qu'il descendit au fond de la mine, Laurent *« n'avait pas les gestes »*. Le soir, à la « remontée », il s'est dit à lui-même : *« Dans quelle galère je me suis embarqué !... »*

« Problème avec le mort ! » La machine et le tapis roulant s'arrêtent, un bloc trop gros a sans doute heurté la barrière (le *« mort »*), l'ultime protection qui paralyse le système quand un mineur se trouve par accident emporté dans le flot de charbon. Le chantier reprend, Franz, trente-deux ans, est à la télécommande, il suit la haveuse à la trace, regarde la houille s'effondrer, répète, des lueurs dans les yeux : *« Tu ne vas pas me dire que c'est pas beau, ça ! »*. Franz est une *« tête brûlée »*, selon ses copains. Il voudrait toujours qu'elle tourne, *« sa »* machine, Electra 2000, la plus moderne du monde. Elle a battu le record d'extraction avec 24 000 tonnes en une seule journée. *« C'est normal d'aimer faire du chiffre. »*

« La mine, elle te donnait tout, mais elle savait nous tenir. Maintenant, elle nous jette comme des chiens. »

Tony, lui, on l'appelle le *« maffioso »*, à cause de sa tête d'Italien, alors qu'il est *« fils de Polonais »*, aussi parce qu'il tient le magasin au fond de la galerie et qu'il sait manier la dynamite comme pas un. Tonio le maffioso est toujours prêt à donner un coup de main, habitué et aimant bien se faire charrier, il est l'homme des missions délicates, boutefeu enregistré à la préfecture de la Moselle, tout en rondeurs et la bonhomie tranquille, c'est lui qu'on envoie au front quand il faut faire exploser une paroi. Tony n'est pas du genre à faire du bruit.

Jean-Bernard est la *« grande gueule »*, l'athlète réputé *« dragueur »*, le plaisantin qui raconte qu'il descend au fond de la mine *« comme il va à la piscine »* : *« Ça me fait ni chaud ni froid, bien sûr j'aimerais pas me retrouver ici en short, avec, en haut, ta photo, ton nom et les hommages. On n'a pas le temps pour ça, samedi j'ai ma course d'enduro. »*

Marcel, lui, aime bien *« cette sensation d'autre monde dès qu'* [il] *a franchi la cage »*. *« Tireur de gaz »*, il travaille un peu à l'écart, à l'avant du chantier, à la recherche des *« soufflards »*, les poches de grisou. Point de vue méthane, *« Georgette »* n'est pas un cadeau. *« On est obligés de forer avant la taille, et on débite pas mal : 8 000 mètres cubes de méthane par heure. »* Une fois, Marcel a assisté à un coup de grisou artificiel provoqué dans une enceinte de simulation. *« Avec seulement quelques kilos de poussière et du méthane, il y avait des flammes longues de 30 mètres. Evidemment, ici... »*

Et puis il y a les autres, les « ripeurs » et les hydrauliciens, accroupis au pied des vérins, les mineurs au pied de la taille, invisibles dans la poussière, certains masqués, d'autres réfractaires – *« le meilleur filtre, c'est ça »*, dit l'un d'eux en montrant ses poumons –, travaillant dans une sorte de précipitation mesurée, un mélange d'urgence et de geste maîtrisé, cette manière de réussir du premier coup la taille d'un tronc d'arbre puis la mise en place du *« boisage »*. Ces visages effacés sous le charbon, qui ne se résumeraient qu'à de grands yeux, de grands yeux fixes – et dans la région souvent bleus – ces voix dont on entend les éclats et les invitations : *« Allez, un petit coup de Makla ! »* et la boîte de chique parfumée au schnaps passant de main à la main, à moins qu'on ne préfère, dans le halo de poussière, une de ces pincées blanches, *« de prise mentholée »*.

CES voix moqueuses dont on ne compte plus le nombre de fois qu'elles lâchent *« P'tit con ! »*, ou *« Oh ! Excusez-moi, chef ! »* avec l'accent de dérision et de fausse dévotion. Ces voix qui se remémorent *« les coups qu'on a pu faire »* : les chaînes qu'on cadenasse dans les manches de bleu, les jeunes *« à qui on faisait croire qu'il fallait qu'ils retiennent le plafond avec les bras sinon il allait s'écrouler sur eux, et qu'on laissait plantés là »*. *« Maintenant, il n'y a plus de jeunes, il n'y a plus rien à transmettre. »*

Laurent aime bien les uns et les autres, cette équipe *« où il y a ceux qui foncent et ceux qui pensent »*, cette ambiance de *« bosseurs, où rien ne se fait sans l'autre »* et, précise Jean-Bernard, *« qui fait qu'on est obligés d'être des copains, de ne jamais se faire la gueule. Au fond d'une mine, c'est impossible. »* On dit des mineurs qu'ils *« tiennent ensemble »*. *« Si un mineur est pris dans un éboulement, tu verrais le type comment il gratte pour aller chercher son copain. »*

Laurent est assez fier de la haute technologie qui règne ici, de cet esprit qui a *« évolué »* – *« On n'est plus comme les vieux, fallait les entendre gueuler »*, – de cette modernité à 1 100 mètres sous terre, loin des images d'Epinal, *« du mineur à la* Germinal » et qui, malgré tout, n'a pas tué le métier, maintenant le mineur dans sa solitude d'explorateur *« débrouillard, chacun* [étant] *un peu son propre patron, car jamais rien n'est réglé à l'avance »*.

Dans l'autorail qui descend aux vestiaires à Freyming-Merlebach, on tire sur la première cigarette et on plaisante, aigre-doux. Un ancien à un plus jeune : *« Fous-toi encore de moi, mais moi, mon gars, je suis sûr d'avoir la retraite. Mais toi, comment tu vas finir ? Jardinier au parc municipal de Saint-Avold ? »*. On rigole parce que *« c'est comme le grisou, il ne faut pas y penser »*. Pourtant, dans le hall, toujours les mêmes annonces : *« Une société de parapharmacie recherche magasinier à Forbach. Pour tout renseignement... »*. La mine est l'une des plus sophistiquées d'Europe : elle n'a cessé de gagner en productivité, offrant le meilleur rendement du continent, assez heureuse de son image, de sa technologie qu'elle a exportée aux quatre coins du monde, dans ces pays qui lui font aujourd'hui concurrence. La mine se croyait épargnée, ici en Lorraine, elle qui avait toujours su s'adapter. Mais la mine va fermer. Sans doute en 2005. *« Si on améliore encore nos rendements, on devrait arriver à cette date, sinon... Nous sommes condamnés à être meilleurs jour après jour »*, annonce un ingénieur.

Dans les vestiaires, Laurent discute avec un collègue d'une *« solution qu'il faudrait trouver pour traverser un foudroyage »*. *« Peut-être forer et tuber en même temps, je sais que c'est chiant à faire... »*, répond l'autre porion. *Il va falloir y réfléchir. »* Parfois, quand le chantier va mal, *« comme l'année dernière sur Erna, il a fallu bosser à Noël »*, Laurent rentre le soir, ne décroche pas un mot. *« Ça me prend trop la tête »*, se moque-t-il de lui-même. Sa femme sait que *« d'une certaine manière il est différent au fond de la mine, sans doute plus expansif, plus joyeux »*.

Personne n'est vraiment révolté par la certitude qu' *« un jour la mine va fermer »*. *« C'est comme ça, on ne peut rien y faire, sauf bien travailler et plus encore, si c'est possible, pour gagner quelques années »*, répète-t-on. Franz, *« la tête brûlée »*, est peut-être le seul à s'énerver : *« Moi, il faudra m'arracher pour me jeter de là ! »* Travailler pour tenir jusqu'en 2005, *« c'est déjà pas si mal, tu en connais, toi, des entreprises qui te garantissent maintenant un boulot pendant dix ans ? »*, disent les autres.

LES accents de colère, il faut les chercher sur le terrain de pétanque au-dessus de la mine, à la cité des retraités. *« La mine, elle te donnait tout, mais elle savait nous tenir. Maintenant, elle nous jette comme des chiens. Quand elle avait besoin de nous, c'était des « Ah hue ! Ah hue ! » qu'ils disaient, et il fallait en mettre un coup, payés au mètre, obligés de faire des faux témoignages quand il y avait des accidents, parce qu'avec les cadences on enfreignait tous les règles de sécurité »*, explose Lucien, cinquante-cinq ans. *« Mais regardez-les maintenant*, poursuit Lucien en désignant les joueurs de boules. *Ils ont tous la silicose et un fil aimanté à la main, parce qu'ils ne peuvent plus se pencher pour ramasser leurs boules. »*

Dans la salle des porions, Laurent rédige les derniers ordres de la journée : *« Alignement à parfaire, poussarder le ripable, nettoyage devant les piles. »* Le soir, il filera à Metz prendre des cours d'électrotechnique. *« 2005... »* Le matin, il sera au bureau à 4 heures et demie pour superviser le travail de nuit, commander le matériel, préparer la nouvelle journée. Il descendra au fond de la mine vers 7 heures et demie.

Dans la galerie, on a vu une souris. On ne sait pas comment elle est arrivée là. Il paraît qu'une mine inoccupée finit par se remplir d'eau. On sait aussi qu'un chantier résiste à la pression parce qu'il ne cesse de progresser à l'intérieur de la veine. Quand il s'arrête, tout finit par tomber. On dit alors que *« le vieux est foudroyé »*.

PROCHAIN ARTICLE : LES « PETITS LIONS » DE MALEK



ÉTRANGER

Discussions à Genève et à Bruxelles sur la Bosnie-Herzégovine

L'OTAN examine diverses « options opérationnelles »

Les pourparlers de paix sur la Bosnie-Herzégovine devaient reprendre, lundi 9 août à Genève, à l'invitation des médiateurs David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU) en présence des belligérants, le président bosniaque musulman Alija Izetbegovic, le leader des Serbes bosniaques Radovan Karadzic et le chef des Croates bosniaques Mate Boban.

Deux hypothèques – d'éventuels raids aériens de l'OTAN sur les assiégeants de Sarajevo ainsi que le retrait effectif des forces serbes des hauteurs sud et sud-ouest qui dominent la capitale bosniaque conquises voici une semaine – pèsent sur ce rendez-vous fixé après trois jours d'interruption. Le président Izetbegovic a clairement indiqué, dimanche, que le refus des forces Serbes bosniaques de se retirer du mont Igman, position stratégique contrôlant la seule route d'accès par où les assiégés recevaient encore armes et munitions faisait peser une « menace » sur la reprise effective des négociations. La veille, dix-sept personnes (dont seize policiers) avaient été blessées lors d'une manifestation bosniaque qui s'était déroulée devant le Palais des nations à Genève.

BRUXELLES

de notre correspondant

Réuni à Bruxelles au niveau des ambassadeurs, le Conseil de l'Atlantique nord devait commencer à examiner dans l'après-midi du lundi 9 août les *« options opérationnelles »* en Bosnie-Herzégovine dont, une semaine auparavant, il avait confié la préparation au comité militaire. Malgré son retrait des structures militaires intégrées, la France siège de nouveau dans ce comité depuis janvier, dans la mesure où il prépare les opérations de maintien de la paix.

Dimanche soir, de laborieuses négociations se poursuivaient encore entre militaires français et américains au sein du Comité, pour s'accorder sur les dispositions pratiques en vue d'éventuelles frappes aériennes visant à mettre fin au siège de Sarajevo. Il restait aux ambassadeurs à fixer les étapes conduisant au passage à l'acte après des consultations avec les Nations unies. On écartait l'idée d'une intervention immédiate, la question de savoir qui ordonnerait la première frappe – de l'OTAN ou du secrétaire général des Nations unies – ne paraissant pas tranchée, surtout en l'absence de certitudes sur l'évolution des négociations de Genève. Selon le *Washington Post* du 9 août, Washington aurait accepté que la décision finale revienne à l'ONU.

Onze heures de discussions avaient opposé le 3 août les Américains aux Français et aux autres membres de l'OTAN ayant des hommes sur le terrain – Néerlandais et Allemands adoptant une attitude de neutralité. Les Etats-Unis avaient insisté sur la nécessité de lancer un avertissement musclé aux Serbes, sans trop prendre en considération le sort des quelque quatre mille « casques bleus », dont deux mille cinq cents Français. Depuis, Washington a admis qu'une éventuelle intervention ne pouvait se faire sans une coordination entre les chefs militaires de l'OTAN et de la FORPRONU. Paris est d'accord pour une menace crédible, à condition qu'elle soit proportionnée au but de paix recherché, sans oublier que la résolution adoptée le 3 août par le Conseil stipule que les mesures militaires mises à l'étude seraient *« limitées au domaine humanitaire »*.

Au cours des débats de ces derniers jours, les Français ont demandé de la cohérence dans l'action. Par exemple, pour éviter que la place éventuellement laissée par les Serbes après des frappes aériennes de l'OTAN sur les hauteurs de Sarajevo soit immédiatement occupée par les forces musulmanes. De l'avis de plusieurs pays alliés, les Serbes ont maintenant occupé le terrain qu'ils convoitaient et si l'on voulait vraiment les en empêcher, il aurait fallu intervenir plus tôt . Le problème de l'OTAN est à présent de les dissuader d'aller plus avant dans leur entreprise, de sauver ce qui peut encore l'être, mais sans laisser croire aux Musulmans que les alliés sont prêts à faire la guerre aux Serbes.

J. de la G.

Les Serbes de Bosnie font quelques concessions à Sarajevo

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Avant la réunion de l'OTAN à Bruxelles sur d'hypothétiques frappes aériennes contre les forces serbes et la reprise attendue des négociations de paix à Genève, les Serbes de Bosnie ont lâché du lest, dimanche 8 août à Sarajevo, sans toutefois céder sur l'essentiel. S'ils tiennent leurs promesses, le drapeau bleu de l'ONU devait flotter, ce lundi, au sommet du mont Bjelasnica dominant le plateau stratégique d'Igman (sud-ouest de Sarajevo) qu'ils ont récemment conquis et qui leur a permis de couper la dernière voie d'approvisionnement en armes des forces bosniaques encerclées. Au même moment, des « éléments précurseurs » de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) devraient, dans le cadre de l'opération « Secours » (Life line), commencer la reconnaissance et le déminage de deux routes au sud et au nord de la ville, dont l'ouverture permettrait d'arrêter l'« étranglement » de la capitale bosniaque assiégée depuis seize mois.

Toutefois, même si le déploiement des « casques bleus » sur les monts et sur les routes est un progrès qui peut donner des arguments aux milieux hostiles à l'emploi de la force, les concessions serbes restent pour l'instant symboliques. Après cinq heures de négociations à l'aéroport de Sarajevo, le général Ratko Mladic, chef des forces serbes de Bosnie, a refusé d'évacuer toutes ses troupes du mont Igman. Il a juste accepté de retirer quelques-uns de ses hommes, après l'arrivée de « casques bleus ». *« Je ne peux me retirer* [du mont Igman] *tant que la FORPRONU ne me remplace pas, position par position »* a-t-il expliqué en demandant au commandant des « casques bleus » en Bosnie, le général belge Francis Briquemont *« de faire attention à ce que les Musulmans ne pénètrent pas dans les zones dont nous nous retirons »*. Tout en soulignant qu'aucun accord global n'avait été signé, le chef des forces bosniaques musulmanes, le général Rasim Delic, qui voudrait réoccuper les positions perdues, a indiqué à la télévision de Sarajevo qu'il informerait la délégation bosniaque à Genève d'un éventuel retrait serbe d'Igman, dûment vérifié par ses officiers de liaison participant, lundi, aux patrouilles de « casques bleus » français sur cette position stratégique.

Totalement opposé aux frappes aériennes, le général Briquemont a fait état de *« progrès »*. Le retrait des forces serbes avait été promis à deux reprises, la dernière fois jeudi 5 août par le président des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic *« sur les positions du 30 juillet »* date du cessez-le-feu. Selon le général Briquemont, l'échec partiel des négociations sur le retrait est dû au fait que *« personne n'est d'accord sur les positions du 30 juillet »*. Si les Serbes semblaient avoir décidé de desserrer un peu leur étau autour de la capitale assiégée, à la veille des deux importantes réunions, à Bruxelles et Genève, ils n'en conservent pas moins les moyens de resserrer, quand ils le souhaiteront, les mâchoires du siège de la capitale bosniaque, toujours privée d'eau courante, d'électricité et de gaz.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

BELGIQUE : après les funérailles nationales de Baudouin Ier

Le roi Albert II prête serment

Le nouveau roi des Belges, Albert II, devait prêter serment, lundi 9 août, au surlendemain des funérailles nationales de Baudouin Ier (*le Monde* daté 8-9 août). L'office funèbre célébré en la cathédrale Saint-Michel a été marqué par sa simplicité et par les témoignages de représentants de la société civile : un médecin qui évoqua les malades du sida aussi bien qu'une jeune Philippine contrainte de se prostituer, deux des thèmes qui préoccupaient le roi défunt.

BRUXELLES

de notre correspondant

A peine remis au travail dans la matinée de lundi, les Bruxellois s'apprêtaient à vivre d'autres moments d'émotion, sur les trottoirs ou devant la télévision, avec, au cours de l'après-midi, la prestation de serment d'Albert II. La place manquait évidemment à la Chambre des représentants pour accueillir tout ce que le royaume compte de personnalités nationales et de diplomates de haut rang, au moment ou le nouveau souverain devait prononcer les mots rituels : *« Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »* D'autant que, depuis que cette formule a été établie par l'article 80 de la Constitution, l'Etat devenu fédéral s'est enrichi de multiples « présidents » et « ministres » des entités régionales et linguistiques, également conviés à l'événement. En fait, ce qu'attendait la foule, c'était la première apparition du successeur, en voiture découverte dans le centre ville, puis au balcon du Palais royal vers 17 heures.

Vers une béatification ?

Dimanche, une question habitait bien des esprits : la longue procédure en béatification va-t-elle être entamée en faveur de Baudouin ? Elle se fonde sur l'homélie du cardinal Godfried Danneels, primat de Belgique, lors des funérailles : *« S'il était un roi selon le cœur des hommes, il était aussi un roi selon le cœur de Dieu. Beaucoup dresseront sans doute à l'avenir son portrait, écrivant l'histoire de son règne. Y découvrira-t-on « le secret du roi » ?* [...] *Un jour viendra sans doute où ce secret, ce mystère du roi Baudouin, sera dévoilé. Je l'espère. Alors le monde entier portera la main à la bouche d'étonnement. Comme le centurion sous la croix, les hommes diront :* « Vraiment cet homme était un juste » [...] *Nous serions des orphelins inconsolables, si nous ne savions pas qu'à la place d'un roi, Dieu vient de nous donner un intercesseur pour la Belgique. »*

Ces paroles prononcées en la cathédrale devant un parterre de chefs d'Etat un peu sidérés, étaient dans le ton de toute une cérémonie placée sous le signe de la simplicité et de la spiritualité. On avait beau y être préparé par l'annonce que Fabiola voulait une messe *« de gloire et d'espérance »*, son apparition en blanc cassé derrière le cercueil créa une certaine surprise. Elle sourit par moment en devisant avec Albert sur le chemin parcouru à pied entre le palais et la cathédrale. Selon la police, quelque 42 000 personnes étaient massées de part et d'autre de ce trajet. Ce ne fut pas le déferlement auquel on avait pensé la veille. Pas plus de 20 000 billets de chemin de fer ont été vendus dans les heures précédant la cérémonie. La population suivait celle-ci à la télévision. En témoignait le silence quasi total qui régnait hors du centre.

Sida et racisme

Certains chefs d'Etat suivaient la famille royale, digne et naturelle. Avec leur entourage, d'autres – dont la reine Elizabeth et François Mitterrand – attendaient dans la cathédrale l'arrivée du cercueil. Il y avait des rois et des présidents de la République ; des Européens, des Asiatiques et des Africains, des Arabes et des Israéliens ; des hommes et des femmes dans la force de l'âge et ceux que leur date de naissance rendait peut-être plus sensibles à la liturgie des morts. Tout au long de la cérémonie, les responsables belges respectèrent cet *« équilibre linguistique »* qui est chez eux une seconde nature : lecture de l'épître en flamand ; lecture de l'évangile en français ; homélie alternant les langues nationales. Même les deux « bardes » qui interprétèrent leur production personnelle après de grands moments de grégorien avaient été soigneusement choisis : un Wallon, Julos Beaucarne ; un Flamand, Will Tura. Sublimant son chagrin, Fabiola se sentait-elle investie d'une mission de témoignage devant toutes ces caméras de télévisions païennes ? Quand, au moment du « Notre Père », elle s'empara des mains d'Albert et de Joséphine-Charlotte pour former une sorte de chaîne royale, les spécialistes y virent une réminiscence « charismatique ». M. Mitterrand, sur lequel la télévision faisait de temps à autre de gros plans, n'avait pas encore tout vu. Il y eut ces interventions étonnantes des représentants de la société civile qui avaient la sympathie du défunt : Nathan Clumeck, né en 1949 au Caire, diplômé de l'Université libre (laïque) de Bruxelles et spécialiste en Belgique des maladies infectieuses, qui s'exprima notamment *« au nom de ceux qui, porteurs d'un sida, vivent en plus la peur du rejet ou de l'exclusion sociale et familiale »* ; Paula D'Hondt, commissaire royal à l'immigration de 1989 au printemps 1993, qui dut souvent se battre contre les membres de son propre parti, les sociaux-chrétiens flamands, pour consolider *« les trois piliers »* d'une politique à long terme : logement, enseignement, accès à l'emploi.

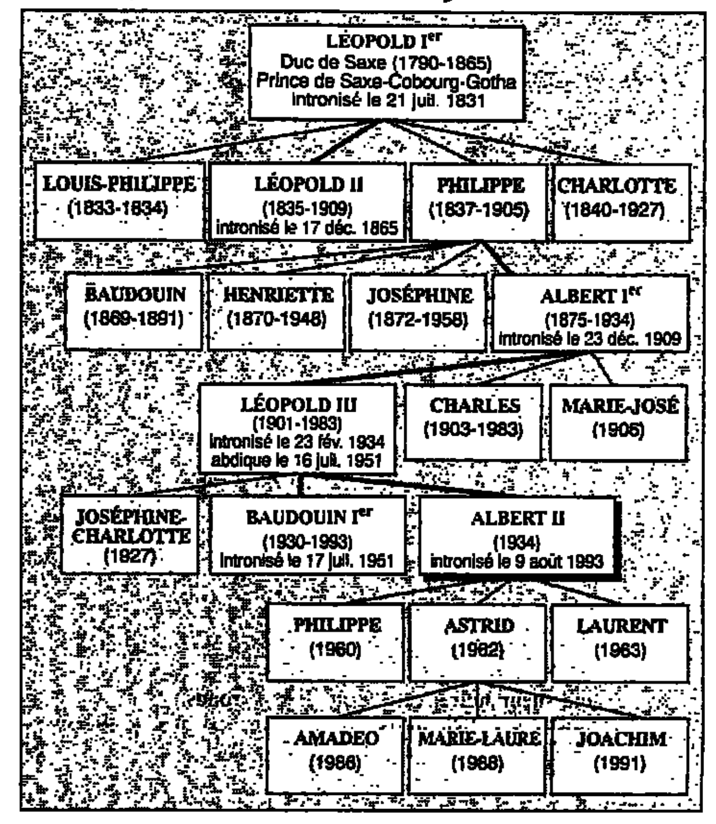
Six kilomètres séparent la cathédrale Saint-Michel de la crypte royale de l'église de Laeken. Cette fois, la famille royale et les dignitaires belges suivirent le cercueil en limousines. Le trajet passait justement par les quartiers populaires à forte proportion d'immigrés. Ils étaient là, eux aussi, derrière une haie de militaires au garde-à-vous. On vit un drapeau turc à une fenêtre. Des enfants marocains suivirent le cortège en courant sur le trottoir. On entendait leurs cris, au loin, au moment de la halte devant l'église. Avec d'autres, Jean-Luc Dehaene, premier ministre flamand, et Charles-Ferdinand Nothomb, président francophone de la Chambre des représentants, récitèrent ensemble un « Notre-Père » en français avant le dernier adieu au roi.

Par endroits, la chaussée est en si mauvais état, sur le chemin de Laeken, que le blindé léger qui tractait l'affût chargé du cercueil avait dû ralentir pour éviter les secousses. Les responsables belges rejoignirent donc avec quelque retard leurs hôtes étrangers pour un déjeuner simple, par tables séparées, au Palais royal. Au journal du soir, la télévision nationale francophone montra brièvement M. Mitterrand assis à la droite de Fabiola.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Lire également, page 17, l'article de Michel Colonna d'Istria.

La famille royale



□ **Presque cinq millions de Français ont suivi les obsèques à la télévision.** – Selon les données recueillies par Médiamétrie, 9,5 % des Français âgés de plus de quatre ans, soit 4,88 millions de spectateurs en moyenne, ont regardé samedi matin 7 août, entre 9 heures et 13 heures, les obsèques du roi Baudouin diffusées simultanément sur les deux premières chaînes françaises. Le maximum d'audience a été atteint en fin de matinée, avec 7,6 millions de spectateurs. TF 1 a constamment précédé France 2, leurs parts de marché respectives s'établissant à 40,8 % et 34,6 %, soit, ensemble, plus des trois quarts des spectateurs de la télévision, et même plus de 80 % pendant plus d'une heure.

AFRIQUE

SOMALIE : après la mort de quatre « marines » américains

Mogadiscio dans l'attente de représailles des forces internationales

Les habitants de Mogadiscio s'attendaient à des représailles des forces des Nations unies après la mort, dimanche 8 août, de quatre soldats américains tués dans la partie sud de la capitale. Trois d'entre eux sont morts sur le coup lorsque leur véhicule, qui faisait partie d'un convoi de l'armée américaine revenant de l'aéroport, a sauté sur un mine, non loin du marché de la Médina. Le quatrième est décédé des suites de ses blessures.

Il s'agit des premiers soldats américains tués en Somalie depuis que l'ONU a pris le commandement de l'opération ONUSOM II, le 4 mai dernier. Ces quatre morts portent à quarante et un le nombre de « casques bleus » tués depuis cette date (vingt-sept Pakistanais, sept Marocains, quatre Américains et trois Italiens).

D'autre part, depuis le 5 juin, date du début de l'épreuve de force entre les milices du général Mohamed Farah Aïdid et les soldats de l'ONU, cent soixante-cinq « casques bleus », dont vingt-quatre Américains, ont été blessés.

L'attentat de dimanche a provoqué une très grande tension dans la capitale. Le représentant spécial de l'ONU en Somalie, l'amiral en retraite Jonathan Howe, a fait porter la responsabilité de cet *« acte lâche »* au chef de guerre en fuite. *« Nous ne tolérerons pas le terrorisme d'Aïdid »*, a-t-il déclaré, en ajoutant simplement : *« Nous allons nous défendre activement contre le terrorisme et poursuivre les auteurs de ces crimes. »*

« Nous ferons tout ce que nous pouvons pour trouver les responsables afin d'entreprendre les actions appropriées et, par-dessus tout, protéger nos forces toujours sur place », a pour sa part déclaré, à Washington, le président Bill Clinton. *« Nous agirons à travers l'ONU »*, a-t-il ajouté. M. Clinton a indiqué qu'il continuait *« à penser que la mission* [vivement critiquée ces derniers jours, non seulement par les Organisations non-gouvernementales, mais aussi au sein même de l'ONU (*le Monde* du 6 août)] *a été bien conçue et est mise en œuvre correctement »*.

Samedi, un convoi américain avait déjà été pris dans une embuscade. Les troupes françaises, qui étaient chargées de la sécurité de ce convoi, ont riposté, ainsi que des forces pakistanaises, des Puma de l'armée française et trois hélicoptères de la force d'intervention rapide américaine. Cinq Somaliens ont été tués et quinze autres arrêtés.

Un contingent de 250 soldats français est parti samedi pour la Somalie dans le cadre de la relève des « casques bleus » envoyés par la France. Ces hommes seront déployés à Baïdoa, dans l'ouest du pays. La France disposait de mille quatre-vingt-deux soldats en Somalie au 14 juillet, selon des chiffres de l'ONU. – (*AFP, Reuter.*)

TCHAD : après le massacre dans le Ouaddaï

Quarante et une personnes ont été tuées au cours d'une manifestation à N'Djamena

Quarante et une personnes ont été tuées et cent trente-cinq blessées lors de violents affrontements entre des manifestants originaires de la région du Ouaddaï et les forces de l'ordre, dimanche 8 août, à N'Djamena, a-t-on appris lundi matin de source officielle. Les heurts se sont produits au cours d'une manifestation organisée par les habitants de la capitale originaires du Ouaddaï, qui voulaient protester contre le massacre commis mercredi dernier par des inconnus à Chokoyam, dans leur région, au nord-est du pays (*le Monde* du 7 août). Selon un nouveau bilan officiel, ce massacre a fait quatre-vingt-deux morts et cent cinq blessés.

Plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées pour *« rendre hommage aux victimes de Chokoyam et protester contre l'insécurité dans l'est du pays »*, selon leurs représentants. La police et la gendarmerie ont effectué des tirs de sommation pour disperser la foule, ont indiqué des témoins. Les manifestants, dont beaucoup étaient armés, ont riposté à l'aide d'armes blanches et d'armes à feu. Il a été impossible de déterminer le nombre de victimes de part et d'autre. Un commissariat de police a été incendié, ainsi que plusieurs véhicules.

L'ambassade de France a fait savoir que les capacités de l'antenne médicale de l'opération Epervier étaient dépassées. Le gouvernement a décrété lundi un couvre-feu. Deux cent trois personnes ont été arrêtées.

D'autre part, le ministre des finances, Robert Roygame, a annoncé samedi la suspension du versement des salaires des fonctionnaires afin de donner à l'armée les moyens de combattre l'insécurité croissante dans le pays.

Son collègue de la fonction publique, le général Abdelkader Wadal Kamougué, qui assurait l'intérim du premier ministre, Fidel Moungar, avait auparavant annoncé qu'une unité spéciale de l'armée avait été envoyée à Abéché pour maintenir la sécurité. – (*AFP, Reuter.*)

EUROPE

La politique de M. Eltsine vis-à-vis des Républiques de l'ex-Union soviétique

La Russie va accroître son engagement militaire au Tadjikistan

Réunis à Moscou samedi 7 août, M. Eltsine et les présidents de quatre Républiques d'Asie centrale se sont entretenus de la guerre au Tadjikistan et des problèmes monétaires.

MOSCOU

de notre correspondant

« Les méthodes de guerre ne sont pas notre choix, mais dans la situation présente il est difficile de les éviter. » C'est ainsi que Boris Eltsine, entouré des présidents de quatre pays d'Asie centrale ex-soviétique, a résumé, samedi 7 août, l'actuelle politique russe au Tadjikistan.

En pratique, la Russie va donc continuer à renforcer ses effectifs sur place et à améliorer leur armement, tout en obtenant une plus grande implication de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Kirghizstan dans la *« protection de la frontière »* contre les incursions venues du territoire afghan. Une déclaration soulignant la *« responsabilité collective »* des Etats de la région pour la garantie de *« l'intangibilité des frontières »* a ainsi été signée à l'issue de la réunion, boudée par le président turkmène Saparmourad Niazov, qui tient à marquer son indépendance à l'égard de Moscou et refuse de s'impliquer militairement au Tadjikistan.

Une bénédiction de la communauté internationale est également recherchée : les participants à ce sommet ont même adressé un message au secrétaire général de l'ONU, demandant le soutien des Nations unies pour ce qui est décrit comme un *« règlement politique »* du conflit et l'envoi éventuel d'observateurs à la frontière.

L'offensive du Pamir

Cependant, M. Eltsine et ses pairs ont profité de l'occasion pour sermonner, apparemment en des termes très fermes, le président tadjik, Emomali Rakhmonov, sommé d'accepter des négociations avec l'opposition. *« Il faut des mesures de réconciliation, et non de répression »*, a déclaré le président russe. De son côté, le président ouzbek Islam Karimov, qui avait pourtant joué un rôle clef pour convaincre Moscou de choisir, pendant la guerre civile, les néo-communistes contre les « islamo-démocrates », a expliqué que le problème tadjik ne devait pas être *« réglé par la voie des armes »*. Du coup, le président tadjik a quitté Moscou avec, selon sa propre expression, *« de quoi réfléchir sérieusement »*.

L'irritation que suscite désormais à Moscou, et dans les autres capitales d'Asie centrale, l'attitude intraitable des représentants du pouvoir en place à Douchanbe peut étonner. Les dirigeants du Front national, constitué dans la région méridionale du Kouliab et qui a constitué le fer de lance du succès des néo-communistes, n'ont jamais caché leur intention d'éliminer toute forme d'opposition, et leur retour à Douchanbe a été accompagné d'un grand nombre de liquidations et d'exactions en tous genres. Le lourd casier judiciaire de plusieurs des actuels responsables ne pouvait non plus être ignoré à Moscou, qui ne leur a pourtant pas ménagé son soutien.

Mais les évènements des derniers mois ont conduit la Russie et ses partenaires à reconsidérer légèrement une attitude jusque-là dictée par la seule hantise de l'islamisme. Le nouveau pouvoir tadjik s'est en effet révélé incapable d'écraser l'opposition armée, et la poursuite de la guerre civile compromet le retour des dizaines de milliers de réfugiés d'Afghanistan (qui courent d'ailleurs de très sérieux risques quand ils rentrent), et donc entretient l'insécurité à la frontière. Autre motif de mécontentement, presque tous les postes de responsabilité ont été réservés aux membres du clan du Kouliab, au détriment des représentants de la région de Khodjent, au nord, plus recommandables et surtout plus en phase avec les dirigeants ouzbeks.

« Une nouvelle zone rouble »

Enfin, Moscou et ses partenaires se disent tout à fait hostiles à l'offensive lancée par l'armée gouvernementale tadjike dans le Haut-Pamir, et vivement dénoncée par les dirigeants de cette région autonome. Douchanbe affirme qu'il ne s'agit que de débusquer des *« bandits »* (opposants armés) qui bloquent l'unique route d'accès, mais les opérations se traduisent par des bombardements qui font des victimes dans la population civile. L'origine des avions qui participent à ces bombardements est d'ailleurs mystérieuse : sur place, on affirme qu'il s'agit d'appareils ouzbeks, ce que Tachkent dément avec la plus grande énergie. Le fait que le ministre de la défense tadjik soit un officier russe ne contribue pas à clarifier la situation, pas plus que les propos du ministre russe des affaires étrangères Andreï Kozyrev, selon lesquels il faut distinguer entre les opposants avec lesquels on peut négocier et ceux avec lesquels on ne doit parler qu'*« à coups de missiles »* ...

Outre le Tadjikistan, les présidents réunis à Moscou ont évoqué les questions de coopération économique et monétaire, sujet brûlant après le récent retrait par la banque centrale de Russie des billets antérieurs à 1993. L'opération, ouvertement décrite par certains responsables russes comme un moyen de pousser hors de la zone rouble les partenaires de Moscou qui utilisent encore cette monnaie, ou sinon de les contraindre à se plier à la politique monétaire russe, avait désagréablement surpris les responsables de pays considérés, qui ne disposaient pas de nouvelles coupures, et voyaient leurs avoirs en roubles soudain considérablement dévalués.

Cependant, certains arrangements semblent avoir été trouvés entre-temps (plusieurs avions chargés de billets ont été envoyés de Moscou à Alma-Ata et à Tachkent). Les présidents kazakh et ouzbek ont reconnu que l'opération de retrait des anciens billets était *« logique »* et ils ont confirmé à Moscou leur intention de rester dans la zone rouble. Plus précisément, ils ont signé avec Boris Eltsine une déclaration prévoyant des négociations en vue de *« la création d'une zone rouble d'un type nouveau »*. Le Kirghizstan possède depuis quelques mois sa propre monnaie, le som.

M. Nazarbaev en a profité pour reprendre son plaidoyer habituel en faveur de l'intégration économique des Etats membres de la CEI : les participants à la réunion de Moscou ont d'ailleurs convié l'ensemble des présidents de la Communauté à se retrouver le 7 septembre dans la capitale russe pour signer des accords instituant une *« union économique »*. Au passage, le président kazakh a fait savoir que l'*« union économique slave »*, dont la création future avait été annoncée à la mi-juillet par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, ne serait pas *« viable »*. Il est très probable que les présidents kazakh et ouzbek, qui ont beaucoup insisté sur le rôle essentiel que la Russie est appelée à jouer en Asie centrale, ont souhaité, et peut-être obtenu, l'enterrement de ce projet qui avait tout pour leur déplaire. Tout comme avait été plus ou moins enterrée l'idée de créer une sorte de « marché commun d'Asie centrale », concoctée en janvier dernier et dont la Russie était exclue.

JAN KRAUZE

□ **Attaque à la grenade sur un marché près de Vladivostok.** – Cinq personnes ont été tuées et vingt autres blessées lorsqu'une grenade a été lancée sur un marché de Nakhodka, près de Vladivostok, en extrême-Orient russe, dimanche 8 août, a indiqué l'agence Itar-Tass sans fournir plus de détails. La criminalité mafieuse a connu ces derniers mois un essor spectaculaire en Russie. – *(AFP.)*

□ **M. Eltsine gracie le gendre de Léonid Brejnev.** – Iouri Tchourbanov, le gendre de Léonid Brejnev, a été gracié par le président Eltsine après avoir purgé la moitié de sa peine pour corruption et remis en liberté samedi 7 août. M. Tchourbanov, ancien vice-ministre de l'intérieur, avait été condamné à l'automne 1988 à douze ans de prison. – *(AFP.)*

□ **OUZBÉKISTAN : condamnation de six membres de l'opposition.** – Six personnalités de l'opposition ouzbèke ont été condamnées vendredi 6 août à des peines de trois à cinq ans de prison par la Cour suprême, qui a qualifié leurs activités d'*« incitations au renversement du régime »*, selon l'agence russe *Interfax*. Trois des condamnés sont des membres du mouvement populaire Birlik et un autre du Parti démocratique Erk. – *(AFP.)*

« Pax russica » en Transcaucasie

Suite de la première page

Ce plan comprenait ce qu'il avait refusé pendant un an : un retrait des forces géorgiennes de Soukhoumi, un retour dans cette ville des dirigeants de la rébellion abkhaze et le maintien « provisoire » sur place de l'armée russe, avec des fonctions de force de maintien de la paix.

Les Azerbaïdjanais, eux, viennent d'accepter ce qu'ils ont refusé pendant plus de cinq ans : s'asseoir et négocier non plus avec les représentants de la République d'Arménie, mais seulement ceux de la « République » autoproclamée du Haut-Karabakh. Là aussi, ce fut le résultat d'un retournement militaire qui a mis à genoux les forces azerbaïdjanaises.

La Russie dément avec plus de vigueur encore que dans le cas de l'Abkhazie avoir aidé les Arméniens contre les Azerbaïdjanais. Or, dans ces conflits où l'équipement et la logistique ont pour source quasi unique ceux qui proviennent de l'armée russe, l'implication de ses militaires est inévitable. Le problème est de savoir à quel niveau.

Du bon usage des minorités

En mai 1992, la Russie décidait de remettre aux trois nouveaux Etats indépendants de Transcaucasie une partie de l'équipement des divisions ex-soviétiques stationnées en Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan. Equipements qui étaient de toute façon déjà pillés par les groupes armés locaux et, plus souvent encore, vendus par les officiers, avec ou sans états d'âme. Les trois Etats eurent leurs chars, mais l'Azerbaïdjan, où étaient déployées des forces aériennes, exigea aussi d'hériter d'une partie de celles-ci et commença en juin ses bombardements aériens meurtriers du Haut-Karabakh, qui ont duré jusqu'en décembre, date à laquelle les systèmes anti-aériens fournis aux Arméniens par Moscou commencèrent enfin à être efficaces. Les Arméniens purent alors reconquérir le nord du Haut-Karabakh, puis s'attaquèrent à ses pourtours : la région de Kelbadjar fut prise en avril 1993, « élargissant » le corridor de Latchine à toute la hauteur de l'ex-enclave, désormais solidement amarrée à l'Arménie.

Puis ce fut l'offensive sur le verrou d'Agdam, à l'est, qui ouvrait aux forces arméniennes la plaine azerbaïdjanaise s'étendant jusqu'à la Caspienne : les forces azerbaïdjanaises, formées de jeunes recrues non entraînées, fuyaient avec des milliers de civils et Bakou fut contraint, fin juillet, de signer un cessez-le-feu avec les représentants du Haut-Karabakh.

Ces offensives sur Kelbadjar et Agdam nécessitaient au moins du carburant que l'Arménie, soumise au blocus azerbaïdjanais et turc – aggravé par le conflit abkhaze qui coupait la dernière voie terrestre la reliant à la Russie, – ne pouvait obtenir que par avions, et en quantités telles qu'un feu vert, au minimum, des autorités russes était nécessaire. Les Arméniens ne nient d'ailleurs pas vraiment l'aide reçue de Moscou et certains font des confidences, par exemple sur les coups de pouce de ses services de renseignements.

Ce qui ne signifie pas nécessairement que le Kremlin ait été capable de planifier à l'avance tout le déroulement des opérations. Ni qu'il ait approuvé des actes comme le pillage et les incendies des localités prises par les Arméniens en dehors du Haut-Karabakh et que ces derniers doivent restituer en vertu de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais il reste que les victoires abkhaze et arménienne sur le terrain, favorisées par l'action des militaires russes, entrent tout à fait dans le cadre de ce qu'énoncent maintenant à Moscou les chefs politiques.

Contrainte de chercher pour elle-même une structure fédérale, la Russie multi-ethnique préconise en toute logique des solutions semblables pour les nouveaux Etats indépendants qui l'entourent, appelés à se transformer eux aussi en fédérations. En Transcaucasie, il se trouve que ce sont la Géorgie et l'Azerbaïdjan, deux Etats qui ont refusé de faire partie de la CEI, qui ont des problèmes de minorités, auxquels ils n'ont su répondre que par l'escalade militaire. L'Arménie, elle, avait chassé ses derniers Azéris dès 1989, devenant un Etat mononational.



Elle avait en outre accueilli avec soulagement l'arrivée au pouvoir à Moscou des démocrates d'Eltsine et devint le plus chaud partisan d'une alliance militaire avec la Russie au sein de la CEI : elle gardait ainsi des troupes russes sur son territoire, notamment pour surveiller sa frontière avec sa vieille ennemie la Turquie, la rivale de la Russie dans ces régions. La ligne de conduite pour Moscou s'imposait alors d'elle-même : en soutenant les Abkhazes contre la Géorgie et les Arméniens contre l'Azerbaïdjan, les Russes faisaient pression sur ces deux Etats pour les ramener dans leur giron.

Un premier résultat de ces pressions fut sans doute atteint en juin 1993, quand une révolte armée en Azerbaïdjan chassa le président pro-turc Eltchibey élu un an plus tôt. Son remplaçant Gueïdar Aliev, l'alter ego du Géorgien Chevardnadze, tente de rétablir les relations avec Moscou, sans rompre pour autant avec la Turquie. Une politique d'équilibre qui fait dire avec de plus en plus d'insistance qu'il pourrait être bientôt mis en concurrence avec un autre ex-dirigeant communiste azerbaïdjanais, Ayaz Moutalibov, en exil actuellement à Moscou et qui serait plus malléable...

La Géorgie, beaucoup plus dépendante de la Russie que l'Azerbaïdjan qui a du pétrole, n'a, pour sa part, guère le choix de ses alliances, comme le répète tristement M. Chevardnadze depuis son retour au pouvoir à Tbilissi.

Soifs de revanche

Lorsqu'il y a six mois Boris Eltsine avait lancé un appel aux grandes puissances pour qu'elles cautionnent, voire financent, les interventions des troupes russes dans les anciennes Républiques de l'URSS en tant que « forces de paix régionales » de l'ONU, les réactions ont été indignées. Aujourd'hui, la communauté internationale semble pourtant arrivée à la conclusion qu'elle ne peut qu'acquiescer aux interventions de l'ex-colonisateur dans ses anciennes provinces de Transcaucasie (et plus encore d'Asie centrale, où son enlisement aux côtés de régimes dictatoriaux inquiète moins que le « danger islamiste »).

Le Conseil de sécurité de l'ONU a en effet promis d'envoyer 50 observateurs militaires en Abkhazie pour contrôler le cessez-le-feu le jour où les troupes russes, assorties de quelques unités abkhazes et géorgiennes, arriveront à l'imposer. Une solution calquée sur celle déjà appliquée en Ossétie du Sud, une autre République autonome rebelle de Géorgie où des combats ont eu lieu jusqu'à l'été 1992. Les Géorgiens étaient opposés à cette solution, qui préserve *de facto* l'indépendance des Ossètes du Sud, mais ils s'étaient inclinés parce que des observateurs militaires de la CSCE étaient venus sur place soutenir le plan russe. Et la Turquie elle-même a approuvé les termes du cessez-le-feu en Ossétie du Sud et en Abkhazie, tout en demandant à participer à d'éventuelles forces de maintien de la paix qui pourraient se déployer en Azerbaïdjan, d'où les dernières troupes russes ont été évacuées fin mai.

La partie diplomatique est donc loin d'être terminée. Le maintien des deux cessez-le-feu n'est guère assuré, dans une région qui abrite plus d'un million de réfugiés, des dizaines de milliers de combattants mal contrôlés, des marchands d'armes, toutes les soifs de revanche des vaincus et toujours une armée russe, satisfaite du début de succès de son regain d'activisme. Mais l'intérêt de Moscou est plus que jamais de stabiliser la Transcaucasie, au moment où les troubles reprennent au Caucase du Nord, peuplé en majorité de musulmans et « maillon faible », avec ses indépendantistes tchétchènes, de l'unité de la Fédération de Russie. Au vu de la façon dont les Russes y ont traité leur « minorité » ingouche, coupable d'être ennemie des Ossètes qui sont des alliés traditionnels de la Russie, les ambitions de Moscou à jouer partout les pacificateurs ne peuvent que continuer à susciter des inquiétudes.

SOPHIE SHIHAB

Arméniens et Azerbaïdjanais s'accusent de violations du cessez-le-feu

Arméniens et Azerbaïdjanais se sont mutuellement accusé, dimanche 8 août, d'avoir violé le cessez-le-feu en vigueur depuis le 25 juillet.

Des combats se poursuivaient ainsi, dimanche, autour de la ville azerbaïdjanaise de Fizouli, à quelques kilomètres de l'est du Haut-Karabakh. Cinq soldats arméniens du Haut-Karabakh ont été tués dans cette zone, selon les Arméniens. Si Fizouli tombe, les forces arméniennes marqueront une nouvelle victoire stratégique après la prise d'Agdam le mois dernier. Les combats auraient également repris près d'Agdam.

Tensions en Géorgie et en Tchétchénie

Dans une autre partie du Caucase, les premiers blindés géorgiens ont commencé à se retirer samedi de la région séparatiste d'Abkhazie, en vertu de l'accord de cessez-le-feu conclu le 27 juillet, tandis qu'une crise politique est ouverte à Tbilissi où l'opposition nationaliste accuse le président Chevardnadze de capitulation.

Là aussi, l'avenir du cessez-le-feu est précaire : la commission tripartite – Géorgiens, Abkhazes, Russes – qui négocie les modalités de son application s'est séparée dimanche soir à Sotchi, dans le sud de la Russie, sans décision majeure. Elle devrait reprendre ses travaux mardi à Goudaouta, en Abkhazie. Un premier groupe de huit observateurs militaires des Nations unies est arrivé dimanche à Tbilissi et devait se rendre rapidement en Abkhazie.

Enfin, de nouveaux incidents ont été signalés à Grozny, capitale de la petite République nord-caucasienne de Tchétchénie, qui veut se séparer de la Russie : une attaque à l'arme automatique et à la grenade a été menée contre le bâtiment du gouvernement dans la nuit de samedi à dimanche, au moment où le président tchétchène, le général Djokhar Doudaev, quittait son bureau. Deux de ses gardes du corps ont été blessés, mais le président est sorti indemne de l'attentat. – *(AFP, UPI, Itar-Tass.)*

Un diplomate américain tué à Tbilissi

Un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis à Tbilissi, Fred Woodruff, a été tué dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 août par des inconnus qui ont tiré sur sa voiture, dans la banlieue de la ville, a annoncé le ministère géorgien de l'intérieur. Chargé d'affaires à la section politique de l'ambassade, il circulait vers minuit à bord d'une voiture russe de marque Niva, sur la route qui relie Tbilissi à la Russie, et se trouvait près du poste de police à la sortie de la ville lorsque des inconnus ont tiré sur son véhicule, a précisé le ministère de l'intérieur. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Trente-quatre intégristes condamnés à mort

Trente-quatre peines capitales, dont vingt-neuf par contumace, ont été prononcées, samedi 7 août, par la Cour spéciale d'Alger à l'encontre d'un groupe d'intégristes musulmans. D'autre part, un employé communal a été assassiné par trois hommes qui ont réussi à prendre la fuite, vendredi 6 août, dans le département de Tipaza, à l'ouest d'Alger.

Le quotidien indépendant *El Watan* a dressé, dans son édition de samedi, un sévère réquisitoire contre le pouvoir, jugé incapable d'empêcher les attentats visant les intellectuels. *« Ce qui fait le plus de mal, c'est surtout cette terrible incapacité du pouvoir en place (Haut Comité d'Etat, gouvernement, armée...) à proposer autre chose au pays pour freiner cette plongée dans la déraison »*, écrit le directeur d'*El Watan*, Omar Belhouchet, qui avait échappé, le 17 mai dernier, à une tentative d'attentat. *(AFP)*.

IRAN

Les conservateurs renforcent leurs positions dans le nouveau gouvernement

Entamant son deuxième mandat présidentiel, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, a rendu public, dimanche 8 août, la liste de son nouveau gouvernement. La composition du cabinet, qui a été présentée au Parlement pour un vote de confiance, renforce le poids politique des conservateurs, groupés autour du guide la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. Le fait le plus remarquable est le départ de l'influent ministre de l'intérieur, l'hodjatoleslam Abdollah Nouri, et son remplacement par le premier vice-ministre des affaires étrangères Ali Mohammad Becharati, ancien responsable du corps des Gardiens de la révolution (Pasdaran). Si seize ministres ont été reconduits dans leurs fonctions, le chef de l'Etat a choisi des personnalités plutôt proches de M. Khamenei pour prendre en charge les ministères du commerce, de l'enseignement supérieur, de la défense, du logement, de la santé et du transport. – *(AFP.)*

LIBAN

L'armée se déploie dans le sud du pays

L'armée libanaise a commencé à se déployer, lundi 9 août, dans la région de Tyr, placée, depuis 1978, sous le contrôle de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) et limitrophe de la bande frontalière occupée par Israël.

Le déploiement de plusieurs centaines d'hommes dans cette région, qui a obtenu l'accord de principe du secrétaire général de l'ONU, intervient après la décision du gouvernement, prise le 1er août dernier, à l'issue d'une semaine de bombardements israéliens au Liban sud. Cette opération, favorablement accueillie par les Etats-Unis et Israël, devrait limiter la liberté de manœuvre des combattants du Hezbollah, mouvement islamisque pro-iranien, installés dans cette zone.

Plusieurs centaines d'habitants avaient manifesté, vendredi, dans la région de Tyr, pour demander l'arrêt des tirs de roquettes Katiouchas à partir de leurs villages et le déploiement de l'armée libanaise. – *(AFP.)*

ASIE

JAPON : investi par l'empereur

Le nouveau gouvernement sera largement contrôlé par le Parti de la renaissance

La cérémonie d'investiture du cabinet du nouveau premier ministre, Morihiro Hosokawa, a eu lieu, lundi 9 août, en présence de l'empereur Akihito qui, aux termes de la Constitution, nomme le chef du gouvernement désigné par la Diète. *«Ce cabinet obéit à la logique traditionnelle des clans : ils ont simplement changé de nom»*, a commenté le président de l'ex-majorité libérale-démocrate, Yohei Kono. Pour les communistes, extérieurs à la coalition, *«il s'agit d'un cabinet libéral-démocrate bis»*.

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Hosokawa est formé de personnalités nouvelles dont dix-neuf occupent des fonctions ministérielles pour la première fois. Tsutomu Hata, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, est un des seuls à disposer d'une expérience gouvernementale. Les chefs des sept partis de la coalition entrent dans un cabinet qui comprend trois femmes et deux personnalités non parlementaires. Un nouveau portefeuille a été créé : celui de la réforme politique, cheval de bataille et peut-être unique tâche d'un cabinet dont la plupart des commentateurs pensent que le passage au pouvoir sera bref. C'est le président du Parti socialiste (PSJ), Sadao Yamahana, qui en assume la responsabilité.

La composition du nouveau cabinet reflète la force des partis qui le composent. Le PSJ, la formation ayant le plus d'élus, dispose de cinq portefeuilles : l'intérieur, les transports, la construction et la planification, qui revient à une femme. Le Parti de la renaissance (PR), qui en a cinq également, se taille, en réalité, la part du lion en terme d'importance des ministères qu'il détient, «verrouillant» la diplomatie, la défense et l'économie.

Viennent ensuite le parti bouddhiste Komeito, dont le président, Koshiro Ishida, dirige l'agence de coordination administrative, qui a obtenu les portefeuilles des P. et T., du travail ainsi que l'agence pour l'environnement.

Le chef du Parti social-démocrate, Keigo Ouchi, devient ministre de la santé tandis que celui de l'Union sociale-démocrate, Satsuki Eda, prend la direction de l'agence des sciences et des techniques. Le président du Parti pionnier, Masayoshi Takemura, allié du premier ministre, est nommé chef du secrétariat du gouvernement.

Outre les affaires étrangères, qui reviennent à M. Hata comme celui-ci le souhaitait, et les finances, le PR a obtenu le portefeuille du commerce international et de l'industrie (MITI) ainsi que celui de l'agriculture : des ministères-clés dans la formulation de la politique économique, dont le premier échoit à un familier des dossiers financiers, M. Fujii, ancien vice-ministre des finances. Bien que l'aboutissement des négociations de l'Uruguay Round soit, selon M. Hata, une priorité, on ne doit guère s'attendre à un fléchissement en matière d'ouverture du marché du riz avec un ministère de l'agriculture tenu par un parti dont les élus dépendent largement du lobby paysan. Selon M. Hata, *«le Japon est déjà le plus grand importateur de produits alimentaires»*.

Le PR obtient également la direction de l'agence de défense. Etant donné les divergences dans la coalition sur cette question, il est significatif que ce soit un représentant d'une formation dont certains dirigeants sont favorables à une expansion du rôle militaire du Japon qui détienne ce portefeuille. Le responsable de la défense, Keisuke Nakanishi, devra notamment défendre un budget dont le PSJ veut la diminution. Il semble par contre que le PR, qui entend être la force motrice du nouveau cabinet, ait renoncé aux ministères qui sont traditionnellement source de fonds politiques (tels la construction ou les P. et T.).

Le ministère de la justice, qui gère les dossiers sensibles des scandales dans lesquels sont impliquées des personnalités politiques, est revenu à un non-parlementaire : Akira Mikasuki, professeur honoraire de l'université de Tokyo et ancien doyen de la faculté de droit. Le ministère de l'éducation, qui assume la tâche controversée de décider du contenu des manuels scolaires, a été confié à une femme, Ryoko Akamatsu, universitaire et ancien fonctionnaire du ministère du travail.

PHILIPPE PONS

Un cabinet de coalition

Premier ministre : Morihiro Hosokawa (Nouveau parti du Japon, NPJ).

Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères : Tsutomu Hata (Parti de la renaissance, PR).

Ministre sans portefeuille chargé de la réforme politique, Sadao Yamahana (Parti socialiste, PSJ); justice, Akira Mikazuki (non parlementaire); finances, Hirohisa Fujii (PR); éducation, Mme Ryoko Akamatsu (non parlementaire); santé et affaires sociales, Keigo Ouchi (Parti social-démocrate); agriculture, Eijiro Hata (PR); industrie et commerce international (MITI), Hiroshi Kumagai (PR); transports, Shigeru Ito (PSJ); postes et télécommunications, Takenori Kanzaki (Komeito); travail, Chiraka Sakaguchi (Komeito); construction, Kozo Igarashi (PSJ); intérieur, Kanju Sato (PSJ).

Chef du secrétariat du cabinet : Masayoshi Takemura (Parti pionnier).

Agences : coordination administrative, Koshiro Ishida (Komeito); développement et l'aménagement du territoire, Kosuke Uehara (PSJ); défense, Keisuke Nakanishi (PR); planification, Mme Manae Kubota (PSJ); sciences et technologies, Satsuki Eda (Union sociale-démocrate); environnement, Mme Wakako Hironaka (Komeito).

Nouveau responsable de la politique étrangère

M. Hata, un vétéran des «guerres commerciales»

TOKYO

de notre correspondant

Président du Parti de la renaissance (PR), formé de dissidents du Parti libéral démocrate, Tsutomu Hata est l'une des figures les plus en vue de la coalition. Ce qui ne signifie pas qu'il soit celle ayant le plus de poids, ce rôle revenant dans la coulisse à Ichiro Ozawa, secrétaire général du PR. Le nouveau chef de la diplomatie nippone, âgé de cinquante-sept ans, fut d'abord employé d'une société de transports avant de succéder à son père comme député d'une circonscription rurale de la région de Nagano.

Ayant détenu deux fois le portefeuille de l'agriculture, puis celui des finances dans le premier cabinet Miyazawa (1991), M. Hata est un vétéran des «guerres commerciales» : il s'est souvent opposé à une plus grande ouverture des marchés nippons, notamment celui du riz. Il s'avéra alors un dur négociateur; mais certains commentateurs estiment qu'il fait parfois preuve d'emportement.

Le Japon doit prendre des initiative sur la scène internationale et ne plus se contenter de réagir aux événements, affirme-t-il. Il est convaincu qu'une véritable rentrée en scène internationale du Japon suppose l'expression d'un repentir pour sa guerre d'agression afin de tourner, une fois pour toutes, cette page de l'histoire nationale. Il préconisa une telle initiative lors du cinquantième anniversaire de Pearl Harbor : *«Il faut dire clairement que la guerre est une erreur que nous ne répéterons plus.»*

Des vues proches, apparemment, de celles des socialistes, qui demandent une déclaration solennelle de repentir du Japon. Mais la position de M. Hata est plus ambiguë : il présidait jusqu'en 1992 l'association des parlementaires libéraux-démocrates qui visitent, le 15 août, anniversaire de la défaite, le sanctuaire de Yasukuni, où sont honorées les âmes des victimes japonaises de la guerre, dont celle du général Tojo, exécuté pour crimes de guerre. Des visites qui provoquent des protestations des pays voisins.

Le pragmatisme qui marque la carrière de M. Hata (1) l'incitera sans doute à s'abstenir de cette visite. Le rôle qu'il assigne au Japon reste néanmoins encore flou : au cours de sa première conférence de presse en tant que ministre des affaires étrangères, il a déclaré qu'il poursuivrait la politique de ses prédécesseurs. Interrogé sur l'ambition du Japon de devenir membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, il a répondu : *«Pour que l'ONU assure sa mission, chaque pays doit assumer un rôle à la hauteur de sa puissance.»* Il lui reste à préciser les ambitions de puissance du Japon.

Ph. P.

(1) Voir *le Monde* du 5 août.

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE : après l'assassinat d'un général de la police

Les extrémistes musulmans sont déterminés à poursuivre la lutte contre le régime

LE CAIRE

de notre correspondant

Au moment où il rentrait d'une tournée d'inspection en Haute-Egypte, le général Mohamad Abdel Hamid Gabara, commandant de la région nord de la province de Qéna, a été assassiné, samedi 6 août, à Naga Hamadi, à cinq cents kilomètres au sud du Caire. Des inconnus sur une moto ont, selon les témoins, tiré des rafales de fusil d'assaut sur le véhicule du général qui a été tué ainsi que son garde du corps et son chauffeur.

L'attentat a été revendiqué, à Assiout, par la Jamaa Islamiya, principale organisation extrémiste musulmane. Dans un communiqué, elle affirme que cet attentat vise à *«venger les membres de l'organisation pendus par le régime»*. *«Nous n'allons pas rester les bras croisés quand les membres des groupes islamistes sont victimes d'actes de liquidation corporelle»*, ajoute-t-elle. Elle avertit qu'elle *«poursuivra sa lutte, quel que soit le prix, contre le régime»* qu'elle accuse d'être *«vendu à l'Occident»*.

Le communiqué confirme que les extrémistes musulmans sont déterminés à continuer coûte que coûte leur politique de «vendetta» qui a déjà fait une cinquantaine de morts dans les rangs de la police depuis un an et demi. Un attentat semblable à celui de Naga Hamadi avait eu lieu, au mois d'avril, dans la province d'Assiout, contre un autre général de police qui avait, lui aussi, trouvé la mort avec son garde du corps et son chauffeur.

D'autre part, un général de l'armée, confondu avec le président de la Haute Cour militaire qui a prononcé les sentences de mort contre les extrémistes, avait échappé à un attentat, le 18 juillet, au Caire. Au cours de la même période, près de quatre-vingts extrémistes ont été tués par la police au cours de leur arrestation sans compter les quinze autres pendus au cours des deux derniers mois.

Reste à savoir si la Jamaa Islamiya, qui nie être responsable des attentats à la bombe qui ont eu lieu au Caire, a décidé de concentrer les actes de violence contre les responsables de l'Etat et d'abandonner les attentats contre les touristes, récemment considérés comme *«une erreur tactique»* par des proches du mouvement extrémiste.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les «Palestiniens de l'intérieur» tentent d'imposer leurs vues

Suite de la première page

Récemment, le vieux dirigeant appelait à instaurer une direction collégiale à la tête de la centrale palestinienne – façon de limiter les pouvoirs de Yasser Arafat – et réclamait *«l'intégration de courants extrémistes pour élargir l'éventail de la représentation des habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées»*.

C'est pendant le séjour du secrétaire d'Etat américain que ce vent de fronde a redoublé d'intensité. Warren Christopher s'est trouvé dans l'inconfortable position d'un médiateur chargé de concilier les différentes positions émises par le même partenaire. Il a donc quitté la région en emportant dans sa mallette deux documents palestiniens : l'un préparé à Tunis par l'OLP, et un second, sorte de complément du premier, établi à Jérusalem-Est et portant la marque de Fayçal Husseini, Saeb Erakat, vice-président de la délégation, et son porte-parole, Hanane Achraoui.

«Le document était trop faible, c'est pourquoi nous l'avons modifié», a expliqué Abdel Chafi qui s'est, lui aussi, rendu à Tunis. Trop faible certes, mais surtout, dira plus tard un proche de la délégation, *«à Tunis, on ne nous laisse pas nous exprimer, nous qui sommes pourtant les premiers concernés et les plus à même de comprendre la rue palestinienne»*.

En réalité, le chef de l'OLP a visiblement cédé aux pressions exercées par de nombreux pays, en premier lieu l'Egypte. Le document venu de Tunis a été concocté par l'un des hommes les plus proches d'Arafat, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), avec l'assistance du chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa. A la plus grande satisfaction des Israéliens, la centrale palestinienne aurait ainsi accepté la plupart des exigences américaines sur la formulation d'une déclaration de principe israélo-palestinienne, première pierre d'un projet d'autonomie des territoires occupés pendant une période transitoire.

Les concessions de l'OLP touchent, en effet, aux points les plus sensibles de la négociation. Selon des sources proches de la délégation, M. Arafat accepte de repousser la problématique de Jérusalem-Est jusqu'à l'ouverture des négociations sur le statut définitif des territoires occupés. Les colonies de peuplement juives seront hors du domaine de juridiction du conseil de l'autonomie, dont les pouvoirs législatifs seront limités.

Les délégués palestiniens ont refusé, pendant le séjour de M. Christopher, de lui remettre ce document. Un fax est alors tombé de Tunis, les sommant d'obéir aux instructions du chef de l'OLP, ce qu'ils ont fait, à en croire un délégué, *«contraints et forcés»*, tout en proposant parallèlement une série d'amendements.

Réunis pendant quarante-huit heures au siège de la délégation, l'Orient House, à Jérusalem-Est, M. Husseini et ses compagnons ont décidé de taper du poing sur la table. Ceux qui avaient été désignés, un par un, par la direction de l'OLP à Tunis pour monter en première ligne, négocier directement avec Israël, et s'exposer aux critiques de l'opinion publique palestinienne vont engager leur première épreuve de force contre Yasser Arafat.

Après avoir veillé à rendre publique leur menace de démission, ils ont quitté, dimanche, Jérusalem-Est pour Tunis, via Amman. *«Nous allons à Tunis pour poursuivre nos discussions à la lumière de nos entretiens avec M. Christopher et examiner ce que l'avenir nous réserve»*, déclarait M. Husseini avant de franchir le pont Allenby. Le mot «démission» n'est pas employé ouvertement. *«Nous en parlerons plus tard»*, se contente de dire la porte-parole Hanane Achraoui.

Simples coursiers

En dépit du différend portant sur les concessions accordées par l'OLP et qui figurent dans le document remis au secrétaire d'Etat, le fond de la crise est ailleurs. Pour un délégué palestinien, qui a requis l'anonymat, *«Husseini a simplement choisi d'utiliser le prétexte qu'Arafat avait formulé dans son dos des clauses plus souples, notamment sur la question de Jérusalem, pour se lancer dans cette bataille. Ce qui est en jeu, c'est de tenter d'arracher au chef de l'OLP le droit de pouvoir manœuvrer avec plus de liberté sur le champ diplomatique»*.

Selon lui, *«les délégués palestiniens pourront ainsi obtenir des prérogatives élargies, dans le cadre de la proposition israélienne de transférer aux Palestiniens des territoires occupés une grande partie des pouvoirs de l'administration militaire israélienne»*. Ce que le chef de l'OLP refuse catégoriquement. Depuis la conférence de Madrid, il essaie, au contraire, de réduire le rôle et le statut des délégués, en les empêchant de prendre des décisions et même de participer aux débats précédant les prises de décision, *«les transformant en simples coursiers faisant la navette entre Tunis et Washington»*, ajoute le délégué.

Fayçal Husseini va-t-il réussir à imposer un changement? Il est trop tôt pour se prononcer, d'autant que, lundi matin, aucune démission n'avait encore été remise à Yasser Arafat et que les membres de la délégation palestinienne affichaient leur volonté de dédramatiser la crise.

Un compromis pourrait même aboutir et favoriser l'émergence d'une délégation palestinienne remodelée, dotée de pouvoirs élargis. Ce qui préoccupe le premier ministre Itzhak Rabin puisque, selon lui, *«un grand nombre de délégués actuels sont partisans d'une passation rapide des pouvoirs de l'administration* (militaire), *ce qui permettrait de faire avancer rapidement le processus de paix»*.

Rien, en tout cas, dans les propos du chef du gouvernement israélien, ne laisse supposer qu'il soit prêt à entamer un dialogue direct avec la centrale palestinienne, en dépit des efforts en ce sens déployés par plusieurs de ses ministres. L'un d'eux, Yossi Sarid, chargé de l'environnement, a déjà tiré sa conclusion de la querelle interpalestinienne : *«Nous savons que lorsque les délégués veulent freiner le processus de paix, l'OLP à Tunis les force à faire le contraire. Si, en revanche, ils souhaitent progresser, Arafat leur met des bâtons dans les roues. Le seul moyen de faire aboutir les négociations de paix est de discuter directement avec l'OLP qui tire les ficelles, non pas avec les marionnettes.»* – *(Intérim.)*

□ **Le mouvement islamiste Hamas revendique le meurtre de trois soldats israéliens.** – Dans des tracts distribués dans les territoires occupés, le groupe Ezzeddine al Kassam, branche armée du Mouvement de la résistance islamique Hamas, a revendiqué, dimanche 8 août, l'assassinat, la semaine dernière, de trois soldats israéliens en Cisjordanie. L'un avait été tué après son enlèvement et les deux autres avaient trouvé la mort dans une embuscade. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : nouveau bombardement à la roquette de Kaboul par le Hezb.** – Les forces du Hezb-e-Islami, loyales au premier ministre en titre, le fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, ont bombardé à la roquette la capitale afghane, faisant six morts et huit blessés, a annoncé, dimanche 8 août, Radio-Kaboul. C'est la première fois depuis que M. Hekmatyar a été nommé à la tête du gouvernement que la radio lui a attribué la responsabilité d'une attaque contre Kaboul. – *(UPI.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : pour la première fois, une jeune femme noire a été élue Miss Afrique du Sud.** – Un mannequin de Soweto, Jacqui Mofokeng, a été élue Miss Afrique du Sud, samedi 7 août, devenant la première Noire à remporter ce titre créé il y a trente-sept ans. Le concours avait couronné l'an dernier une «métisse», selon la classification du registre de la population établi par le régime de l'apartheid et aboli en juin 1991. – *(AFP.)*

□ **CHINE : des représentants du dalaï-lama à Pékin.** – Deux représentants du gouvernement en exil tibétain, présidé par le damaï-lama, ont eu, la semaine dernière à Pékin, des entretiens *«francs et cordiaux»* avec des *«officiels chinois de haut rang»*, a annoncé ce gouvernement, dans un communiqué parvenu à Londres, samedi 7 août. Selon ce texte, les autorités chinoises ont fait part de *«leur volonté de maintenir le contact»* avec le chef spirituel tibétain. Les Tibétains ont remis à leurs interlocuteurs une lettre du dalaï-lama. C'est la première fois depuis près de dix ans que des entretiens sino-tibétains à ce niveau sont rendus publics. – *(AFP.)*

□ **GABON : la France a effacé 280 millions de francs de dettes.** – Dans un entretien au quotidien gouvernemental *l'Union*, le chef de la mission de coopération française à Libreville a annoncé, samedi 7 août, que la France avait effacé 14 milliards de francs CFA (280 millions de francs) de dettes du Gabon. Cette opération a été effectuée dans le cadre du Fonds de conversion des créances, créé par Paris à l'intention des pays africains francophones à revenus intermédiaires. – *(Reuter.)*

□ **GUINÉE BISSAU : libération de deux dirigeants de l'opposition.** – De source officielle, on a appris, samedi 7 août, que les deux dirigeants de l'opposition arrêtés le 2 août, Joao Da Costa et Tagma Nawahi, avaient été libérés vendredi (*le Monde* du 5 août). M. Da Costa devrait être jugé dans un délai d'un mois par un tribunal militaire pour tentative présumée de coup d'Etat, selon les mêmes sources. – *(AFP.)*

□ **IRAN : incursions de l'armée dans le nord-est de l'Irak.** – L'Iran a confirmé, dimanche 8 août, que son armée avait mené des incursions dans le nord-est de l'Irak, où sont réfugiés des opposants kurdes iraniens, et a réaffirmé sa *«ferme détermination»* à continuer ces opérations *«afin d'établir la sécurité dans cette région»*. Dans une déclaration publiée par la presse, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a souligné que ces raids avaient pour but de réprimer un *«groupe de bandits et de terroristes»* qui, au cours des derniers mois, se sont infiltrés en territoire iranien. – *(AFP.)*

□ **Livraison d'un deuxième sous-marin russe.** – L'Iran a pris livraison de son deuxième sous-marin, acheté à la Russie, au port de Bandar-Abbas, sur le golfe Persique. Selon l'amiral Ali Chamkhani, commandant de la marine nationale, *«ce sous-marin va augmenter la puissance défensive de l'Iran dans les eaux du sud du pays»*. L'Iran avait déjà pris livraison, au mois de novembre 1992, d'un premier sous-marin de classe Kilo, de fabrication russe. – *(AFP.)*

□ **KENYA : violentes émeutes dans la station balnéaire de Lamu.** – La presse a indiqué, dimanche 8 août, que neuf musulmans ont été arrêtés à la suite de violentes émeutes qui ont eu lieu vendredi à Lamu, fief islamiste de la côte nord-ouest du Kenya, et l'une des stations balnéaires les plus fréquentées du pays. Plus de 200 jeunes islamistes s'étaient dirigés, à l'issue de la prière du vendredi vers le bureau du préfet pour protester contre *«l'incapacité des autorités à lutter contre le banditisme»*. Plusieurs hôtels, une banque et le tribunal ont été incendiés. L'intervention des forces de l'ordre a fait plusieurs blessés. – *(AFP.)*

□ **OUGANDA : plus de cent mille Soudanais fuient les combats dans le sud du pays.** – Plus de cent mille Soudanais ont fui, ces derniers jours, les combats qui font rage dans le sud du pays entre forces gouvernementales et rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a indiqué, samedi 7 août à Nairobi, le Programme alimentaire mondial (PAM). Quelque soixante mille Soudanais ont trouvé refuge dans le nord de l'Ouganda, où près de cent mille autres, chassés par dix années de guerre civile, sont déjà réfugiés. – *(AFP.)*

□ **SRI-LANKA : Colombo rejette la proposition de paix de quatre Prix Nobel.** – Le premier ministre sri-lankais, Ranil Wickremesinghe, a rejeté, dimanche 8 août, un plan de paix présenté par quatre Prix Nobel pour mettre fin aux affrontements meurtriers entre Cinghalais et Tamouls. Ces personnalités proposaient la médiation du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, entre le gouvernement et les séparatistes du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul). – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : un cardinal australien interdit de messe à Hanoï.** – Les autorités vietnamiennes ont interdit au dernier moment au cardinal australien Edward Clancy de concélébrer une messe à la cathédrale de Hanoï, dimanche 8 août. Mgr Clancy se trouvait au Vietnam à la tête d'une délégation humanitaire du Secours catholique australien. – *(AFP.)*

Abidjan minée par le sida

La Côte-d'Ivoire commence à réagir à l'ampleur, longtemps cachée, de l'épidémie

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

C'est à proximité du boulevard Giscard-d'Estaing, dans la «rue Douze», quartier de Treichville, que les affiches ont été placardées par un groupe de séropositifs : *«Nous sommes porteurs du virus du sida, mais les gens nous négligent ! Alors nous refusons de mourir seuls. Et nous décidons de faire l'amour comme nous l'entendons.»*

La menace pouvait-elle être plus explicite ? Abidjan a pris peur. On a téléphoné aux journaux, voulu en savoir plus. Mais la ville a aussi réclamé le silence. *Bonsoir la Côte-d'Ivoire*, un nouveau quotidien «indépendant», a qualifié ces jeunes anonymes de *«salauds»*. Rue Douze, les affiches ont été arrachées.

L'angoisse pourtant, une nouvelle fois réveillée, demeure. En finira-t-on jamais avec ce nouveau mal ? Combien sont-ils chaque jour, chaque nuit, à accélérer la transmission du virus ? Mais qui souhaite la réponse à cette question ? Qui ose réclamer la vérité, prenant le risque de découvrir une horreur plus grande encore ? Si elle accepte enfin de parler du sida, la ville refuse de se regarder sidéenne.

Comment Abidjan – plus de deux millions d'âmes – pourrait-elle ne songer qu'à la mort ? Cette ville, qui ne cesse de grossir, bourdonne autour de sa lagune. Du marais de Treichville, dans les odeurs mêlées de poisson et de café, on voit chaque soir le quartier du Plateau s'illuminer. Au-delà du pont du Général-de-Gaulle, les «buildings» de ce Manhattan africain portent haut, dans le noir tropical, les couleurs des Nissan, Shell, Elf, oriflammes modernes étouffant la blanche cathédrale futuriste, symbole du «miracle ivoirien».

Plus de dix pour cent de séropositifs

Ce soir, le tout-Abidjan va élire, au palais des congrès de l'Hôtel Ivoire, la Miss 93 du même nom. Hier après-midi, en l'église Saint-Jacques des Deux-Plateaux, une messe de requiem a été célébrée pour le repos de l'âme de Francis Bouygues, qui avait des intérêts dans le pays. Le plaisir et la mort. Les serveurs des bars comme les vendeurs du marché de Cocody pleurent le temps béni des touristes américains. Félix Houphouët-Boigny, président depuis plus de trente ans, est à Paris, souffrant. Et Abidjan, malade de la crise, s'endort dans la moiteur d'une fin de règne avec son nouveau cauchemar.

Les premiers cas de sida ont été officiellement diagnostiqués en 1985. Mais on n'en sait guère plus sur la genèse de l'épidémie, médecins et politiques ayant tardé à accepter les faits. Le mal a-t-il explosé ici plus vite qu'ailleurs ? N'a-t-on pas pris trop tardivement la mesure du fléau ? Une seule certitude : la Côte-d'Ivoire est l'un des pays les plus contaminés, rejoignant les prévalences mortelles des nations du centre de l'Afrique, d'Haïti et du Sud-Est asiatique.

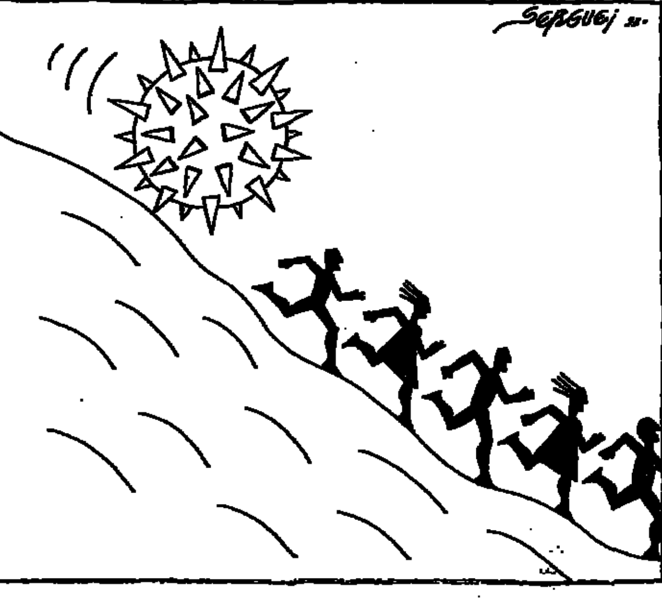
Le 19 août 1989, l'hebdomadaire médical *Lancet* de Grande-Bretagne publiait le texte signé d'un groupe de spécialistes américains et ivoiriens, dirigé par Kevin M. de Cock, consacré à *«l'émergence rapide du sida»* à Abidjan. Déjà, l'ensemble des indicateurs épidémiologiques donnaient des renseignements alarmants. Tout, depuis, n'a fait qu'empirer.

Des données chiffrées ? Le docteur Emmanuel Gnaoré, coordinateur du programme national de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles, les connaît par cœur. Près de 15 000 cas en données cumulées, chiffre sans doute sous-évalué, pour 12,5 millions d'habitants ; un taux de séropositivité de plus de 10 % dans la population générale ; une épidémie qui a atteint la quasi-totalité du pays.

Chez ce jeune médecin, il y a l'angoisse permanente de ne pas *«faire suffisamment»*, de ne pas *«expliquer»*, avec assez de conviction, le drame. Des chiffres alarmants, on en trouve aussi chez les épidémiologistes américains qui, à l'hôpital de Treichville, dirigent le projet Rétro CI (Rétrovirus de Côte-d'Ivoire). Là, le docteur Alan E. Greenberg, un ancien du Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, successeur du docteur De Cock, n'en finit pas d'enregistrer la progression de l'épidémie et de publier les résultats dans des revues spécialisées. L'heure est peut-être venue pour les épidémiologistes, dit-il, de passer à l'acte.

Agir ? Le professeur Alain Bondurand est l'un de ceux qui mesurent le mieux l'ampleur du sinistre. Anesthésiste-réanimateur des CHU de la ville, il a accepté de prendre les fonctions de directeur du Centre national ivoirien de transfusion sanguine. Grâce aux crédits de la Communauté européenne, il a réussi à faire d'une structure en ruines un établissement modèle, auquel il a insufflé un dynamisme qui a déjà gagné les centres de transfusion de Bouaké et de Korhogo dans le centre du pays.

Ce médecin sait aujourd'hui mieux que personne à quel point ses confrères ont pu, par l'usage intensif du sang, geste symbolique en Afrique, accélérer la diffusion du virus. Quand on accepta de mettre en œuvre les tests de dépistage, en dépit du discours officiel selon lequel le sida, maladie honteuse, n'existait pas en Côte-d'Ivoire, ils ont montré que 14 % des donneurs de sang étaient infectés par le VIH1, et souvent de manière concomitante par le VIH2, virus plus fréquent en Afrique de l'Ouest que partout ailleurs dans le monde.



On n'ose pas imaginer le nombre des contaminations post-transfusionnelles... Aujourd'hui, on a pratiquement abandonné le système des collectes dans la rue. Grâce à un patient travail de fidélisation des donneurs (dédommagés 500 F CFA pour chaque don), d'interrogatoires sur leur sexualité, grâce aussi à l'usage conjoint des tests et de l'informatique, le taux des séropositifs a beaucoup diminué. Le risque de transmission du virus à partir de sang «faussement négatif» demeure très élevé (1 sur 300 contre 1 sur 200 000 en France), ce qui justifie les multiples initiatives visant à réduire la consommation sanguine, à intensifier la pratique de l'autotransfusion et à confectionner des produits «sécurisés.»

On fabrique ainsi un sang «privilégié» en quelque sorte, qui, pour des raisons économiques, ne peut être utilisé de manière systématique chez tous les malades. *«D'un point de vue éthique, je suis dans une situation impossible,* confie le docteur Bondurand. *Je sais que je produis deux qualités de sang. Mais j'ai choisi cette solution qui me permettra progressivement d'améliorer la qualité de l'ensemble plutôt que de délivrer à tous des produits identiques, mais non sécurisés».*

Le dénuement du système de soins

D'autres chiffres aident à mieux cerner encore la réalité épidémique, comme ceux du docteur Dominique Kerouedan de la mission de coopération et d'action culturelle : 12,2 % des femmes accouchant dans l'une des principales maternités de la ville sont contaminées. A l'échelon du pays, 35 % des personnes soignées pour une maladie sexuellement transmissible autre que le sida sont infectées aussi par le VIH, tout comme 50 % des malades tuberculeux.

Il y a quatre ans, lors d'un séminaire de l'Organisation mondiale sur le sida à Abidjan, un spécialiste avait annoncé que les hôpitaux africains accueilleraient à l'avenir de plus en plus de sidéens et qu'il convenait de prendre au plus vite des mesures adaptées. En Côte-d'Ivoire, aucune mesure particulière n'a été prise. Au CHU de Treichville, le service des maladies infectieuses du professeur Auguste Kadio (120 lits) est devenu le service du sida et de la tuberculose, mais l'hospitalisation classique ne peut plus répondre à la demande. Il put, en urgence, ouvrir une unité de soins ambulatoires et de conseil, initiative soutenue à hauteur de 12 millions de francs par la France (*le Monde* du 3 août).

Plus qu'ailleurs, on mesure ici l'absolu dénuement du système de soins africains, puisque, une fois le diagnostic de sida établi, le corps médical ne dispose d'aucun des médicaments qui, ailleurs, permettent de prévenir ou de traiter les affections opportunistes et de freiner le cours de la maladie. Quant aux médicaments antirétroviraux, il est presque indécent de les évoquer. Personne ou presque ne peut acquérir de l'AZT et certains médecins ivoiriens en viennent à maudire la multinationale Wellcome et toute l'industrie pharmaceutique internationale, parce qu'elles ne mettent pas à leur disposition des molécules dont elles ne cessent de vanter l'efficacité.

Pour les biologistes et les médecins, qui pensent que le sida est déjà la première cause de mortalité des adultes jeunes de la capitale, la progression de l'épidémie et la multiplication des cas d'immunodéficience prennent une nouvelle et angoissante dimension. De nombreuses observations témoignent, en effet, de l'évolution des équilibres traditionnels entre l'homme et les micro-organismes qui l'entourent.

Ainsi, avec le sida, de nouvelles affections apparaissent. *«Des bactéries qui, auparavant, n'étaient pas pathogènes pour l'homme, provoquent des maladies,* explique le professeur Mireille Dosso (Institut Pasteur d'Abidjan). *C'est le cas de cryptocoques qui infectent désormais le système nerveux central, de salmonelles dites mineures qui ne passaient pas dans le sang mais qui aujourd'hui y parviennent, ou encore d'affections bactériennes hier très rares et que l'on découvre à l'origine d'infections touchant des villages entiers. Le VIH facilite également la circulation du virus de la varicelle, responsable de zonas qui signent à tout coup l'existence d'un sida».*

Les ravages de la prostitution

Se préoccuper de la diffusion du virus et des moyens de la freiner, c'est aussi, en Côte-d'Ivoire plus qu'ailleurs, s'intéresser à la prostitution, chercher à cerner ce phénomène omniprésent et pourtant méconnu. Loin des regards, dans les faubourgs infinis du quartier de Koumassy, entre les tristes boulevards du Gabon et du Cameroun, on peut trouver une ancienne demeure privée, depuis quelques mois rebaptisée «clinique de confiance». Là, dans l'anonymat le plus complet, on accueille les prostituées d'Abidjan. Cette initiative a été bâtie par les représentants locaux du CDC d'Atlanta et des spécialistes de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers (Marie Laga, Peter Piot).

A Koumassy, on va chercher chaque jour, tôt dans la matinée, des prostituées qui le souhaitent là où elles résident. Sur place, on les interroge, on les examine, on soigne les maladies sexuellement transmissibles dont – toutes ou presque – souffrent. On leur offre des préservatifs, puis on les raccompagne. Tout cela gratuitement. On a su trouver les mots et respecter la hiérarchie féminine de ce milieu, où, à la différence de l'Europe, les «macs» sont quasiment absents. Depuis octobre dernier, un millier de femmes ont déjà été prises en charge par la «clinique de confiance» d'Abidjan. Et l'on a découvert que 90 % d'entre elles étaient séropositives !

«C'est une situation désespérante, explique les docteurs Mamadou Dialo et Yéboué Kouadio (projet rétro-CI). *Nous souhaitions, à partir de cette initiative, constituer un groupe de prostituées séronégatives et évaluer chez elles l'efficacité de certaines mesures préventives. Or, nous avons aujourd'hui l'impression que nous ne parviendrons jamais à former un tel groupe tant l'infection est présente...»*

Et s'il était trop tard ? Il faut, la nuit et jusqu'à l'aube, sillonner Abidjan pour comprendre que l'épidémiologiste et le médecin pourraient légitimement succomber au désespoir. Quitter le plateau et ses «filles de joie», descendre à Treichville, fréquenter ces endroits nocturnes et mythiques que sont Cabane Bambou, ABC, Whisky à gogo ou La canne à sucre, aller plus loin ensuite, sur la «zone 4» vers la rue Mercédès et ses travestis, longer la rue Pierre et Marie-Curie dans le quartier Marcory : on trouvera la même désespérance, à Koumassy, à Yo-Pou-Gon, à Adjamé ou à Vridi-Canal.

C'est ce spectacle toujours reproduit de cohortes de femmes, professionnelles ou non, se dénudant dans la lumière des phares de voitures. Abidjan ne compte plus ses milliers de prostituées. L'espoir de gagner de l'argent dans ce pays «riche» a fait venir ici toutes les ethnies : il y a les Ghanéennes, bien sûr, comme dans presque tous les pays d'Afrique, et les femmes venues du Burkina et du Libéria voisin, du Mali, de la Guinée, de la Sierra-Leone, du Sénégal, de Mauritanie, du Niger, du Zaïre.

On trouve, au fil des boîtes, tous les âges jusqu'à des petites filles de dix ans qui ont fui leur famille. Beaucoup de ces femmes ont un «ami», lui aussi infecté et beaucoup sont déjà mères. Plusieurs déjà sont mortes du sida, cette maladie que l'on ne cite jamais dans les avis d'obsèques des quotidiens ivoiriens, où l'on ne parle que de *«longue maladie»*.

Par la voix de MM. Roussin et Douste-Blazy, ministres de la coopération et de la santé, la France vient – fort tardivement – d'annoncer une participation financière à la lutte contre cette épidémie sur le continent noir. On commence à parler tout haut de prévention du sida et parfois à agir (1). *«J'ai été invitée à en parler dans un village musulman, à 800 km de la capitale,* raconte le professeur Mireille Dosso. *L'imam était là et l'on traduisait mes propos à la communauté. J'ai appris plus tard que, dans ce village, on achetait depuis quelque temps déjà des préservatifs.»* Une prévention réaliste commence à marquer des points. Il y a quelques jours, devant la presse nationale et internationale, un affrontement a eu lieu entre les autorités ecclésiastiques du pays et Alain Ekra, ministre ivoirien de la santé, qui tint les propos que la santé publique et la vérité imposaient (*le Monde* du 3 août).

«En Côte-d'Ivoire, comme dans toute l'Afrique noire, il nous faut réussir une incroyable révolution culturelle, qui se résume en une seule proposition : modifier les comportements sexuels», confie le professeur Bondurand. Avec certains médecins ivoiriens et français, dans les pauvres couloirs des CHU de Treichville et de Cocody, face à l'absolu désespoir de ces jeunes malades qui attendent la mort dans le plus grand dénuement, on en vient à espérer que «le vieux» – Félix Houphouët-Boigny – sortira de son mutisme officiel et saura trouver les mots justes, dire à tous que le sida est présent et que ce fléau n'est pas une fatalité pour peu qu'hommes et femmes solidaires osent y faire face.

JEAN-YVES NAU

(1) Dans ce contexte, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) va prochainement créer à Abidjan un centre de recherches et de suivi des malades, visant à préciser le rôle joué dans le développement de la maladie par de multiples cofacteurs.

□ **Le sida aura fait 8 millions de morts en l'an 2000.** – Le docteur Michael Merson, directeur général du programme de lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré, lundi 9 août à Glasgow, que l'épidémie de sida aura tué, en l'an 2000, huit millions de personnes, soit six millions de plus qu'aujourd'hui. A cette date, on comptera de 30 à 40 millions de séropositifs, parmi lesquels 10 millions de jeunes enfants. Estimant qu'il faudra encore *«des années»* avant de pouvoir disposer d'un vaccin efficace, le docteur Merson juge *«fondamentale»* la promotion du *«sexe sans risque»* et la distribution de préservatifs dans les pays en voie de développement.

Plusieurs morts en Italie

Le feu ravage les forêts autour de la Méditerranée

De violents incendies ont dévasté les forêts du pourtour occidental de la Méditerranée, en Italie, où ils ont fait plusieurs morts, en Algérie, ainsi qu'en France et en Espagne, affectant notamment des régions touristiques.

La sécheresse, qui sévit dans le sud de l'Europe, a largement favorisé la propagation des incendies de forêts. Mais, dans de nombreux cas, des pyromanes sont soupçonnés d'être responsables de ces sinistres, et plusieurs personnes ont été arrêtées, notamment en Italie et en Algérie. Des imprudences sont également à l'origine de certains feux, comme en France, dans le Var.

En Italie, des centaines d'hectares de forêts ont été dévastés durant le week-end, du nord au sud de la péninsule. La police soupçonne des pyromanes d'être à l'origine de certains de ces incendies, et cinq personnes ont été arrêtées.

Deux personnes mises en examen en France

En Sardaigne, un berger et un touriste italien sont morts carbonisés, et cinq personnes ont été blessées. L'état d'urgence a été proclamé dans l'île, notamment dans la province de Sassari (nord). Les flammes ont menacé une centaine de maisons près d'Iglésias, et les collines proches du village touristique d'Is Molas, près de Cagliari, sont en flammes. Enfin, deux corps carbonisés ont été découverts samedi dans une voiture durant un violent sinistre dans la région de Pise. Il semble que les victimes aient été assassinées et enfermées dans le véhicule qui fut ensuite incendié, communiquant le feu à la forêt.

En Espagne, trois importants foyers ont dévasté au total 5000 hectares, notamment dans le parc naturel de Huetor-Santillan, près de Grenade, et dans la région de Valence.

En Algérie, vingt-neuf incendies de forêts ont détruit plus de 400 hectares en moins de vingt-quatre heures dans six départements. Selon la presse algérienne, certains seraient d'origine criminelle, et trois personnes au moins ont été arrêtées.

En France, les incendies qui ont ravagé plus d'un millier d'hectares en Corse étaient, pour la plupart, maîtrisés ou en régression dimanche 8 août. Vendredi, trois pompiers avaient été brûlés, dont l'un grièvement. L'imprudence de deux ouvriers sur un chantier de construction est à l'origine du feu qui a détruit 625 hectares de forêts vendredi 6 et samedi 7 août dans la région de Draguignan (Var). Notre correspondant nous signale que ces deux maçons ont été mis en examen dimanche matin 8 août, après avoir été présentés au parquet.

Prévenus d'incendie involontaire, Hamed Damouche, vingt-sept ans, né à Fréjus et y demeurant, et Taoufik Landosli, trente-trois ans, de nationalité tunisienne, travaillant pour le compte d'une entreprise de bâtiments publics de Fréjus sur le chantier de construction d'une villa à Draguignan, ont été placés sous contrôle judiciaire et remis en liberté. Cette mesure prise par le juge d'instruction s'appuie sur l'article L.322 alinéa 9 du code forestier, qui punit de onze jours à six mois d'emprisonnement et à une amende qui ne peut être supérieure à 20000 francs, toute personne reconnue coupable d'incendie involontaire.

Les deux hommes interpellés par les fonctionnaires du commissariat de police de Draguignan quelques heures seulement après le départ de cet incendie avaient, dans un premier temps, nié les faits qui leur étaient reprochés. Les maçons reconnaissaient ensuite avoir mis le feu à des sacs vides de ciment, sur le chantier, avant de prendre leur repas. Le juge d'instruction chargé du dossier a ouvert une information pour permettre aux nombreuses victimes de se constituer partie civile.

Le FLNC-Canal historique revendique trois assassinats

Suite de la première page

Quelques jours plus tard, cinq hommes armés et cagoulés se présentaient à un journaliste comme étant le «Mouvement du 15 juin» et confirmaient leur accusation contre le FLNC-Canal historique.

Le 14 juillet, puis le 24 juillet, invité à l'assemblée générale de l'UPC, Léon Alessandri, un ancien prisonnier politique unanimement estimé par les nationalistes, confirmait la thèse de l'assassinat en raison de divergences au sein de la mouvance nationaliste : *«Les gens qui ont tué Robert Sozzi sont identifiés.»* La semaine dernière, lors d'une conférence de presse, la veuve de la victime interrogeait publiquement l'organisation clandestine : *«Les raisons de la mort de mon mari sont-elles inavouables ? (...) J'attends du FLNC-Canal historique qu'il se prononce à l'occasion des Ghjurnate internaziunale de Corte.»* Elle invoquait, à l'appui de ses déclarations, le désaccord manifesté par son mari à l'égard des méthodes de financement de l'organisation clandestine, dont elle affirmait que le fonctionnement coûtait de 6 à 7 millions de francs par an.

Dimanche, sous le chapiteau de A Cuncolta, un commando d'une quinzaine d'hommes cagoulés et armés, se réclamant du FLNC-Canal historique, répondait à l'attente. *«Nous n'avons de comptes à rendre qu'au peuple pour lequel nous nous battons (...), donc à vous qui par l'intermédiaire de* Corsica Nazione *maintenez fermement le cap de l'union.»* Encadré à la tribune par ses acolytes, le porte-parole des clandestins expliquait : *«Placés en état de légitime défense, nous avons procédé à trois reprises à l'élimination d'individus dont l'intention ferme était de porter atteinte à l'intégrité physique de plusieurs de nos militants.»*

L'homme, sans autres détails, évacue les deux premières «opérations» qui visaient *«des bandes de truands dont nous avons éliminé les meneurs»*. Puis, sans le nommer, le porte-parole du FLNC évoque le cas d'*«un ancien militant de notre structure»*. *«Il avait été chargé,* dit-il, *par un quarteron de manipulateurs sournois et sans scrupules de devenir l'exécutant devant abattre certains de nos militants. (...) Chaque fois que nos militants seront menacés de mort, notre riposte sera impitoyable.»*

Qui sont ces *«manipula- teurs»* ? Si les clandestins ne les désignent pas, au moins évoquent-ils ceux qui, *«à des fins bassement politiciennes»*, peuvent avoir été tentés de récupérer l'affaire Sozzi et qui constituent *«une étrange coalition d'anciennes vedettes du nationalisme reconverties dans les affaires ou confinées à la marginalité et à la délation, qui se retrouvent aux côtés de malfrats en tout genre pour croiser le tir contre nous»*.

Le FLNC-Canal historique fait allusion notamment aux récents revers d'honorabilité subis par un mouvement nationaliste adverse de A Cuncolta et dont certains membres – plus ou moins associés – sont mis en cause à titre privé par la justice dans des affaires très récentes de *«tentative d'homicide volontaire ou tentative d'extorsion de fonds»*.

François Mitterrand et Charles Pasqua, qui se rendront officiellement dans l'île le 10 septembre à l'occasion du cinquantième anniversaire de la libération de la Corse, pourraient ainsi trouver sur place une situation nouvelle où, pour la première fois, *«l'Etat colonialiste français»* ne sera pas l'adversaire direct...

MICHEL CODACCIONI

SOCIÉTÉ

REPÈRES

CATASTROPHES

Des pluies torrentielles causent la mort de 45 personnes au Japon

Quarante-cinq personnes ont péri et vingt-cinq autres sont portées disparues, à la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 août, sur la ville de Kagoshima, dans l'île de Kyushu, au sud du Japon. Vingt-deux autres personnes ont été blessées lors d'inondations et de glissements de terrain dans cette ville de 1,75 million d'habitants, située à 1 000 kilomètres environ au sud-ouest de Tokyo. Un hôpital a été enseveli sous une coulée de boue et de rochers. Seuls cinq des trente malades qu'il abritait ont survécu. De nombreux véhicules ont été précipités dans les flots. Dix mille foyers environ ont été privés de gaz et d'électricité. Les réseaux routier et ferroviaire ainsi que les lignes téléphoniques ont été endommagés, ce qui a entravé les opérations de secours. Les sauveteurs, qui sont plus de deux mille, s'attendent à un bilan encore plus lourd. Battant un record établi en 1943, 259 millimètres de pluies étaient tombés dans la seule journée de vendredi. – *(AFP, AP.)*

L'île de Guam secouée par un très violent séisme

L'île américaine de Guam a été secouée dimanche 8 août par un séisme de magnitude 8,1 sur l'échelle de Richter, qui, malgré sa violence, n'a fait qu'une soixantaine de blessés légers et endommagé plusieurs ponts. L'épicentre se situait à 80 km au sud-ouest de la capitale, Agana. Ce tremblement de terre est le plus violent dans le monde depuis celui qui frappa, le 23 mai 1989, l'île Macquarie, dans le Pacifique sud avec une magnitude de 8,2. Le séisme le plus fort jamais enregistré a eu lieu en 1960 au large du Chili. Il avait atteint 9,5 sur l'échelle de Richter. Située dans le Pacifique à quelque 6 000 km à l'ouest d'Hawaï et 2 400 km au sud du Japon, Guam abrite une importante base navale et aérienne américaine qui occupe près du tiers de son territoire. Elle est la plus grosse île de l'archipel volcanique des Mariannes, qui a déjà été secoué par de nombreux tremblements de terre. – *(AFP, AP.)*

DROGUE

Démantèlement d'un réseau de trafiquants dans le sud de la France

Dix-sept personnes, membres présumés d'un réseau de trafiquants de drogue qui opérait dans le sud de la France, ont été arrêtées à la suite de la saisie, dimanche 1er août, à Nîmes (Gard), de 8 kilos de cocaïne pure, dissimulés dans la roue de secours d'une voiture en provenance d'Espagne. Certains membres du réseau sont déjà connus des services de police pour leur appartenance au grand banditisme. Quatorze d'entre eux ont été présentés, vendredi 6 et samedi 7 août, au parquet de Draguignan (Var). Onze personnes ont été placées sous mandat de dépôt et trois autres sous contrôle judiciaire. Des armes, des cartes de crédit contrefaites, du matériel de cambriolage et 934 000 francs en espèces ont été saisis par les différents services de la police judiciaire niçoise chargés de cette enquête depuis le mois de juin 1992. Ce réseau serait également impliqué dans l'écoulement de fausse monnaie (francs et dollars).

POLICE

Arrestations en France et en Espagne de membres présumés de l'ETA militaire

Les polices française et espagnole ont procédé, vendredi 6 août, à l'arrestation concertée de militants présumés de l'organisation séparatiste basque ETA militaire. En France, les interpellations de Carlos Almorza Arrietta (*le Monde* daté 8-9 août) et de son logeur à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont été suivies de celles de José Maria Dorronsoro Malaxetxebarria et de sa logeuse à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) par les policiers de la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire. Ces quatre personnes, placées en garde-à-vue à la direction centrale de la police judiciaire, devaient être déférées, lundi 9 août, à Laurence Le Vert, juge d'instruction à la quatorzième section du parquet de Paris. M. Arrietta est soupçonné d'être à la tête du réseau financier de l'ETA, tandis que M. Malaxetxebarria est considéré comme l'un des chefs politiques de l'organisation. Conjointement, la police espagnole a procédé au pays basque espagnol à l'arrestation d'un commando de quatre personnes soupçonnées de faire partie d'un réseau de recouvrement de l'« impôt révolutionnaire » au profit de l'ETA militaire.

TAUROMACHIE

Feria de Bayonne

Corrida centenaire

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Première qui s'ajoute aux autres pour les arènes de Bayonne – première trace d'une tradition taurine d'au moins sept siècles, première corrida formelle à être organisée en France en 1853, première et unique présentation de Joselito..., – la corrida du centenaire des arènes Marcel-Dangou est la première, et pour cause, à ne pas figurer dans le recensement exhaustif, passionnant, du chroniqueur Claude Pelletier, *Bayonne, sept siècles de premières.*

Le 8 août, Marie Sara à cheval et un cartel international (l'Espagnol Espla, le Portugais Mendes et le Français Richard Milian) ont couru des taureaux de Palha, précédés de plusieurs bonnes légendes. On dit d'eux qu'ils sont les « Miura portugais », complexes, périlleux, difficiles de comportement et d'évaluation, peu prévisibles. C'est aussi à cet élevage que Bayonne doit ses arènes en dur : le 19 septembre 1919, furieux de ne voir présenter que trois taureaux de Palha sur les six prévus, le public qui avait dansé sur le *ruedo* pour l'inauguration des arènes en bois (1893) les incendia.

L'âpreté des Palha

Cette *aficion* ardente, de nature à enchanter Pelletier, a connu des hauts et des bas. Tout au long d'une évocation minutieuse, allègre, très drôle souvent, il trace une fabuleuse histoire sous l'histoire de la ville. L'épopée, disait Victor Hugo, c'est l'histoire écoutée aux portes de la légende : l'histoire selon Pelletier, c'est la chronique écoutée aux portes de l'épopée. Il y a là mille fables trop réelles, de menus scandales, quelques injustices criantes, des aventures de garçons coiffeurs, de fausses guerres de clocher, de vraies rivalités et pas mal d'instants de pur bonheur.

Mille récits pour rire, tous selon l'implacable règle de la narration tauromachique, qu'il s'agisse d'un souvenir relaté ou réinterprété ou d'une chose vue. Ne revenons pas sur le drame du spectateur tué net d'une épée volante à la place 23, le 23 septembre 1923 (il avait alors vingt-trois ans) : Pelletier pourrait évoquer sans amertume l'échec à l'épée de Marie Sara qui suffit à faire tomber la belle illusion de son jeu. Fallait-il voir un mauvais signe dans le fait qu'au défilé, sous le regard d'Antonio Ordonez et d'Antonio Chenel (« Antoneta »), qui se sont ici beaucoup illustrés, et en présence de Julio Robles qu'un taureau a cloué sur un fauteuil, le cheval de l'*alguazil* se soit cabré, et désarçonné avant de chuter lourdement ? Et chez les Palha ? Comment interpréter sous leur belle présentation cette âpreté de conduite qui mit en difficulté les trois toreros connus pour leur intelligence (Espla), leur puissance (Mendes) ou leur décision (Milian) aux banderilles ?

Quelques trouées de vraie gaieté dans le déroulement, pas mal de longueurs, une émotion profonde devant les Palha arc-boutés à la vie, cela ne suffit pas à calmer l'ardeur bruyante d'un public de fête de Bayonne. Les trois derniers taureaux étaient visiblement ceux qui s'étaient perdus entre Bidassoa et Lachepaillet, ce tertre où siègent les arènes depuis 1919. Eux-mêmes ou bien leurs frères ou peut-être leur réincarnation.

Claude Pelletier, voix truculente des quartiers populaires de la ville, historien scrupuleux, agitateur généreux, passionné de langue et de récits, a bouclé son livre le 25 mai dernier. Il est mort le lendemain d'une crise cardiaque devant ses élèves à qui il enseignait le français. Il avait cinquante-trois ans.

FRANCIS MARMANDE

▶ **Claude Pelletier, *Bayonne, sept siècles de premières,* éd. Pelletier-Dubasque, 14, rue Victor-Hugo, 64100 Bayonne.**

▶ **Expositions : « Picasso, toros y toreros » au Musée Bonnat et « Un siècle d'après-midis » au Nouveau Carré. Jusqu'au 13 septembre, sauf mardis et jours fériés.**

▶ **Feria de l'Assomption : 14 août (taureaux de Sanchez Arjona), 15 août (taureaux de Fraile) et 16 août (taureaux d'El Torreon) à 18 heures. Tél. 59-59-25-98 et 59-59-07-27.**

EN BREF

□ **Un camp d'Eclaireurs de France touché par la foudre à Font-Romeu : onze blessés.** – Onze enfants, âgés de treize à quatorze ans, originaires de Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne), qui participaient à un camp de vacances des Eclaireurs de France à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales), ont été blessés par la foudre, dimanche 8 août, alors qu'ils campaient en forêt. Sept d'entre eux, brûlés à des degrés divers, ont été hospitalisés à Perpignan. Lundi 9 août, l'un de ces enfants était encore jugé dans un état grave.

□ **Charles Altiéri, impliqué dans l'assassinat du juge Michel, a été extradé de Chypre vers la France.** – Charles Altiéri, condamné à la réclusion à perpétuité pour sa participation à l'assassinat du juge Pierre Michel en 1981, à Marseille, a été extradé, samedi 7 août, par les autorités chypriotes et écroué à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis dès son arrivée en France. Ayant été condamné par contumace, ce Marseillais de trente-huit ans devra comparaître devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

□ **Quatre personnes ont été mises en examen après le meurtre d'un cafetier à Romans.** – Le meurtrier présumé du propriétaire d'un bar de Romans (Drôme) tué dans son établissement, vendredi 6 août (*le Monde* daté 8-9 août), a été mis en examen, dimanche, par le premier juge d'instruction de Valence et placé sous mandat de dépôt. Olivier Algoud-Maillet, âgé de vingt-six ans, aurait avoué avoir tué le cafetier Christian Salvi à l'aide d'un fusil de chasse, parce qu'il refusait de servir un verre à son frère. Deux de ses complices présumés ont été incarcérés à Valence et Lyon. Un quatrième homme a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'article de René Monzat au sujet des « Amis de Saint Loup » (*le Monde* du 7 août), la dernière phrase aurait dû être ponctuée ainsi : « *Ce texte se termine en commentant l'injonction de Saint Loup* : « "N'oubliez jamais... Je n'ai rien oublié depuis Hildesheim." *Rassure-toi, Saint Loup. Nous non plus.* » »

□ **PRÉCISION.** – A propos du troisième volet de notre enquête sur « Les aventuriers de la générosité » (*le Monde* du 6 août), l'UNICEF nous prie de préciser que le bénéfice net issu de la vente de ses cartes de vœux en France s'élève à 40 millions de francs et représente le tiers de l'aide annuelle de cette organisation à l'Ethiopie. Quant au produit de la vente des cartes de vœux dans le monde, elle équivaut à presque la totalité des dépenses de l'UNICEF pour l'Inde, soit 270 millions de francs.

SPORTS

VOILE : la semaine de Cowes

Le baroud d'honneur des « amiraux » français

Deux cent quarante-sept bateaux ont pris le départ de la course du Fastnet, samedi 7 août à Cowes (île de Wight). Cette épreuve de plus de six cents milles, ouverte à de nombreuses classes de voiliers, constitue aussi la dernière manche de la Mumm Admiral's Cup, officieux championnat du monde de course au large par équipes nationales de trois bateaux. Les Français, qui s'étaient imposés pour la première fois en 1991 grâce à leur triomphe dans la course du Fastnet, ont pratiquement perdu toute chance de conserver le trophée après les résultats des cinq premières manches.

COWES

de notre envoyé spécial

La « semaine de Cowes », dont l'origine remonte à... 1815, n'est pas seulement le plus ancien et le plus grand rassemblement annuel de voiliers. Elle offre à ses participants et à ses visiteurs le meilleur condensé des mœurs et des traditions de l'Angleterre. Ancré à l'entrée du port, face au château fort et aux vingt-deux petits canons dorés du Royal Yacht Squadron (RYS), le *Britannia*, le yacht de la reine, perpétue la présence royale à ces régates. Cette année, le prince Philip, associé à l'ex-roi Constantin de Grèce sur *Yeoman*, a même signé une victoire remarquée dans l'une des courses de la Britannia Cup.

C'est à terre, sur The Parade, une esplanade ouverte sur la mer et prolongée par Hight Street, l'artère principale de Cowes, que l'on sent le mieux battre le cœur de l'Angleterre éternelle. A l'extrémité ouest de The Parade, le RYS, dont l'amiral est le duc d'Edimbourg, passe pour le club le plus fermé du monde. Malgré sa fortune et sa passion pour la mer, même Sir Thomas Lipton, considéré comme un épicier, n'avait pu se faire admettre par des membres qui se cooptent depuis 1840. Depuis la dunette de ce fort bâti sous Henri VIII, les très distingués membres ne dédaignent pas suivre les régates derrière les puissantes lunettes fixées entre les créneaux. C'est de là qu'un jour funeste de 1851, la reine Victoria a vu la goélette *America* mettre fin à la suprématie des marins anglais sur les océans.

L'aristocratie et les anonymes

Deux mondes se côtoient sur The Parade sans jamais se rencontrer. En défilant entre mer et pelouse, les badauds en short et sandales, les mains encombrées de glaces et d'appareils photo, ont le choix entre le spectacle des régates et celui de quelques ladies aux robes plus fleuries qu'une roseraie, sacrifiant au rite du thé servi par des jeunes gens en livrée. Jouxtant le RYS, les bars du Castle Rock Yacht Club, du Royal London Yacht Club et de l'Island Sailing Club, n'entrouvrent leurs portes qu'à quelques invités ou à des compétiteurs portant obligatoirement cravate et blazer ou costume sombre.

Si les façades et les échoppes de Hight Street ne semblent pas avoir été retouchées depuis l'époque où la reine Victoria passait ses étés à Cowes, on imagine mal les membres des Yacht Clubs s'aventurer dans cette artère jalonnée de pubs aux moquettes imprégnées de bière par les bourrades des marins et arpentée, une semaine l'an, par des milliers de compétiteurs en Dock-sides, jeans élimés et tee-shirts délavés. Il faut attendre l'heure de départ des régates pour que le Tout-Cowes renoue avec la démocratie.

Cette cohabitation entre quelques milliers de marins anonymes invités à régater avec des altesses et l'aristocratie de la voile représentée cette année par Paul Cayard ou Chris Dickson, héros de la Coupe de l'America, n'est sans doute pas étrangère au succès jamais démenti de la semaine de Cowes. Pour son ouverture, pas moins de quatre mille compétiteurs embarqués sur sept cent cinquante voiliers se sont affrontés dans vingt-trois courses dont les départs se succédaient toutes les cinq minutes devant le RYS.

Trois barreurs, trois régleurs

Pour la clôture, samedi 7 août, deux cent quarante-sept bateaux ont appareillé pour la célèbre course du Fastnet. Parmi eux, quatre des six maxis préparant la Whitbread (course autour du monde en équipage) et des 60 pieds du prochain Boc Challenge (course autour du monde en solitaire) côtoyaient les vingt et un rescapés de l'Admiral's Cup, l'officieux championnat du monde de la course au large qui sert, toutes les années impaires depuis 1957, d'épreuve phare pour la semaine de Cowes.

Dans un tel contexte, la première victoire des trois *Corum* français dans l'Admiral's Cup 1991 avait eu l'effet d'un coup de Trafalgar aux dépens des armadas anglo-saxonnes. Largement dominés dans les quatre régates à proximité des côtes, les Français, confiants dans les options météorologiques du « sorcier » Jean-Yves Bernot, avaient pris tous les risques dans la course du Fastnet pour s'imposer largement dans cette épreuve et devancer *in extremis* Italiens, Américains et Britanniques.

Cette réussite a influencé les responsables du Corum Sailing Team (CST) dans la composition des équipages pour la défense du trophée en 1993. « *Nous avons cherché à rester aussi performants dans les deux courses au large (Channel Race et Fastnet) et à progresser dans les régates côtières*, explique Luc Gélusseau, directeur du CST. *Nous aurions pu bâtir des équipages autour de barreurs vedettes comme Pierre Mas ou Marc Bouet, mais ce n'est pas notre philosophie. Comme nous adoptons un système de trois quarts se relayant toutes les trois heures dans la course du Fastnet, la présence de trois bons barreurs, de trois bons régleurs de grand-voile ou de génois, s'imposait dans chacun de nos trois équipages.* »

Si la participation régulière aux circuits mondiaux des 50 pieds et des 40 pieds (one-tonner) a permis d'aguerrir les équipages pour les régates, cette progression n'a pu se traduire dans les résultats des courses côtières de l'Admiral's Cup 93. Faute d'avoir pu trouver un complément de budget (Corum assurait 20 millions de francs pour deux ans et la Fédération française de voile une subvention de 480 000 francs), les Français n'ont pu disposer de leur 45 pieds (two-tonners), loué aux Américains, que deux semaines avant l'épreuve. Leur 50 pieds, qui s'était distingué quinze jours plus tôt dans ces mêmes eaux du Solent en s'imposant par petit temps (12 à 15 nœuds) dans l'épreuve du circuit mondial, s'est avéré beaucoup moins performant dans la brise soutenue (25 à 30 nœuds) et le clapot qui ont marqué la plupart des manches de l'Admiral's Cup.

Dans ces conditions de vent qui avantagent les voiliers les plus puissants dans les classements en temps compensés de la jauge IOR, les performances du 40 pieds français, premier de sa classe avant le Fastnet, ont rarement été prises en compte avec le nouveau règlement de l'Admiral's Cup qui ne retenait que les résultats des deux premiers bateaux de chaque équipe. Relégués à la cinquième place, les « amiraux » français, qui ont d'ores et déjà perdu leur trophée, en étaient réduits à tenter un baroud d'honneur dans la course du Fastnet.

GÉRARD ALBOUY

La fin de l'IOR

COWES

de notre envoyé spécial

La crise économique mondiale a précipité le déclin de la jauge IOR (International Offshore Rule). Ces règles, élaborées par le Royal Ocean Racing Club (RORC), qui régit la voile en Grande-Bretagne, avaient été adoptées par l'Offshore Racing Council (l'équivalent pour la course au large d'une fédération internationale qui n'existe pas en voile), qui réunit trente pays, principalement européens et de l'ex-Commonwealth. Cette jauge permettait, avec des temps compensés, de faire courir ensemble des bateaux de taille différente en tenant compte de leurs caractéristiques, de leur âge et des conditions météo.

L'exploitation optimale par les architectes de cette jauge, conçue à l'origine pour la course croisière, a toutefois abouti à la construction de voiliers de plus en plus inconfortables et coûteux, voués exclusivement à la haute compétition. Ainsi un 50 pieds IOR équipé revient aujourd'hui à 4 millions de francs au minimum. Ces unités appartenant généralement à de riches propriétaires ou à des industriels, la crise économique a sévèrement touché ce marché. Deux bateaux IOR ont été construits dans le monde au cours des deux dernières années...

Cette crise a eu des répercussions sur la participation à l'Admiral's Cup. Alors que l'on comptait jusqu'à dix-neuf pays engagés dans les années 70, il n'en restait plus que huit en 1991 et 1993. Les Etats-Unis avaient pour la première fois renoncé à venir à Cowes cette année, et les Pays-Bas n'ont pu aligner que deux bateaux. Ces constatations ont amené le RORC, pressé par Mumm, commanditaire de l'épreuve jusqu'en 2003, à renoncer à l'IOR et à chercher une nouvelle formule pour réduire les coûts.

Le choix entre six projets

Ainsi, l'IMS (International Measurement System), élaboré par l'ORC pour revenir à des voiliers plus proches de la course croisière, succèdera à l'IOR. Dès 1995, les 50 pieds IOR devraient être remplacés dans l'Admiral's cup par des IMS de 45 à 50 pieds courant en temps compensé et les 45 pieds IOR par des 40 pieds ILC courant en temps réel. La révolution viendrait de l'adoption, pour la première fois dans cette épreuve, d'un monotype qui remplacerait le 40 pieds IOR.

Pour ce nouveau voilier, baptisé *Mumm 36*, le RORC a choisi, parmi six projets, celui de l'architecte néo-zélandais Bruce Farr. Quatre chantiers ont été sélectionnés dans le monde pour construire ce monotype de 36 pieds : Beneteau (France), Carroll (Etats-Unis), Cookson (Nouvelle-Zélande) et Astillero del Estuario (Argentine). Le coût de ce bateau, tout équipé, devrait être inférieur à 200 000 dollars (1 200 000 francs).

S'il convient d'attendre pour juger si, à long terme, l'abandon de l'IOR réduira sensiblement les coûts de participation à l'Admiral's Cup, cette mesure aura des effets à court terme en relançant l'activité des chantiers navals et des industries nautiques pour le renouvellement de la flotte.

G. A.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

SPORTS

NATATION : les championnats d'Europe

Krisztina Egerszegi, orpheline de la gloire

Deux nageuses ont marqué les vingt et unièmes championnats d'Europe de natation qui se sont achevés, dimanche 8 août, à Sheffield. L'Allemande Franziska Van Almsick a remporté sept médailles dont six d'or (50 m, 100 m et 200 m nage libre, 4 x 100 m et 4 x 200 m nage libre, 4 x 100 mètres quatre nages) et une d'argent (100 m papillon). La Hongroise Krisztina Egerszegi, triple championne olympique à Barcelone, a également signé un exploit en gagnant toutes les courses où elle était engagée (400 m quatre nages, 100 m et 200 m dos, 200 m papillon).

Avec vingt et une médailles, dont onze d'or, l'Allemagne s'impose comme la première nation européenne. Bon résultat des Français qui reviennent avec cinq médailles : or au 100 m papillon (Catherine Plewinski), argent au 200 m papillon (Franck Esposito) et au 50 m nage libre (Christophe Kalfayan), bronze au 100 m nage libre (Plewinski) et dans le relais 4 x 200 m nage libre messieurs. Six records de France ont été battus.

SHEFFIELD

de notre envoyée spéciale

La gloire est injuste, elle n'est pas partageuse. A Sheffield, elle n'a accordé ses faveurs qu'à Franziska Van Almsick, qui a glané six titres de championne d'Europe (trois médailles d'or en individuel, trois par équipe) et une médaille d'argent dans le 100 m papillon. Dimanche, après une ultime victoire dans le 50 m nage libre, l'Allemande est montée pour la septième fois sur le podium avec une lassitude blasée. Elle a accepté, amusée, une septième paire de ciseaux, un cadeau de la cité de la coutellerie réservé aux vainqueurs. A quinze ans, elle a donné rendez-vous pour les championnats du monde de Rome, en septembre 1994, puis s'en est retournée à l'école, nimbée d'une aura décuplée.

Pendant que les flashes crépitaient autour de la star, une autre nageuse a réalisé, dimanche, un exploit au moins égal à celui de l'Allemande. A trois quarts d'heure d'intervalle, la Hongroise Krisztina Egerszegi a cueilli deux victoires insolentes de facilité dans le 200 m papillon et le 200 m dos, remportant ainsi les quatre courses dans lesquelles elle s'était engagée. La gloire n'a rien voulu savoir, qui l'a laissée choir dans un quasi-anonymat.

Les deux nageuses auraient pu se partager la fièvre et la liesse, puisqu'elles se partagent un empire sans s'affronter : la première est reine du dos, la seconde règne sur la nage libre. Les seules épreuves où elles auraient pu se rencontrer sont les courses par équipes, mais Krisztina, isolée au beau milieu d'une kyrielle de champions hongrois, est une impératrice solitaire.

Ce fut triste de la voir écouter, rayonnante, l'hymne hongrois joué pour elle à deux reprises dans l'indifférence. La poignée de ses compatriotes qui faisait la claque, en aurait pleuré. *« Krisztina est ennuyeuse pour le public*, estime Lazslo Kiss, son entraîneur. *Elle a déjà tout gagné. Or c'est la première fois que Franziska est couronnée d'or. »* A dix-neuf ans, quand l'Allemande n'en a que quinze, la Hongroise a été sacrée dans toutes les grandes compétitions.

Championne olympique à quatorze ans

A quatorze ans, aux Jeux olympiques de Séoul, elle surclassa ses adversaires dans le 200 m dos et manqua de réitérer sa performance dans le 100 m dos où elle termina deuxième. En janvier 1991, à Perth, elle fut championne du monde des deux disciplines. Aux championnats d'Europe, à Athènes, en septembre, elle resta imbattable en dos, gagnant les deux titres auxquels elle ajouta l'or dans le 400 m quatre nages. Un an plus tard, elle fut triple championne olympique à Barcelone, adulée, plongeant son regard bleu nuit dans les objectifs des photographes du monde entier.

Krisztina Egerszegi n'a pas changé, toujours mutine, faussement candide, répondant aux questions avec une nonchalance de diva. Hongroise, elle sait qu'elle n'amassera jamais une fortune égale à celle de son adversaire. Elle a placé ses modestes gains dans une nouvelle pizzeria, à Budapest. Elle s'est installée dans un petit appartement et roule dans une voiture offerte par son sponsor. Curieusement, la quadruple championne d'Europe est la seule à ne pas s'émouvoir du silence qui a accueilli son doublé dominical. Elle prend la banalité de ses victoires comme un compliment et n'est nullement agacée par la gloire de Franziska Van Almsick, tant que celle-ci ne vient pas la provoquer sur son territoire. Superbe, la Hongroise a terminé par un pied de nez. *« J'ai réalisé un exploit que Franziska n'égalera jamais*, dit-elle. *Moi, j'ai été championne olympique à quatorze ans. »*

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les nouveaux jumeaux

Le premier est un grand brun, un joli parleur à l'accent ensoleillé ; le deuxième est plus trapu, plus réservé. On ne peut croiser l'un sans apercevoir l'autre. Franck Esposito et Christophe Kalfayan sont à la natation française ce que Rivoire et Carré est à l'alimentation nationale. Membres du même club, Antibes, ils sont devenus inséparables dans le travail et l'amitié. Ironie du sort, ils ont réalisé la même performance dans leur spécialité respective, samedi 7 août. Franck Esposito a décroché la médaille d'argent dans le 200 m papillon, Christophe Kalfayan dans le 50 m nage libre. Et pour surtout ne pas se distinguer, les deux hommes ont été battus par deux Russes. L'un par Denis Pankratov, l'autre par Alexandre Popov.

Tour à tour, « Espo » et « Kalf » expliquent qu'ils doivent leur performance à l'autre : *« Grâce à son calme, il tempère ma nervosité »*, explique le premier. *« Il est plus résistant et m'encourage à repousser mes limites »*, répond le second. Bien qu'ils se soient côtoyés en équipe de France depuis des années, leur « association » est toute récente. Il y a neuf mois, le papillonneur a quitté le club de Six-Fours pour celui d'Antibes. Il y retrouva le sprinteur qui s'y entraînait depuis dix ans, sous la houlette de Michel Guizien. L'entraînement, *« épouvantable »*, disent-ils, les a soudés.

Si Franck Esposito est un habitué des podiums – à Sheffield, il défendait son titre acquis à Athènes en 1991 et fut médaillé de bronze dans la discipline aux Jeux olympiques de Barcelone, – Christophe Kalfayan est plutôt un précieux co-équipier de l'équipe de France de relais et n'a gagné qu'aux récents Jeux méditerranéens. Dans le duo, il fait office de grand frère. Il a vingt-quatre ans, mais a dû nager dans l'ombre étouffante de Stephan Caron. Il voudrait épargner les galères à Franck, âgé de vingt-deux ans. Parce qu'il eut toutes les peines du monde à être admis dans une école américaine de Sofia-Antipolis, près de Nice, faute de baccalauréat, il l'a exhorté à préparer son bachot, ce que celui-ci va faire dès la rentrée. En attendant, les deux compères vont partir en vacances, heureux de se séparer sur une performance de jumeaux.

B. M.

FOOTBALL : en attendant d'éventuelles sanctions dans l'affaire Valenciennes-Marseille

L'OM devrait disputer le premier tour de la coupe d'Europe

Contrairement à ce qu'avait annoncé Noël Le Gaët, le président de la Ligue nationale de football (LNF), des sanctions ne pourront être prises avant la fin du mois d'août à l'encontre des différents protagonistes de l'affaire du match Valenciennes-Marseille. La commission supérieure juridique et de discipline de la LNF devrait se réunir à la rentrée, après la date limite fixée au 30 août par l'Union européenne (UEFA).

L'Olympique de Marseille jouera-t-il contre l'AEK Athènes, le 15 septembre, au stade-Vélodrome, en match aller du premier tour de la coupe d'Europe? Cette question, qui inquiète joueurs et supporters marseillais depuis le début de l'affaire du match Valenciennes-OM, ne semble plus d'actualité. Cette rencontre, ainsi que la seconde manche (deux semaines plus tard en Grèce), devraient avoir lieu. Mais cela ne signifie pas que l'OM sera, dès lors, à l'abri de lourdes sanctions. Tout est une question de calendrier.

Le 14 juillet, l'UEFA avait fixé au 30 août la date limite à laquelle la fédération française devrait désigner un éventuel remplaçant à l'OM, suspecté d'avoir voulu « négocier » une victoire à Valenciennes. Cet ultimatum sous-entendait que si des sanctions devaient être prises contre le joueur (Jean-Jacques Eydelie) et le dirigeant concernés (Jean-Pierre Bernès) mais aussi, éventuellement, contre le club champion d'Europe en titre, elles devaient l'être au plus vite.

Ces dernières semaines, le président de la ligue nationale, Noël Le Graët, a assuré à plusieurs reprises que tout serait réglé *« rapidement »*, autrement dit avant le 30 août. Mardi 3 août, il déclarait ainsi dans *France-football : « Les éléments que nous avons aujourd'hui permettent de donner le dossier à notre Commission supérieure juridique. la nouvelle commission que nous avons mise en place. Elle pourrait, dès cette semaine* (du lundi 2 au vendredi 6 août), *commencer à travailler »* .

M. Le Graët était bien optimiste.

Cette Commission supérieure juridique et de discipline (CSJD), composée de douze membres (1), ne s'est pas réunie la semaine passée . Selon nos informations, elle ne le fera pas la semaine prochaine, ni même celle d'après. Dans la meilleure des hypothèses, elle pourrait commencer à s'intéresser à ce dossier à la fin du mois d'août, plus probablement dans les premiers jours de septembre, soit après la date fixée par l'UEFA.

Pourquoi un tel retard? Les explications sont multiples . Les membres de la CSJD n'ont pas encore été convoqués, ni même informés de leur programme de travail. Certains d'entre eux sont en vacances jusqu'à la fin du mois et n'envisagent pas d'écourter leurs congés. L'avocat Philippe Missika, président de la commission, ne sera pas de retour à Paris avant le 26 août.

La patience de l'UEFA

La commission étant contrainte de respecter une procédure très stricte – convocation de ses membres, convocation des différents protagonistes qui peuvent demander une seule fois le report de la séance (dix jours plus tard au maximum) – des décisions rapides sont impossibles, surtout sur un dossier aussi sensible. De plus, les personnes ou les clubs sanctionnés ont toujours la possibilité de faire appel devant les instances disciplinaires de la fédération française, ce qui retarde l'application des sanctions. Si l'OM devait être puni, il ne pourrait donc l'être avant le 15 septembre (date du match aller de coupe d'Europe), par douze sages sans doute très embarrassés d'avoir à se prononcer avant la justice sur la culpabilité des uns et des autres.

L'UEFA sera-t-elle assez patiente, elle qui ne badine pas avec les affaires de corruption, même présumée? Ses règlements l'autorisent à écarter un club sans attendre l'approbation de la fédération nationale concernée. Diverses instances de l'UEFA seraient à même de priver l'OM de coupe d'Europe si elles le souhaitaient. Une tel scenario est néanmoins improbable, car il provoquerait des tensions entre l'Union européenne et la fédération française.

Les responsables de l'UEFA devraient donc patienter quelques semaines supplémentaires avant de décider d'éventuelles sanctions. L'OM jouera probablement contre Athènes, mais nul ne sait encore si, en cas de succès, le club marseillais pourra continuer à défendre son titre, un « repêchage » de l'AEK devenant alors une solution envisageable.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) MM. Missika (avocat), Alzerra (fonctionnaire à l'Unesco), Chauvet, Davenas, Di Guardia et Lacabarats (magistrats), Machin (ancien arbitre), Perrot (chirurgien-dentiste), Stéphanopoli (commissaire de police), Schneider (cadre de banque), Bonichot (maître des requêtes au Conseil d'Etat), et Carbajo (professeur de droit administratif)

CYCLISME : le Tour de France féminin

Un nouvel esprit d'équipe

Pour la deuxième année consécutive, la Néerlandaise Leontien Van Morseel s'est imposée, samedi 7 août, à l'Alpe-d'Huez, dans le Tour cycliste féminin. Au lendemain de l'arrivée, la Fédération française de cyclisme a fait savoir que Marion Clignet, qui a terminé deuxième de cette épreuve, a fait l'objet d'un contrôle antidopage positif à l'occasion d'une réunion sur piste organisée au mois de juin en Espagne. La championne de France, qui encourt une suspension de trois mois fermes, pourrait être écartée des prochains championnats du monde en Norvège.

L'ALPE-D'HUEZ

de notre envoyée spéciale

« Je veux dire bravo à Jocelyne Hugi-Messori. Elle a gagné sa place pour la Norvège. » Sitôt hissée sur la seconde marche du podium, avant même d'évoquer sa propre performance, Marion Clignet a réservé ses premières paroles à l'une de ses équipières. *« Elle est impériale »*, s'est-elle empressée d'ajouter, avant de plaisanter longuement avec la reine de l'Alpe-d'Huez, la Néerlandaise Leontien Van Morseel, qui monopolisait une fois encore les hourras de dizaines de supporters, spécialement venus pour *« Tinus »*, du village de Boekel.

Après l'abandon de Jeannie Longo dès la première étape, lundi 26 juillet, à la suite d'une chute collective sur la route du Mans, le public s'est retrouvé orphelin de sa vedette, des coups de gueule et des coups de génie qui vont avec, mais il a pu reporter ses encouragements sur Marion Clignet, qui possède la double nationalité, américaine et française. Championne de France cette année comme en 1991, deuxième du Tour cycliste féminin, cette sportive nouveau style emmène dans sa roue une génération de filles qui, pour la plupart, ont à peine vingt ans. Avec la volonté d'inaugurer un véritable *« esprit d'équipe »*, celui-là même qui a permis au quatuor français de remporter l'épreuve du contre-la-montre à Stuttgart en 1991.

Si elle avoue volontiers jouer auprès de certaines d'entre elles *« le rôle de grande sœur »*, cette jeune femme née voici vingt-neuf ans dans l'Illinois confie que lorsqu'elle a intégré l'équipe nationale, en 1990, elle a rapidement éprouvé le besoin de *« changer les mentalités »*. Le vélo est entré dans sa vie par hasard. En 1986, Marion fait une crise d'épilepsie qui laisse perplexes les médecins, incapables d'en trouver la cause en dépit de nombreux examens, et qui la prive de moyens de transport pour se rendre à son travail, la loi du district imposant le retrait du permis de conduire à tous ceux qui souffrent de cette maladie.

Professionnelles et féminines

Marion grimpe alors sur une petite reine et s'aperçoit bien vite de ses potentialités. Après quelques coups de pédale dans le club local, elle accède, dès 1989, au niveau national américain, avant d'emménager l'année suivante avec ses parents en Bretagne, dont elle admire *« la beauté des paysages »*. Dans la caravane du Tour, elle a retrouvé deux de ses co-équipières d'alors, qui courent aujourd'hui sous le maillot aux cinquante et une étoiles, et évoqué avec elles le *« stage infernal »* aux sept heures de sports quotidiennes que leur infligeait leur entraîneur d'alors, *« un homme de deux cents kilos »*, s'esclaffent-elles rétrospectivement.

De ces nombreuses années passées outre-Atlantique à diriger un club de musculation dans le Maryland, Marion Clignet a rapporté une pointe d'accent, les cheveux longs et blonds tels qu'on les porte là-bas et quelques démêlés avec la syntaxe. Elle a surtout conservé un grand naturel et un goût sincère pour l'aventure collective, à tel point qu'elle n'hésite pas à plagier la devise des héros de Dumas, *« Tous pour un, un pour tous »*, pour définir l'objectif qu'elle souhaiterait atteindre avec *« les filles »*.

De jeunes coureuses qui ont pour nom Catherine Marsal, bien sûr, qui semblait la dauphine désignée de la Grenobloise, après son extraordinaire saison en 1990, durant laquelle elle avait raflé toutes les premières places, aux tours de l'Aude, d'Italie, de Norvège et de la CEE, mais aussi aux championnats du monde ; Cécile Odin et Corinne Legal, deux équipières confirmées qui ne parviennent pourtant pas en première ligne ; ou encore Jocelyne Hugi-Messori, une fonceuse limitée dans ses entraînements par sa profession de chef d'entreprise.

Les espoirs du cyclisme féminin français reposent aussi sur trois jeunes coureuses qui n'ont pas soixante ans à elles trois : Elisabeth Chevanne-Brunel, 18 ans, une puce de 43 kilos pour 1,58 mètre, qui est aujourd'hui la numéro un mondiale dans la catégorie juniors ; Laurence Leboucher, une Normande de 21 ans, championne de France sur route et vainqueur du Paris-Roubaix en vélo tout terrain (VTT) et enfin Fanny Lecourtois, 20 ans, qui possède un étonnant tempérament de grimpeuse.

A toutes ces filles, dont les prouesses n'ont rien à envier à celles des *« forçats de la route »* d'Albert Londres, Marion Clignet voudrait communiquer l'envie de *« casser l'image un peu masculine de la cycliste »* et d' *« imiter les joueuses de tennis, telles Navratilova ou Graf, qui parviennent à jouer comme des hommes tout en restant féminines »*. Mais surtout, Marion considère que le seul moyen de faire taire les quolibets des *« machos »*, que les vingt virages de l'Alpe d'Huez franchis à belle allure par les filles et le public nombreux sur les bas-côtés pour crier *« Leontien »* aussi fort que *« Miguel »* laissent de glace, serait d'avoir des équipes parrainées, *« comme chez les gars »*.

FLORENCE DUTHEIL

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France
Première division
(Troisième journée)

*Lille et Lens	0-0
Nantes b. *Toulouse	3-0
*Saint-Etienne b. Monaco	2-0
*Bordeaux et Cannes	0-0
*Marseille et Le Havre	1-1
*Strasbourg et Paris-SG	2-2
*Montpellier b. Martigues	1-0
*Caen b. Auxerre	1-0
*Sochaux b. Metz	2-1
*Angers b. Lyon	3-1

Classement : 1. Nantes, 6 pts ; 2. Sochaux, Bordeaux, Cannes, 5 pts ; 5. Metz, Auxerre, Paris S-G, Lyon, Marseille, Strasbourg, Montpellier, Caen, 3 pts ; 13. Saint-Etienne, Monaco, Martigues, Lille, Lens, Angers, Le Havre, 2 pts ; 20. Toulouse, 1 pt.

Deuxième division
(Quatrième journée)

Rouen b. *Niort	1-0
*Beauvais b. Gueugnon	3-2
Nancy b. *Charleville	5-3
*Bastia b. Alès	1-0
*Rennes b. Valenciennes	2-1
*Valence et Nice	1-1
*Saint-Brieuc b. Bourges	1-0
*Mulhouse b. Sedan	2-1
Le Mans b. *Laval	1-0
*Nîmes b. Red Star	4-2
*Dunkerque et Istres	0-0

Classement : 1. Beauvais, Nancy, 7 pts ; 3. Rennes, Bastia, Rouen, 6 pts ; 6. Niort, Nice, Mulhouse, Le Mans, 5 pts ; 10. Gueugnon, Saint-Brieuc, Charleville, Nîmes, 4 pts ; 14. Bourges, Ales, Dunkerque, Valence, 3 pts ; 18. Red Star, Sedan, Istres, 2 pts ; 21. Valenciennes, Laval, 1 pt.

NATATION

Championnats d'Europe
Messieurs

1 500 m : 1. Hoffmann (All.), 15 min 13 s 31 ; 2. Wiese (All.), 15 min 14 s 76 ; 3. Majcen (Slo.), 15 min 15 s 05.

200 m papillon : 1. D. Pankratov (Rus.) 1 min 56 s 22 ; 2. F. Esposito (Fra.) 1 min 58 s 66. 3. C.-C. Bremer (All.) 2 min 0 s 33.

50 m : 1. A. Popov (Rus.) 22 s 27 ; 2. C. Kalfayan (Fra.) 22 s 39 ; 3. R. Mazuolis (Lit.) 22 s 44.

100 m dos : 1. M. Lopez-Zubero (Esp.) 55 s 03 ; 2. V. Selkov (Rus.) 55 s 58 ; 3. Martin Harris (GB) 55 s 75.

200 m 4 nages : 1. Sievinen (Fin.), 1 min 59 s 50 ; 2. Czene (Hon.), 2 min 0 s 70 ; 3. Keller (All.), 2 min 1 s 18.

Relais 4x100 m 4 nages : 1. Russie, 3 min 38 s 90 ; 2. Hongrie, 3 min 40 s 97 ; 3. Grande-Bretagne, 3 min 41 s 66.

Dames

200 m : 1. D. Hunger (All.) 2 min 15 s 33 ; 2. D. Shmeleva (Rus.) 2 min 16 s 90 ; 3. S. Parera (Esp.) 2 min 17 s 06.

800 m : 1. J. Henke (All.) 8 min 32 s 47 ; 2. I. Dalby (Nor.) 8 min 33 s 77 ; 3. O. Splichalova (Rep.-Tch.) 8 min 36 s 59.

4x100 m quatre nages : 1. Allemagne, 4 min 6 s 91 ; 2. Russie, 4 min 10 s 09 ; 3. Grande-Bretagne, 4 min 12 s 18.

50 m : 1. Van Almsick (All.), 25 s 53 ; 2. Olofsson (Suè.), 25 s 67 ; 3. De Bruijn (PB), 25 s 86.

200 m dos : 1. Egerszegi (Hon.), 2 min 09 s 12 ; 2. Vigarani (Ita.), 2 min 11 s 94 ; 3. Zhivanevskaya (Rus.), 2 min 12 s 14.

200 m papillon : 1. Egerszegi (Hon.), 2 min 10 s 71 ; 2. Jaeke (All.), 2 min 13 s 07 ; 3. Franco (Esp.), 2 min 13 s 39.

PENTATHLON MODERNE

Championnat du monde

Le Français Sébastien Deleigne a remporté la médaille de bronze du championnat du monde de pentathlon moderne, dimanche 8 août à Darmstadt (Allemagne), derrière le Britannique Richard Phelps et le Hongrois Laszlo Fabian. La veille, il avait décroché la médaille d'argent par équipe, avec Frédéric Clerq et Olivier Clergeau.

VOILE

Tour de France

Le bateau *Saint-Quentin-en-Yvelines*, barré par Thierry Peponnet avec un équipage qui prépare la Coupe de l'America avec Marc Pajot, a remporté, samedi 7 août à Fréjus, la 15e édition du Tour de France à la voile. *Sodifac-Roubaix* de Jimmy Pahun, vainqueur l'an passé, a pris la deuxième place du classement général devant *Saint-Pierre-et-Miquelon* barré par François Girod.

CULTURE/*L'Été festival*

ARTS

GIDE ET LES PEINTRES *à Uzès*

Amours de jeunesse

L'écrivain face à la peinture : un dialogue difficile

UZÈS

de notre envoyé spécial

Stendhal et Baudelaire ont mis leurs successeurs dans l'embarras. Si ces derniers n'avaient qu'indifférence pour la peinture et étaient incapables d'un jugement, ils faisaient pauvre figure devant l'admirateur de Corrège et le défenseur de Delacroix. Aussi devaient-ils s'essayer à la critique, faire preuve de perspicacité et d'esprit d'aventure – pour être à la hauteur. Gide n'a pas fait exception à la règle. En 1905, il publia dans la *Gazette des Beaux-Arts*, revue très convenable, une *Promenade au Salon d'automne*.

L'histoire n'aurait gardé de ces pages qu'un souvenir attendri – le grand homme se penchant sur des tableaux, spectacle émouvant – si Gide n'avait eu quelque malchance. Le Salon d'automne de 1905 fut en effet celui où se révélèrent Matisse, Derain, Vlaminck et la plupart de ceux qui furent aussitôt appelés «les fauves». Or Gide accabla Matisse de reproches et de conseils et traita les fauves par le mépris. Il réserva ses éloges à Maillol et Vuillard et se réclama de Phidias, de Bach et de Raphaël, afin de démontrer qu'il n'aimait rien tant que les classiques. Il ne sut pas voir, en somme. Zola, Huysmans et Mallarmé avaient été mieux avisés quand ils avaient pris parti pour Manet et pour Degas.

Gide, cependant, n'était qu'à demi coupable. Sans doute n'avait-il pas un œil très sûr. Sans doute, devant des toiles de Gauguin, avait-il décidé qu'elles n'étaient qu'«*enfantins bariolages*» et «*amusantes folies*». Sans doute n'avait-il qu'assez peu compris l'impressionnisme. Les pénombres du symbolisme lui étaient plus accueillantes, il collectionnait les eaux-fortes de Rops et admirait vivement *l'Angelus* de Millet. Tout cela n'eût pas été grave s'il ne s'était pris d'amitié pour Maurice Denis en 1892 et ne lui avait demandé d'illustrer *le Voyage d'Urien*. Or Denis, esprit théorique et rhétorique, après avoir été nabi, se convertit au classicisme vers 1896, se mit à admirer Ingres et ses élèves, y compris les frères Flandrin, et à professer que la peinture ne se sauverait de la déliquescence qu'au moyen d'une nouvelle Renaissance. Ses tableaux se firent donc mythologiques, raphaëlesques, un rien pompeux. Gide l'écouta, le respecta, crut en ses raisonnements et ses «*dons robustes*». Indépendant de jugement en matière de littérature et de musique, il abdiqua sa liberté en matière de peinture – c'est à croire qu'il ne tenait guère à elle.

Sa *Promenade au Salon d'automne* n'est que du Denis mieux écrit, aussi mal pensé et aussi péremptoire. L'affaire n'aurait guère d'importance si Gide ne s'en était tenu à ces sentences jusqu'à la fin, s'il n'avait inlassablement opiné dans le même sens, amours de jeunesse et mépris de jeunesse définitivement établis. Il détesta Matisse et Picasso, «*peinture décérébrée*» conçue pour répondre «*aux exigences d'un public impatient et de marchands spéculateurs*», peinture que n'anime «*aucune motivation spirituelle ou émotionnelle*». Il aima la peinture de Denis pour ce qu'elle affecte de rigueur et de majesté, la sculpture de Maillol quand elle n'est pas trop érotique, Vuillard quand il se range, Jacques-Emile Blanche – qui fut toujours rangé – et, pour des raisons plus variées, Théo Van Rysselberghe, néo-impressionniste et père de la «petite dame». Il aima aussi, parmi les peintres des générations suivantes, ceux qui se montraient les plus fidèles à cet art 1900, policé et paisible. Ils se nomment Simon Bussy, Jan Van den Eeckhoudt et Zoum Walter.

Un genre des plus «risqués»

Ils tiennent une grande place dans l'exposition que le musée d'Uzès a consacrée aux aventures picturales de Gide, présence légitime mais peu faite pour convaincre de la sûreté de goût de l'écrivain. Ils y côtoient des portraits du maître, quelques-uns méconnus et instructifs, un fort beau Vuillard, un portrait de Marthe Denis par Van Rysselberghe et nombre d'éditions illustrées. Il faut se pencher sur les vitrines pour y surprendre les dessins préparatoires et les lithographies que le *Prométhée mal enchaîné* inspira à Bonnard. Elles mettent de la fantaisie et du mouvement dans l'anthologie gidienne ainsi reconstituée. Il ne lui manque qu'un Poussin pour être complète, Gide n'ayant eu de cesse de se placer sous l'autorité de l'auteur de *l'Inspiration du poète*. Il lui consacra un essai en 1945, dont la première phrase pourrait tenir lieu de moralité à l'exposition. «*Ce qu'on a nommé critique d'art* – écrivait Gide – *est de tous les genres le plus risqué, et restent des plus rares les gens de lettres qui purent y réussir, s'aventurant sur un terrain qui n'était pas proprement le leur.*»

Une considération annexe pour finir : le musée d'Uzès est délicieusement ancien et point encore démembré par les exigences de la muséographie contemporaine, qui ne tolère pas un fossile et un tableau dans la même salle et veut des étiquettes d'une certaine manière et pas d'une autre. Il est établi dans un bâtiment classique – hasard gidien ? – de belle architecture, mais mal entretenu. Une campagne de restauration du palais et l'agrandissement du musée seraient de bonnes œuvres, qui honoreraient leurs auteurs – et des entreprises urgentes.

PHILIPPE DAGEN

▶ Ancien Evêché, 30700 Uzès ; tél. : 66-22-70-56. Jusqu'au 29 août.

JACQUELINE GAUSSEN-SALMON *à Sommières*

Paysages perdus

SOMMIÈRES

de notre envoyé spécial

Tout au long des années 30 et jusqu'à sa mort, en 1948, à quarante-deux ans, Jacqueline Gaussen-Salmon a peint. Après plusieurs années aux Beaux-Arts, dans l'atelier de Pierre Laurens, elle a exposé dans les Salons et pratiqué assidûment la gravure sur bois. Puis son œuvre a comme disparu, pendant près d'un demi-siècle, avant de réapparaître aujourd'hui. Voici une peinture qui ne doit rien à l'époque où elle a été faite, rien aux avant-gardes contemporaines, rien qui permette de la situer ou de la dater. On croirait plutôt un impressionnisme méridional, peut-être influencé par la peinture provençale du siècle dernier, un impressionnisme hors du temps qui n'est pas sans évoquer celui d'un Georges d'Espagnat.

Il est à son meilleur dans le paysage, que Jacqueline Gaussen-Salmon savait découper sans ménager de transitions inutiles, en construisant par plans de couleurs opposés. Les toiles les plus réussies, *les Jardins de la Fontaine* à Nîmes, une vue des toits de Sommières, une autre du pont de cette bourgade, se distinguent par l'intensité des harmonies et une touche appuyée, qui définit le contour de la forme tout en plaçant l'accent lumineux nécessaire au volume. Il y a là, plus que dans les natures mortes et les portraits, une vigueur et une belle simplicité.

Peinture d'amateur, dira-t-on cependant puisque son auteur a peu montré son œuvre, exception faite de ses participations à des Salons où, il est vrai, le sort de l'art moderne ne se jouait plus depuis longtemps. Peinture d'amateur ? «*Il n'y a pas de peinture d'amateur*, disait Manet. *Il n'y a que la bonne et la mauvaise peinture.*» Celle que l'on découvre à Sommières appartient à l'évidence à la première de ces deux catégories.

Ph. D.

▶ Centre culturel Lawrence-Durrell, 49 rue de la Taillade, 30250 Sommières. Jusqu'au 29 août.

MUSIQUES

FALLA, RACHMANINOV ET TCHAÏKOVSKI *à La Roque-d'Anthéron*

Les couleurs du piano

Des Espagnols, un Hongrois et des Russes se croisent à la Mecque des claviers

LA ROQUE-D'ANTHÉRON

de notre envoyé spécial

Si le piano est au cœur du Festival de La Roque-d'Anthéron, dans les Bouches-du-Rhône, il n'y occupe pas pour autant systématiquement le devant de la scène. Qu'une œuvre comporte une partie de clavier suffit pour qu'elle puisse être programmée. Emballé par l'enregistrement de la version originelle de *l'Amour sorcier* de Manuel de Falla, interprétée par l'Orchestre de chambre du Théâtre Lliuré, de Barcelone, et la Cantaora Ginesa Ortega (1 CD Harmonia Mundi), René Martin, le directeur artistique du festival, rêvait de faire partager son enthousiasme à son public. Mais si le théâtre de verdure du parc de Florans est un écrin idéal pour les récitals de piano, les concerts d'orchestre et les musiques de chambre, si l'abbaye de Silvacane offre un refuge aux fragiles clavecins et pianoforte, ces lieux «marqués» ne convenaient ni à une musique ni à des interprètes aussi typés.

Depuis quelque temps, le maire de Rognes, une petite ville voisine, avait demandé à Paul Onoratini, président fondateur et mécène du Festival de La Roque, de réfléchir à une collaboration. Il y a justement à Rognes des carrières désaffectées surplombées par une forêt de pins. Ces hautes murailles verticales délimitent des petits cirques à l'acoustique généreuse. L'endroit rêvé pour écouter la musique minérale de l'Andalou. Lorsqu'on découvre ces carrières au bout d'un petit chemin creux éclairé par des lumignons, elles paraissent plus sauvages encore ; des projecteurs en soulignent la sévérité. Et en agrandissent démesurément les perspectives. La rencontre entre une telle musique et ce lieu promettait. Mais qui aurait pu imaginer que *mille* auditeurs ne pourraient trouver de place ? Le concert est pourtant donné à 21 heures, puis à 23 heures.

Les couleurs de «l'Amour sorcier»

Comment a-t-on pu se satisfaire de la version agrandie pour orchestre de *l'Amour sorcier* ? Retrouvée par hasard il y a peu, l'instrumentation originelle de 1915 ne retient que quinze instruments, mais ne manque aucunement de couleur. Josep Pons, le chef d'orchestre, prend des tempos retenus. Sa souplesse rythmique, l'attention qu'il porte à faire sonner avec clarté chaque ligne instrumentale, le soin qu'il met à restituer la dynamique sont admirables. Il fait chanter avec un sentiment nostalgique les pièces rêveuses. Réduites à l'essentiel, elles ont un petit air de déjà entendu. On cherche. Curieusement, des images cinématographiques défilent. Giulietta Masina dans *la Strada* de Fellini... Nino Rota a dû beaucoup écouter Manuel de Falla et, en excellent compositeur, deviner les merveilles enfouies sous le technicolor du grand orchestre. Ginesa Ortega est assise. Elle chante. Lorsqu'elle se lève, elle se cambre et tend les bras et serre les poings. Son chant rauque envahit la carrière.

Retour au parc Florans pour le récital de Gyorgy Sebok le 6 août. Ce pianiste hongrois est une star de l'enseignement, une sorte d'ostéopathe qui apprend aux élèves à se défaire de leurs crispations. Un homme souriant au regard clair, à la voix douce, inséparable d'un long fume-cigarette qui lui donne l'allure d'un acteur du temps jadis. Il prend place devant son piano comme l'on s'assoit dans un vieux fauteuil confortable. Il joue la sonate *Pathétique* de Beethoven, les *Variations et fugue sur un thème de Haendel* de Brahms, les variations sur *Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen* et *la Rhapsodie espagnole* de Liszt comme s'il échangeait des secrets avec un vieil ami. Il se trompe parfois, mais ses *Variations* de Liszt ont la sérénité d'une méditation zen et sa *Pathétique* la pudeur expressive qui lui manque si souvent. Données en bis, les *Danses macabres* sont un clin d'œil malicieux à ceux qui croient qu'il faut jouer Bartok au marteau piqueur.

Alfred Brendel est venu le 7, comme chaque été, assister à l'un des concerts de La Roque. Bon choix. Rafael Orozco joue le *Deuxième Concerto* de Rachmaninov, avec l'Orchestre de Novossibirsk et son chef Arnold Katz. A l'opposé de Sebok, l'Espagnol est une boule de nerfs. Il contraint l'orchestre à sortir de ses marques, à chanter à pleins poumons. Dans une forme olympique, les musiciens de Novossibirsk et leur chef se surpassent. Ils couvrent malheureusement parfois le soliste, mais la faute en revient pour une large part à l'orchestration, trop lourde, de Rachmaninov. Le mouvement lent fait taire toute velléité de critique. Rarement son chant aura résonné avec une telle plénitude et tant de sensibilité. Mais le plus extraordinaire reste à venir.

On a trop souvent regretté que les chefs dirigent la *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski de façon larmoyante pour ne pas applaudir l'époustouflante lecture des Sibériens, menée à un train d'enfer, d'une rectitude rythmique stimulante, d'un lyrisme grandiose. L'orchestre et son chef déclenchent l'un de ces triomphes indescriptibles dont le public de La Roque a le secret. Les preneurs de son de Radio-France exultent en cabine. Natalia Gutman et Elisso Virsaladze ne s'étaient pas trompés. L'Orchestre de Novossibirsk est bien l'une des meilleures formations orchestrales de Russie.

ALAIN LOMPECH

▶ Prochains concerts : le 10 août, récital Ivan Moravec (21 h 30) ; le 11, récital Debussy par Jos Van Immersel, piano Erard 1897 (18 h 30) ; le 12, récital Debussy par Philippe Cassard, piano Bechstein 1900 (18 h 30), et récital Mozart, Beethoven, Schumann et Chopin par Elisso Virsaladze (21 h 30). Locations au 42-50-51-15 (ou 51-16). De 80 F à 120 F.

Tristan envoûte Bayreuth

Suite de la première page

Le descendant du compositeur s'employa ensuite à trouver la relève pour son «nouveau Bayreuth». C'est lui qui, dès 1965, confia *Parsifal* à Boulez. Dix ans après sa mort, Chéreau arrivait pour le *Ring* à l'appel de Wolfgang Wagner, frère de Wieland. La contribution du cinéaste Werner Herzog à un autre *Lohengrin* ne mit récemment pas le feu aux poudres. Mais, avec *Tristan et Isolde*, le «nouveau-nouveau Bayreuth» se retrouve sur ses pieds. A partir d'un impératif aussi simple que difficile à réaliser : mettre en sympathie les plus grands talents du moment.

Quel est le principal artisan de cette production triomphale ? Heiner Müller signe la mise en scène. Mais l'écrivain de théâtre expérimental, le héros désespéré de la réunification n'a pas tiré Wagner vers «son» Allemagne, ni vers une quelconque actualité. Gestes, évolutions, attitudes, mimiques, organisation spatiale du plateau, ont une utilité que l'on devine, sans vraiment se les formuler. On oublie qu'il y a mise en scène. Aucun détail n'aurait de signification s'il ne s'intégrait au tableau.

Car, s'il y a profondeur, elle est picturale. La scène est cernée d'un cadre. Le rideau se lève sur une toile. Puis s'estompe le voile blanchâtre. Et des formes apparaissent dans un espace flou, élastique, comme vu par un regard myope. Deux femmes affaissées à l'avant-scène (Isolde et sa servante Brangäne), deux hommes assoupis très loin au fond (Tristan et son compagnon Kurwenal). Les marins resteront invisibles, le roi Marke n'apparaîtra qu'en ombre chinoise. Des projections colorées – un grand carré jaune au milieu, deux bandes irisées sur les côtés, une lucarne rouge à l'arrière-plan – achèvent de composer un volume abstrait, hors temps, hors dimensions. Cale de bateau ? Même s'ils clapotent ou avancent imperceptiblement, les carrés et les bandes n'évoquent que de très loin l'océan et le soleil couchant.

Au centre, cellule-mère de tout l'édifice visuel et symbolique, il y a le minuscule coffret noir dans lequel est enfermé le filtre. Libéré, son pouvoir magique projettera sur un immense écran l'image, enfin nette, enfin «vraie», des amants extasiés. Cet écran sera noir, évidemment.

La passion est sœur de la nuit, dit le livret de Wagner, elle hait le soleil et la lumière. La nuit est la boîte noire où s'inscrit le souvenir d'Isolde et de Tristan, nous disent le décorateur Erich Wonder et Manfred Voss aux éclairages. Ils le diront encore au second acte, quand ils oseront ce que personne n'a osé : plonger Tristan et Isolde dans la plus totale obscurité quand Brangäne les presse à deux reprises de se méfier. Ils se taisent : ils se fondent dans l'éternité. Les grands arbres du jardin se sont, pour leur duo d'amour, transformés en une forêt de cuirasses. L'image, sculpture en soi, suggère à la fois la paix et le danger, les corps mis à nu, les armes mises à bas.

Sculpture encore : Tristan agonisant se retrouve, au troisième acte, pétrifié comme un gisant sur son fauteuil. Les couleurs se sont éteintes, les murs, le sol, le preux chevalier sont couverts de poussière, prêt à se pulvériser. La nuit bénéfique s'est changée en maladive grisaille. Mais l'ombre d'Isolde se profile brusquement sur un grand carré rouge, Tristan arrache son bandage taché de sang.



Waltraud Meier (Isolde) et Uta Priew (Brangäne) dans le «Tristan et Isolde» de Heiner Müller.

Dans le plus pur style romantique

C'est l'ultime écho, fulgurant, au premier tableau abstrait. Puis vient l'extase finale. Isolde, avant de rejoindre son amant dans la «*suprême joie*» de la mort, quitte les deux manteaux de son existence charnelle et apparaît dans la tunique étincelante d'une déesse lunaire : sorcière, maternelle, guérisseuse, mortifère.

Le spectacle dure six heures (avec une heure et demie d'entractes). Daniel Barenboïm soutient la tension tout du long et ménage ses transitions avec beaucoup d'habileté technique. Les lignes de crête sont modelées dans le plus pur style romantique, mais sans lenteurs de tempo excessives ; au premier acte, les motifs secondaires se casent parfois au petit bonheur, sans que le chef semble vraiment en avoir contrôlé les nuances et l'attaque : l'Orchestre du Festival de Bayreuth, avec sa longue expérience de *Tristan*, sait se conduire dans toutes les situations.

Mais, arrivé au troisième acte, on n'oublie plus que Barenboïm est aux commandes. L'orchestre bondit, comme le cœur de Tristan, de la mélancolie déliquescente à l'exaltation fébrile. Siegfried Jerusalem a retrouvé sa grande forme vocale (même si l'expression reste un peu placide et le timbre assez terne). Les basses si humaines de John Tomlinson (le roi Marke), l'expressive compassion de Falk Struckmann (Kurwenal), l'étrange fausset de Peter Maus (le berger) font oublier une Brangäne effacée et un Melot empesé. Les costumes noirs de Yohji Yamamoto nourissent le spectacle de leur poids symbolique, de leurs détails insolites. La couleur des doublures ponctue la tragédie. Les cols, immatériels, réduits à de minces tubulures de plastique, ressemblent à des emblème, ou à des antennes.

ANNE REY

▶ Prochaines représentations : les 12 et 17 août, au Festspielhaus, 16 heures. Tél. : 19-49-21-885-88. Fax : 885-55.



CULTURE

CINÉMA

La sélection du Festival de Venise

Retour en force des Etats-Unis pour la 50e Mostra qui se tiendra du 31 août au 11 septembre

Malgré l'annonce d'un colloque prestigieux réunissant le gratin des cinéastes (et Jack Lang) pour exalter la cause du droit des auteurs face au cupide *copyright* anglo-saxon, le Lido sera cette année *terra americana*, dans des proportions dont on avait perdu le souvenir depuis des années. Plusieurs grands noms y sont en effet attendus (les films sinon leurs réalisateurs) : *Manhattan Mystery Murder*, de Woody Allen, *Age of Innocence*, de Martin Scorsese, *Jurassic Park*, de Steven Spielberg, *A Bronx Tale*, de Robert De Niro, et une bonne demi-douzaine d'autres de moindre calibre sont hors compétition.

Cependant, trois films américains concourent pour le Lion d'or : *Short Cuts*, de Robert Altman, *Even Cowgirls Get the Blues*, de Gus Van Sant, et *Snake Eyes*, d'Abel Ferrara. En compétition officielle toujours, on trouve également trois Français, *Un, deux, trois, soleil*, de Bertrand Blier, *l'Ombre d'un doute*, d'Aline Isserman, et *Trois couleurs : bleu*, de Krzysztof Kieslowski *Hélas pour moi*, de Jean-Luc Godard, concourant sous la bannière suisse. Et aussi trois Italiens : *Dove siete? Io sono qui*, de Liliana Cavani, *la Prossima volta il fuoco*, de Fabio Carpi, et *Un'anima divisa in due*, de Silvio Soldini. On attend enfin deux films signés de réalisatrices chinoises, *Grande Gueule*, de Liu Mioa-Miao, et *You Seng*, de la Hongkongaise Clara Law, le nouveau film du Portugais Joao Botelho et celui de l'Argentine Maria Luisa Bemberg, ainsi qu'un inconnu venu d'Australie, Rolf de Heer.

UN FLIC ET DEMI
de Henry Winkler

L'un est flic, l'autre pas – pas tout de suite. L'autre est un diablotin de huit ans, sosie miniature d'Eddie Murphy, l'un un gros ours qui défonce les grillages en voiture et hait les enfants autant que W. C. Fields. Gavé de télé et fan des flic-shows, l'autre se balade à l'école avec des menottes et un pistolet à eau, et débite à longueur de temps les formules-clichés du film d'action : *« Bouge pas ou je t'allume. »* Seul témoin d'un meurtre, il refuse de dire quoi que ce soit à la police tant qu'il ne sera pas enrôlé. C'est ainsi que l'ours hérite du diablotin.

Flic d'un jour, ce dernier se paie le luxe d'arrêter son instit pour excès de vitesse – *« Je suis ton pire cauchemar : un mouflet de huit ans avec un insigne. »* Entre Burt Reynolds (l'ours) et Norman D. Golden II (un bien grand nom pour une miniature), c'est d'abord la haine, qui, forcément, lorsqu'ils affrontent « pour de vrai » un gang de la drogue se transforme en affection paterno-filiale (rite de passage : une jolie bagarre dans un bar à motards, et une poursuite en hors-bord réussie).

Un flic et demi fonctionne parce qu'il semble exister entre Reynolds et Golden II une vraie complicité. Prévisible en diable quoique proprement réalisé, il se laisse gentiment oublier en une demi-heure.

H. B.

CALIFORNIA MAN
de Les Mayfield

Wayne's World, de Penelope Spheeris, était révélateur d'une nouvelle tendance du cinéma américain, issue de la télévision, en particulier de l'émission *Saturday Night Live*, basée sur le sketch : une attitude, trois répliques. Entre burlesque, absurde et humour sale gosse – les Ritz Brothers revus par MTV – totalement (mais délibérément) idiot et totalement sympa, excluant qui n'a pas la cervelle en chewing-gum et n'est pas initié à un vocabulaire codé californien où les *dudes* (les mecs) sont *dope* (super-cool) et les filles *buff* (giga-sexy).

California Man se veut de cette « famille » mais visant aussi un public plus large, il reste assis entre deux sièges. En creusant une piscine, deux adolescents, à la suite d'un tremblement de terre, découvrent, conservé dans un bloc de glace, un homme des cavernes. Comme, une fois dégelé, celui-ci fait des ravages dans la maison, les deux ados – des *losers* – le rebaptisent Link (comme dans « chaînon manquant »), le lavent, l'habillent, le coiffent dans la plus stricte observance du *grunge* coloré hawaiien et l'emmènent à l'école et dans les discothèques où, plus *rad* qu'un rappeur, il fait un autre type de ravages qui laissent les meufs pantoises.

Réalisé avec une pelle et un manque d'imagination qui confine au coma (voyez Cro-Magnon passer son permis de conduire à grand renfort de cascades !), *California Man* est interprété de manière presque unanimement antipathique – l'exception étant, dans le rôle de Cro-Magnon, Brendan Fraser (déjà remarqué dans *School Ties*) qui fait passer en un regard bien plus que ne lui permettait le scénario.

H. B.

Jane Alexander à la tête du NEA

La comédienne devra défendre l'organisme public américain d'aide à la culture attaqué par les puritains

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Clinton a confirmé la nomination de l'actrice Jane Alexander comme présidente du National Endowment for the Arts (NEA), organisme fédéral chargé de l'attribution de subventions aux groupes culturels et aux artistes. En octobre 1991, le Sénat, après avoir rejeté un amendement qui aurait interdit au NEA d'employer ses crédits pour *« encourager, produire, disséminer et distribuer les obscénités »*, approuvait en fin de compte, en les réduisant, les crédits de l'organisme fédéral. De nombreuses voix s'étaient néanmoins élevées pour demander la suppression pure et simple de l'organisme, du fait de ses choix artistiques ou sous prétexte que le mécénat privé suffisait.

En 1992, le président Bush s'était débarrassé du prédécesseur de Mme Alexander, M. Frohmayer, jugé trop tolérant à l'égard d'artistes controversés, accusés d'obscénité et de blasphème par les représentants de la *moral majority*. Bien qu'il ait résisté aux pressions du sénateur Helms, grand défenseur de la moralité publique, M. Frohmayer avait été également critiqué par les libéraux et les artistes, estimant, au contraire, qu'il n'avait pas tenu tête assez fortement à la « droite religieuse ».

Les défenseurs du NEA font valoir que, malgré son budget réduit à 174 millions de dollars, l'organisme fédéral a, l'an dernier, aidé plus de mille quatre cents, groupes et artistes, dont seule une très faible proportion a fait l'objet de polémiques. Ils rappellent également que les subventions sont accordées sur les recommandations des commissions spécialisées, composées des représentants des diverses disciplines artistiques concernées, et que le tiers des crédits va aux organisations artistiques des Etats, où elles servent à encourager les arts dans les zones rurales ou urbaines défavorisées sur le plan culturel.

HENRI PIERRE

EN BREF

□ **Mort du pianiste et compositeur Roy Budd.** – Le pianiste de jazz et compositeur britannique Roy Budd est mort d'une hémorragie cérébrale samedi 7 août à Londres. Il était âgé de quarante-six ans. Roy Budd, qui a joué aux côtés de grands noms du jazz comme Oscar Peterson, Ray Brown, Herb Ellis, Tony Bennett et Antonio Carlos Jobim, était également auteur de plus de cinquante musiques de films. Il venait d'achever une partition destinée à accompagner la réédition d'un classique du muet, la première version du *Fantôme de l'Opéra*, de Rupert Julian (1925).

COMMUNICATION

Faute d'une diffusion suffisante

« Le Devoir » de Montréal suspend sa parution

Le quotidien en langue française de Montréal *le Devoir* a été contraint samedi 7 août de suspendre sa parution pour une période indéterminée, faute d'un accord sur les coupes budgétaires à réaliser. Fondé en 1910, *le Devoir* est considéré comme l'une des institutions de la presse québécoise. Mais il ne vend qu'environ 30 000 exemplaires quotidiens, pas assez pour être rentable (*le Monde* du 16 juin).

Le déficit actuel serait de 12 millions de francs. La politique de relance rédactionnelle et technique menée par la directrice, Lise Bissonnette, n'a pas permis d'améliorer suffisamment et durablement les ventes.

Vendredi, la direction du quotidien avait rejeté un plan des employés proposant un gel des salaires jusqu'en décembre 1994, une semaine de travail plus longue et des réductions d'emplois. La direction proposait pour sa part un gel jusqu'en 1996, des réductions d'emplois et d'autres mesures drastiques, pour faire face à l'endettement du journal.

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Gilbert Beaujolin,
née Christiane de Renty,
son épouse,
François et Marie-Hélène Beaujolin,
Rachel, Céline et Lucas,
Jean-Marc et Katharina Beaujolin,
Julien, Johannes, Amadeus, Anna,
Raphaël et Mathias,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert BEAUJOLIN,
industriel,
ancien chef de réseau
des Forces françaises combattantes,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,

survenu le vendredi 6 août 1993, dans sa quatre-vingtième année.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière du Père-Lachaise, le 9 août.

78, avenue Mozart,
75016 Paris.

– Oran. Nice. Paris.

M. et Mme Pierre Gourion
Et leurs enfants,
Les familles parentes, alliées,
Et amies,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Firmin GOURION,
née Julie Benita,

survenu le 7 août 1993, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 août, à 9 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

10, rue des Dardanelles,
75017 Paris.

– Joachim-Louis et Claudette Merlant,
Christophe et Joëlle Merlant
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine MERLANT,

le 4 août 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu le lundi 9 août, au cimetière du Montparnasse, où elle repose auprès de son mari,

Joachim-Claude MERLANT.

8, rue de la Creuse,
39290 Thervay.
8 C, rue Jean-Wyrsch,
25000 Besançon.

– M. et Mme Bernard Michal,
ses parents,
Ivan Michal,
son frère,
Et toute la famille,
ont eu la grande douleur de perdre

Laurent MICHAL,

mort accidentellement, à Paris, à l'âge de vingt-neuf ans.

Ils remercient très sincèrement tous ceux qui leur ont témoigné leur affection et leur tristesse.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6101

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II			■						
III				■			■		
IV									■
V				■					
VI							■		
VII					■	■		■	
VIII				■					
IX					■		■		
X			■						
XI	■								

HORIZONTALEMENT

I. Sollicitent un aveu spontané. – II. Se laissent facilement rouler. Fruit. – III. Indice de malaise. Préfixe. Fin d'infinitif. IV. Il n'a rien appris ou rien retenu. – V. Echappe à la volonté. Ne restera pas passif. – VI. En mauvaise posture. En liège. – VII. Prénom. – VIII. En éliminant. Supérieure dans une communauté. – IX. Militaire. Pronom. – X. Prendre à la gorge (épelé). Ne perdit pas le fil. – XI. A toujours ignoré la crise du logement.

VERTICALEMENT

1. Grossit quand on avance. – 2. Ne passe pas inaperçue. – 3. On la frappe à coups redoublés. – 4. Quartier d'Etampes. Abréviation. Dans le fond, il est plutôt vaseux. – 5. Feras du plat. Symbole chimique. – 6. Ne reste pas silencieux. En somme, il est imbattable. – 7. Préposition. Conjonction. Constructeur de châteaux. L'argent sous une forme concise. – 8. Sortir de l'obscurité. Prénom étranger. – 9. Moyen de transmission. La douceur même.

Solution du problème n° 6100

Horizontalement

I. Labres. Bril. Pli. – II. Errata. Ailes. Et. – III. Propagandes. Psi. – IV. Oiselet. Talon. – V. Ressemelages. Né. – VI. Ire. Reliures. SR. – VII. Dé. Nie. Isée. – VIII. Emporté. As. Pli. IX. Aire. Romancier. – X. Minées. Venue. Ce. – XI. Instruments. Oh ! – XII. Cs. Eue. Aden. – XIII. Escaliers. XIV. Aperçu. Ri. Lui. – XV. Confiturier. Réa.

Verticalement

1. Léporidé. Mic-mac. – 2. Arrière-mains. Pô. – 3. Brosse. Pins. Zen. – 4. Râpés. Forêts. RF. – 5. Etaler. Réer. Ici. – 6. Sagement. Sue. Ut. – 7. Atelier. Mue. – 8. Ban. Lie. Ovées. – 9. Rideau. Amen ! Cri. – 10. Ile. Grisant. Aïe ! – 11. Lestées. Nus. – 12. Assé. Ce. Ail. – 13. PL. Epi. Odeur. – 14. Lésons ! Lècherie (extrême gourmandise). – 15. Itinéraire. NS.

GUY BROUTY

□ **La Petite Ceinture en vidéo.** – Depuis fin mai, il n'est plus possible de faire le tour ferroviaire complet de Paris par les voies de la Petite Ceinture, une partie de la ligne étant désaffectée. Que les amateurs se rassurent, le Centre ouest-parisien d'études ferroviaires (COPEF), profitant des voyages qu'il a organisés en 1991 et 1992, a réalisé une cassette qui immortalise ces dernières images insolites. Y apparaissent même une machine à vapeur et ses fumées.

▶ **Découverte de la Petite Ceinture.** VHS Secam, 45 min. En vente auprès de *la Vie du rail*, 11, rue de Milan, 75009 Paris. 290 F franco.

POINT DE VUE

Le toupet de Robert Hersant

par Denis Perier Daville

IL est troublant de constater que la prise de contrôle des Dernières Nouvelles d'Alsace par Robert Hersant a été enregistrée dans les milieux de presse comme un fait accompli, devant lequel on ne pouvait que s'incliner.

Une amnésie collective a fait oublier que la loi portant régime juridique de la presse – pourtant récente puisqu'elle date de 1986 – interdit à un même groupe de presse de posséder ou contrôler plus de 30 % de la distribution de l'ensemble des quotidiens d'information générale ou politique.

Une question s'imposait donc : le groupe Hersant, qui, de longue date, a procédé à une série d'acquisitions de quotidiens, ne se met-il pas en infraction en procédant à un nouvel achat ? Or cette curiosité, pourtant si légitime, ne paraît guère avoir effleuré les esprits. La loi a été considérée comme un « chiffon de papier ». Ce qui est pour le moins choquant dans un pays se proclamant orgueilleusement un Etat de droit, c'est-à-dire dans lequel le respect de la loi doit être la valeur suprême.

Ce mépris des textes est d'autant plus mal venu que ce domaine du pluralisme de la presse a donné lieu à une décision du Conseil constitutionnel du 29 juillet 1986, qui a été décisive et qui est restée à juste raison célèbre, aussi bien par sa hauteur de vue que par sa qualité juridique.

La notion de groupe

La loi du 1er août 1986, dans sa première mouture, avait prévu qu'un « acquéreur » ne pouvait détenir plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens. Après avoir considéré que le *« pluralisme des quotidiens d'information politique et générale est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle »*, le Conseil a constaté que ce seuil de diffusion pouvait être contourné le plus facilement du monde et qu'il fallait, pour protéger le pluralisme, prendre en considération la notion de « groupe ». Le Conseil constitutionnel a pris ainsi une position réaliste et de bon sens : ce qui compte, c'est de savoir qui est le patron. La réalité doit l'emporter sur la fiction juridique.

En conséquence, l'article 11 de la loi a été annulé et le gouvernement et le Parlement invités à revoir leur copie en fonction de la décision du Conseil constitutionnel, ce qui a été fait... et bien fait, le nouvel article 11 étant fort explicite et très contraignant.

« Ce n'est pas moi qui ai pris le contrôle des DNA, *c'est mon fils... »*, dit Robert Hersant. Il suffit de lire l'article 11 pour constater que cette distinction entre le groupe Socpresse et le groupe France-Antilles relève de la plaisanterie.

A aucun moment, jusqu'à présent, on n'a entendu M. Hersant ou un de ses collaborateurs faire référence au seuil des 30 % et assurer qu'il n'est pas dépassé. C'est là une prudence qui mérite d'être notée.

Il suffit, en effet, de prendre la liste des quotidiens placés sous l'autorité ou la dépendance du groupe Hersant, selon les critères de l'article 11 de la loi du 1er août 1986, puis de totaliser leur diffusion sur la base des statistiques disponibles comme, par exemple, les chiffres de l'Office de justification de la diffusion (OJD), pour constater que le groupe Hersant se trouve d'ores et déjà, avant la prise de contrôle des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, avoir atteint le seuil de 30 %.

Au mépris de la loi

Robert Hersant, au début de sa carrière, avait été inculpé pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 interdisant à une même personne de posséder plusieurs quotidiens. Son argument de défense était d'une grande simplicité : une « personne » veut dire une personne physique. Une personne morale, c'est-à-dire une société, peut posséder plusieurs quotidiens, ce qui est une absurdité qui n'avait aucune chance d'être reconnue par les tribunaux. Aussi pendant huit ans, le « papivore » a-t-il fait de la procédure dilatoire pour éviter d'être jugé au fond et pour attendre que l'ordonnance de 1944 soit abrogée et remplacée par la loi de 1986. Il a ainsi manifesté un grand mépris de la loi et des tribunaux. Il persévère dans la même attitude, ce qui n'étonnera personne.

Mais il est triste de constater qu'il fait école et que ce dédain à l'égard de la justice apparaît désormais largement partagé dans le monde des affaires et des médias. On notera ainsi que, dans *le Monde* du 30 juillet, un spécialiste de la presse, Me Jean Martin, enterre joyeusement l'article 11 de la loi du 1er août 1986. Il constate que les divers dispositifs anti-concentration ont jusqu'à présent été violés en toute impunité par le groupe Hersant. Au lieu de réclamer tout simplement l'application de la loi, il érige en règle une abdication devant la boulimie du papivore. Non sans se contredire par la suite en déclarant que les dispositifs anticoncentrations ne doivent pas être abandonnés et qu'il ne saurait *« être question d'absoudre par avance le groupe Hersant »*.

Cette contradiction était d'ailleurs inévitable car elle est au cœur même de la position prise par Me Jean Martin : l'avenir, selon lui, se trouve dans la constitution de grands groupes de communication dotés de puissants moyens financiers et dans leur internationalisation. Des mesures anticoncentrations ne peuvent donc que nuire au développement de telles entreprises. Autrement dit, le pluralisme de l'information ne sera pas assuré par une libre concurrence entre journaux indépendants, mais par la concentration et, à terme, le monopole du plus fort ! *« Les nouveaux chemins du pluralisme »* débordent ainsi sur un sophisme frappant au cœur la liberté de la presse.

▶ **Denis Perier Daville est président de la Fédération française des sociétés de journalistes.**

هكذا من الأصل



La Banque

Lorsque l

A

BILLET

Le demi-aveu de Volkswagen

Innocent ou espion ? Depuis plusieurs mois la même question revient, concernant José Ignacio Lopez de Arriotua, le responsable des achats de General Motors (GM) parti en mars des Etats-Unis pour rejoindre Volkswagen avec, semble-t-il, quantité de documents confidentiels. Or, au lieu de s'éclairer, le dossier semble de plus en plus obscur. Difficile de démêler le vrai du faux dans cette bataille médiatico-juridique, surtout quand une réunion convoquée d'urgence pour *« clarifier la situation »*, selon le mot d'un des actionnaires, s'achève par un communiqué ambigu épaississant un peu plus le mystère.

Vendredi 6 août, après un conseil de surveillance extraordinaire, Volkswagen (VW) se rangeait sans réserve derrière son directeur des achats. *« Il ne ressort aucun élément permettant de justifier l'accusation d'espionnage industriel »*, déclarait Klaus Liesen, président du conseil de surveillance, avant d'ajouter : *« Les anciens collaborateurs de GM ont veillé à ce que des documents qui pourraient être attribués à GM et contenir des informations critiques soient détruits pour écarter tout risque de divulgation chez Volkswagen. »*

Cette déclaration concernant José Lopez et les sept cadres transfuges dans son sillage de GM et de sa filiale Opel suscita instantanément un communiqué victorieux du camp adverse. *« Opel salue l'aveu tardif enfin formulé par le conseil de surveillance de Volkswagen, selon lequel des documents confidentiels d'Opel ont été entre les mains de collaborateurs de VW. »* Leur destruction *« constitue un moyen inopportun de masquer et de minimiser l'emploi abusif et la possession de documents secrets d'un concurrent »*.

Derrière cette *« affaire »* se profile surtout la lutte que se livrent les deux groupes en Europe, Volkswagen, numéro un incontesté, traversant des difficultés, et son challenger General Motors grignotant régulièrement depuis quelques années des parts de marché. Ce n'est pas un hasard si vendredi également, après cette motion de soutien du groupe à José Lopez, le président du directoire, Ferdinand Piëch, a parlé de *l'amélioration des résultats de* Volkswagen, qui pourrait renouer avec les bénéfices aux troisième et quatrième trimestres grâce au rôle joué par... José Lopez dans ce redressement. Une façon d'affirmer à la concurrence qu'il n'est pas question pour l'instant de se séparer de ce gestionnaire de choc. Et pourtant beaucoup craignent que ce conflit, s'il s'éternise, ne porte atteinte à l'image des deux constructeurs... et donc à leurs profits.

DOMINIQUE GALLOIS

La crise du système monétaire européen et ses conséquences

La Banque de France réduit légèrement un de ses taux directeurs

Attendue par la Bourse de Paris depuis l' « assouplissement » du système monétaire européen (SME), la baisse des taux d'intérêt a été amorcée, lundi 9 août, avec l'annonce par la Banque de France d'une réduction de son taux des prises en pension à 24 heures, ramené de 10 % à 9,75 %.

Lundi matin, le franc était en léger repli vis-à-vis du deutschemark, ce dernier tournant autour de 3,50 francs.

Dimanche, le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger a estimé dans un entretien avec le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung que le mark ne devrait pas être fortement réévalué dans un avenir prévisible.

De son côté, le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a déclaré, à la télévision publique allemande, que les marges de fluctuation élargies « ouvrent la possibilité de voir revenir des pays qui sont actuellement hors du SME, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, et ce peut-être à l'occasion du prochain conseil européen ».

POINTS DE VUE

Lorsque Pierre Bérégovoy était là

par Jean-Claude Lefranc

AVEC Pierre Bérégovoy, pareil événement eût été jugé calamiteux et catastrophique et mis au passif d'un gouvernement à bout de souffle. Avec *Edouard Balladur, c'est presque* une victoire à mettre à l'actif d'un premier ministre décidément fort doué. Le SME est pourtant bel et bien disloqué. C'est l'approche anglaise qui a prévalu. Il suffit pour s'en convaincre de lire les commentaires réjouis qui sont faits outre-Manche.

Pourquoi la France avait-elle fait le choix d'un franc stable dans un système de change européen organisé ? Par lucidité, parce que c'était dans son intérêt propre. La dévaluation compétitive, dans un monde intégré, n'est jamais une stratégie gagnante. La France a pendant de longues années mené cette politique, croyant gagner un peu de liberté, ayant l'illusion que les ajustements nécessaires pouvaient être retardés. Une grande partie du retard de l'appareil productif français à la fin des années 70 était due à ces errements.

Depuis une dizaine d'années, la France avait changé de cap. Grâce au courage de beaucoup d'hommes politiques de tous bords et aux efforts des chefs d'entreprise et des salariés, la compétitivité française s'était considérablement améliorée. La France avait su maîtriser l'évolution des revenus et des coûts. La dignité du franc avait été rétablie. La France a pu parler d'égal à égal avec ses partenaires. Et grâce à cette politique, elle a eu, depuis 1981, la plus forte croissance des pays industrialisés (Japon excepté). Cela n'a certes pas empêché la montée du chômage. Mais qui peut raisonnablement soutenir que l'« autre politique » eût été meilleure ? La gravité du chômage dans notre pays résulte d'abord de l'incapacité d'un patronat conservateur et de syndicats faibles et souvent à courte vue lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux causes structurelles de ce fléau.

Qui se souvient du temps pas si lointain où les dirigeants français devaient aller à Bruxelles demander piteusement des « réajustements » de parités, en obtenant des Allemands qu'ils réévaluent pour avoir à éviter de prononcer le mot de dévaluation ? M. Balladur probablement.

Comment, si la France n'avait pas rétabli sa crédibilité, aurait-elle pu faire avancer la marche vers l'Union économique et monétaire de l'Europe ? La création du SME a permis de renforcer la convergence des économies et d'éviter les effets pervers de la volatilité des changes. Chacun reconnaît aujourd'hui l'inconvénient du flottement des monnaies : tentation du chacun pour soi, incertitude, relâchement des disciplines économiques et monétaires...

Il est vrai que l'unification allemande et la récession en Europe ont créé de fortes tensions. Mais serait-il pour autant raisonnable de régresser gravement pour tenter d'obtenir les prétendus dividendes de l'expérience anglaise ? Tous les experts soulignent que la légère reprise de l'économie anglaise n'est pas imputable à la sortie de la livre du SME, qu'elle n'est pas surprenante dès lors qu'elle survient après une récession plus longue et plus forte que dans les autres pays européens.

Les responsabilités françaises

Sait-on d'ailleurs aujourd'hui que les taux courts anglais sont seulement inférieurs de 0,3 point aux taux hollandais et que les taux à long terme – ceux qui financent l'investissement – y sont nettement plus élevés qu'en France ? Sait-on que, si la France avait le même niveau de déficits publics que l'Angleterre en proportion de son PIB (produit intérieur brut), cela représenterait un trou de plus *de 600 milliards de francs ?* Sait-on que le déficit extérieur anglais s'est fortement creusé ? Croit-on raisonnablement qu'une dévaluation du franc aiderait au développement des exportations quand la principale cause de leur ralentissement provient de la chute de la demande européenne ? Peut-on enfin raisonnablement mettre en balance la possibilité (à démontrer) d'une baisse plus rapide des taux d'intérêt avec les conséquences qu'aurait sur la croissance une grave crise de confiance sur l'avenir de l'Europe ?

C'est peu de dire que la Bundesbank porte la responsabilité du déclenchement de la crise du 29 juillet. N'y revenons pas. On ne saurait non plus en faire un bouc émissaire. Depuis avril dernier, la banque centrale allemande a abaissé significativement ses taux directeurs, ce qui avait permis à la France de baisser très sensiblement les siens. Tout indique que cette politique, pour prudente qu'elle soit, se poursuivra dans les prochains mois. Mais la France ne peut pas esquiver ses propres responsabilités. En faisant reposer toute sa stratégie économique sur une baisse forte et rapide des taux, le gouvernement a entretenu un doute sur sa volonté d'accorder la priorité à la préservation de la valeur de la monnaie. La convocation adjudantesque des Allemands par Edmond Alphandéry témoigne de cette fébrilité. On notera au passage qu'il est cocasse qu'un ministre de l'économie qui voudrait accorder son indépendance à la Banque de France s'exprime de manière aussi volontariste sur les taux d'intérêt.

La plus ou moins franche opposition d'une partie de la majorité sur les choix monétaires du gouvernement a aussi pesé lourd dans la perception des marchés sur sa volonté de défendre le franc. Le discours anti-européen du président *de l'Assemblée nationale, le* soutien « par devoir » de Jacques Chirac, et, plus graves, les déclarations d'Alain Madelin, il y a encore quelques semaines, préconisant le flottement du franc devant les représentants de banques anglo-saxonnes : tout cela a pesé. A-t-on exploité tous les moyens pour préserver le lien initial entre le franc et le mark ? N'aurait-on pas pu mettre au point une opération concertée de baisse des taux en Allemagne et de hausse provisoire en France ? L'a-t-on même envisagée ? N'était-il pas dangereux, en pleine crise de change, d'exclure publiquement toute augmentation du taux des appels d'offres de la Banque de France ? Tout cela, c'est le passé. Comment toutefois ne pas se souvenir que Pierre Bérégovoy et son gouvernement avaient tenu, face à pareille crise dans une situation politique beaucoup plus difficile, et dans un contexte financier qui ne l'était pas moins puisque ni les taux allemands ni les taux français n'avaient encore baissé en septembre dernier.

Deux voies possibles

Ce qui importe maintenant, c'est l'avenir. Tout va dépendre de la manière dont le flottement du franc sera géré. Cela va requérir beaucoup de doigté et de détermination. Ce sera également un test de la volonté du gouvernement de rétablir rapidement un SME fort et crédible.

Deux voies sont possibles. Soit la baisse rapide des taux : la crédibilité du franc s'en ressentira, la parité franc-mark en pâtira. C'est la stratégie anglaise de dévaluation compétitive. Elle éloignerait la perspective de la construction européenne. Soit le maintien de la stabilité franc-mark à un niveau proche des cours actuels. C'est la meilleure voie, mais c'est aussi la plus difficile. Il faut mener alors une politique très prudente en matière de taux d'intérêt.

Le verrou du SME a sauté, les énergies vont se libérer. Hommes politiques, industriels et banquiers vont expliquer, parfois en se déjugeant, qu'il faut profiter de la bonne aubaine. Jacques Chirac, comme toujours, a été parmi les plus rapides. Mais Laurent Fabius n'a pas été mieux inspiré.

La France ne sortira de la crise économique ni par la facilité ni par le désordre monétaire. Plus de facilité, ce serait à coup sûr plus d'efforts demain. Hélas, la tentation va être forte. Comme si l'absence de Pierre Bérégovoy permettait à certains d'éprouver aujourd'hui un lâche soulagement...

► Jean-Claude Lefranc est le pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

Franc fort ou franc faible : un faux dilemme

par Florin Aftalion

LA campagne référendaire sur le traité de Maastricht a révélé la nouvelle fracture qui divise le monde politique français. A gauche comme à droite se retrouvent d'un côté les partisans de la poursuite de la politique dite du franc fort et de l'autre côté ceux de son abandon au profit d'une action prioritaire en faveur de l'emploi. Malheureusement, les uns se trompent en ignorant le pouvoir destructif des taux d'intérêt anormalement élevés, les autres en s'imaginant que l'inflation peut guérir le chômage.

Depuis la fin du système de Bretton-Woods et les tentatives d'abord malheureuses puis réussies avec la création du système monétaire européen (SME) de lier le franc au mark, la monnaie allemande exerce une véritable fascination sur les dirigeants politiques français. Qualifiée de « forte », elle est supposée refléter le dynamisme de l'économie d'outre-Rhin et constituer un instrument de domination et de pouvoir. De telles conceptions accordent à la monnaie des vertus qu'elle ne peut avoir et ignorent les avantages qu'il est possible d'attendre d'une politique monétaire correctement conduite.

Le mark actuel a été créé en 1948 pour remplacer un Reichsmark totalement dévalué. Sa gestion a été confiée à la Bank deutscher Lander, devenue Bundesbank en 1957. L'une comme l'autre de ces institutions ont reçu comme mission prioritaire le maintien de la stabilité des prix. Cette mission, elles l'ont remplie avec succès contre vents et marées et, en particulier, en refusant des baisses des taux d'intérêt même sous la pression de chefs de gouvernement aussi prestigieux que les chanceliers Adenauer ou Schmidt. De l'intransigeance de la banque centrale allemande a résulté une tradition d'indépendance que ses seuls statuts ne suffisaient pas à garantir. Sa réputation la sert maintenant, car les opérateurs financiers, assurés que la politique monétaire allemande ne sera pas infléchie, n'hésitent pas à prendre des positions en marks en ne réclamant aucune prime de risque aux rémunérations qu'ils attendent de leurs placements.

Le problème chronique de l'inflation française a pu être résolu par l'adhésion au SME, la stabilité du taux de change franc-mark imposant une politique monétaire calquée sur celle de nos partenaires. Il aurait également pu l'être autrement si la mission de maintenir la stabilité des prix avait été confiée à une Banque de France indépendante et dotée des structures et des incitations adéquates. *La voie qui a été choisie a eu* comme mérite essentiel la réduction de l'inflation dans l'Hexagone à un niveau qui est parmi les plus bas au monde. Mais elle n'a pas établi une institution monétaire crédible à terme et, surtout, elle a nécessité que le franc subisse en les amplifiant les mouvements du loyer de l'argent allemand.

Or les conditions de la réunification et les fortes augmentations de salaires obtenues par les syndicats allemands ont produit un choc inflationniste. Ce dernier ayant entraîné une forte augmentation de la demande de monnaie, la Bundesbank se devait d'en contrôler la croissance au moyen de taux d'intérêt élevés. Les conséquences pour la France furent des taux nominaux encore plus élevés que les taux allemands (à cause des primes de risque mentionnées plus haut) et des taux réels stratosphé*riques, uniques dans l'Histoire. Ces* conditions aberrantes ont provoqué une récession d'une rare sévérité.

Bien entendu, un faible rythme de croissance réelle et une constante montée du chômage sont constatés depuis le premier choc pétrolier et doivent certainement être attribués à des causes structurelles. Mais la politique monétaire super-restrictive imposée par le maintien d'une parité franc-mark quasi fixe a débouché sur une aggravation aiguë de la crise.

La politique minimale

Il est tentant de vouloir sortir de *cette crise par un revirement à* cent quatre-vingt degrés, c'est-à-dire par l'instauration de taux d'intérêt aussi bas demain qu'ils ont été élevés hier. Malheureusement, ceux qui prônent de telles solutions prennent comme référence des théories économiques erronées et oublient d'observer les faits. Les événements des années 70 ont amplement démontré que les taux d'intérêt réels *négatifs ne sont pas des facteurs* de croissance et que l'expansion monétaire rapide ne relance que l'inflation. Et une fois celle-ci établie, elle dérègle les rouages économiques et ne peut être éradiquée qu'au prix d'une nouvelle cure d'austérité.

L'erreur commise a consisté à rigidifier le SME en refusant les réajustements périodiques rendus nécessaires par les divergences économiques des pays membres et particulièrement par celle de l'Allemagne suite à sa réunification. Pour la réparer tout en gardant l'acquis de la stabilité des prix, deux changements institutionnels sont indispensables. L'un concerne le SME qu'il faut abandonner, de même que tout le calendrier prévu par les accords de Maastricht pour l'établissement de la monnaie unique.

L'autre regarde l'institution d'une Banque de France indépendante qui apprenne à mettre en œuvre une croissance monétaire régulière sans se repérer sur le taux de change franc-mark. Avec le temps, elle acquerrait ainsi la crédibilité qui fait aujourd'hui la force de la Bundesbank, le franc devenant véritablement une monnaie forte. Dans l'immédiat, des obstacles politiques, sans parler du récent arrêt du Conseil constitutionnel interdisant le dessaisissement par le gouvernement de ses compétences monétaires, empêchent l'adoption de ces réformes.

La politique minimale consisterait néanmoins à imposer rapidement des taux à court terme bas, mais compatibles avec une croissance régulière de l'ordre de 5 % *par an pour l'agrégat M2. Il est* probable qu'un décrochage des taux de l'ordre de 3 % provoquerait une dépréciation brutale du franc, mais qui serait suivie par un retour progressif vers un cours compatible avec la parité des pouvoirs d'achat. C'est la voie étroite qu'il faudra suivre entre la crise et l'inflation sans accepter aucun de ces fléaux.

► Florin Aftalion est professeur à l'ESSEC (Paris).

□ **Automobile : nouvelle rencontre CEE-Japon début septembre à Tokyo.** – Une nouvelle rencontre *entre les représentants du Japon* et de la Communauté européenne est prévue le 2 ou 3 septembre, à Tokyo, pour discuter d'une réduction supplémentaire des exportations de voitures nippones vers la CEE en 1993. En avril, le Japon avait accepté de réduire de 9,4 % ses exportations en prévision d'une baisse du marché automobile de 6,5 % sur l'année. En juillet, l'idée d'un recul supplémentaire avait été *évoquée lors d'une* rencontre à Bruxelles, mais les estimations divergeaient. Les Japonais parlaient d'un tassement de 10 % à 11 % du marché et les Européens de 15 à 16 %.

□ **John Major annonce des économies dans les dépenses sociales.** – Estimant que les dépenses du secteur social *« augmentent trop vite »*, le premier ministre britannique, John Major, s'est prononcé, dimanche 8 août, en faveur de *« décisions dures »* dans ce domaine, sans en préciser la teneur. *« Nous devons nous assurer*, a déclaré M. Major, *que ceux qui en ont vraiment besoin reçoivent toute l'aide nécessaire, mais nous devons également être sûrs que l'argent des contribuables n'est pas distribué à ceux qui n'en ont pas besoin. »* *En juin, le premier ministre avait* annoncé qu'il envisageait de diminuer le nombre des bénéficiaires des allocations d'invalidité qui, selon lui, avait anormalement triplé au cours des treize dernières années.

□ **Les bateliers néerlandais suspendent leur mouvement de protestation.** – Lors d'un vote intervenu, samedi 7 août, à Rotterdam, les bateliers néerlandais, en grève depuis six semaines, ont décidé à 70 % de suspendre leur action pendant trois mois (*le Monde* du 26 juillet). Ainsi s'ouvrent à nouveau les négociations avec le ministère du transport qui avaient achoppé il y a deux semaines. Ces dernières années, les armateurs ont proposé des marchandises, notamment le charbon et le phosphate, en dehors des Bourses d'affrètement, pratique qui a été à *l'origine des grèves des bateliers* qui demandent une réglementation plus stricte du système de « tour de rôle », chaque transporteur prenant à son tour les marchandises disponibles. – *(Corresp.)*

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Après le limogeage du président de Kodak

Les « Zorros du cash-flow »

NEW-YORK

de notre correspondant

Être patron d'une grande entreprise aux Etats-Unis est de moins en moins une sinécure. Non seulement il faut désormais justifier son – mirobolant – salaire vis-à-vis d'actionnaires irascibles (1), mais aussi défendre sa gestion auprès des autres membres du conseil d'administration. Et tout particulièrement auprès de ce comité de « directeurs extérieurs » constitué au sein du *board* dans la plupart des grands groupes américains, théoriquement pour « épauler » le PDG de l'entreprise dans la conduite de ses affaires, en réalité pour l'aider à rédiger sa lettre de démission lorsque les résultats de l'entreprise ne sont plus à la hauteur des espérances de Wall Street.

Après avoir limogé, avec plus ou moins de ménagements selon le cas, les patrons de General Motors, d'IBM, d'American Express et de Westinghouse, pour ne citer que quelques exemples parmi les plus marquants, ces *« Zorros du cash-flow »* viennent de couper la tête du patron d'Eastman Kodak, Kay R. Whitmor, coupable de n'avoir réagi ni assez vite ni de façon assez drastique aux maux dont souffre l'entreprise (*le Monde* daté 8-9 août).

A la différence des groupes précédemment cités, le numéro un mondial de la photographie n'affiche pas des pertes abyssales à répétition. Au premier trimestre, Kodak a, certes, subi un déficit de 1,88 milliard de dollars (11 milliards de francs environ), mais le groupe a regagné 371 millions de dollars au cours des trois mois suivants. Bon an, mal an, l'entreprise gagne un peu plus de 1 milliard de dollars sur un chiffre d'affaires d'une vingtaine de milliards.

« Insuffisant », fulminent toutefois les investisseurs institutionnels qui, de grande entreprise en transnationale, ont entrepris la chasse au « gaspi » et la réhabilitation du profit maximal. La rentabilité de 5 % en moyenne enregistrée par Kodak au cours des dernières années peut être aisément doublée, assurent-ils. Pour peu que la direction prenne les mesures énergiques qui s'imposent.

Décupler les licenciements

Kay Whitmore s'y était d'abord employé. A sa façon. Avec la méthode consensuelle et méthodique à laquelle s'étaient habitués les quelque 130 000 salariés du groupe (à l'échelon mondial) depuis que cet ancien employé de la division des films photographiques, entré dans l'entreprise en 1957, avait été nommé à la présidence de « Big Yellow » en juin 1991.

Conscient de la nécessité de réorganiser les activités du groupe, notamment au regard de la vive concurrence que lui livre le japonais Fuji, y compris sur le marché américain, M. Whitmore avait engagé au mois de janvier Chris Steffen, un as de la finance qui avait fait ses preuves chez Chrysler et chez Honeywell, deux entreprises longtemps marquées au fer rouge. Dans le même temps, pour preuve de sa bonne volonté, le PDG de Kodak annonçait 2 000 licenciements, les premiers de cette importance auxquels la société ait jamais procédé.

Mais cette médication à dose homéopathique ne convenait guère à l'énergique Steffen, lequel préconisait au moins dix fois plus de suppressions d'emplois et d'importantes cessions d'actifs. Au bout de trois mois, le divorce était consommé entre les deux dirigeants, et Chris Steffen claquait la porte en avril. Au grand dam des analystes, pour lesquels *« c'était la mauvaise personne qui avait démissionné »*. Soumis à la continuelle pression des boursiers et d'une partie de son conseil d'administration qui lui reprochaient son manque d'énergie, Kay Whitmore annonçait à la mi-juin la séparation de l'entreprise de ses activités chimiques, désormais confiées à une entreprise indépendante. *« Insuffisant ! »*, ont continué à dire les « directeurs extérieurs ». Un mois plus tard, le PDG de Kodak était de nouveau soumis à la question, cette fois par un aréopage d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels les représentants de l'important groupe Fidelity qui exigeaient *« au moins »* 20 000 licenciements.

Tout en se disant prêt à faire des sacrifices, M. Whitmore avait refusé de s'engager plus avant sur les suppressions de postes à opérer. Son sort était scellé. Après avoir reçu les félicitations d'usage pour le formidable travail accompli pendant sa présidence, le président de Kodak, âgé de soixante et un ans et dont le salaire a atteint le million de dollars en 1992, a été informé qu'il n'était pas nécéssaire qu'il se donne trop de peine pour se chercher un successeur. Le comité des « directeurs extérieurs » allait se charger de cette tâche. En commençant par prospecter, en priorité, à l'extérieur de Kodak.

SERGE MARTI

(1) La commission boursière américaine a adopté, le 6 août, les nouvelles dispositions qui obligent les entreprises américaines à expliquer dans le détail la façon dont elles rémunèrent leurs dirigeants.

Aux Etats-Unis

Nouvelles réductions des dépenses publiques à l'automne et création d'une taxe sur les cigarettes

Le secrétaire américain au Trésor a déclaré, dimanche 8 août, qu'il « ne prévoyait pas pour le moment » de remontée des taux d'intérêt à long terme. Interrogé par la chaîne de télévision CBS, Lloyd Bentsen s'est félicité que ces taux soient tombés *« à leur plus bas niveau depuis une vingtaine d'années »*, les marchés financiers ayant anticipé selon lui la réussite du programme de réduction du déficit budgétaire proposé par Bill Clinton et adopté, vendredi 6 août, par le Congrès (*le Monde* daté 8-9 août).

M. Bentsen est allé à l'encontre des prévisions de la plupart des analystes en affirmant que le programme Clinton entraînerait *« une montée en puissance progressive »* de l'économie américaine. *« Je ne pense pas que nous assisterons à une baisse »* de la croissance, a-t-il déclaré en expliquant que le bas niveau des taux d'intérêt constituait *« un réel stimulant pour l'économie »*.

L'administration Clinton proposera à l'automne des réductions des dépenses publiques. Ces coupes sont de 255 milliards de dollars sur cinq ans.

Evoquant la réforme du système de santé, M. Bentsen a indiqué que, dans le système proposé en septembre, les employeurs continueront pour l'essentiel à financer la couverture médicale de leurs employés, mais que *« des subventions »* seront prévues en faveur des petites et moyennes entreprises. Pour financer l'extension de la couverture médicale à tous les Américains, l'administration envisage la création d'une *« taxe sur les cigarettes »*. – *(AFP.)*

SOCIAL

La controverse sur l'ouverture dominicale des magasins

Dimanche tranquille chez Virgin

Dimanche 8 août, Virgin Megastore a ouvert ses portes, aux Champs-Elysées à Paris, malgré l'interdiction qui le frappe. Ambiance bon enfant, mais la bataille juridique n'est pas terminée.

Parisiens, banlieusards, provinciaux, étrangers : les clients se sont pressés nombreux dans le magasin de Virgin sur les Champs-Elysées, toutes portes ouvertes dimanche 8 août malgré l'interdiction et l'astreinte de 1 million de francs qui le frappent.

Avant même l'heure d'ouverture, ils s'étaient massés sur le trottoir ensoleillé de l'avenue. Dans l'après-midi, il y avait foule dans les rayons et la queue s'allongeait devant la caisse, au pied du magnifique escalier (le bâtiment abritait autrefois le siège de la Citibank). L'atmosphère était bon enfant : des familles au grand complet, quelques personnes âgées, des couples « BCBG » côtoyaient les très jeunes, traditionnels clients de la chaîne. Très présent mais affable, le personnel du service de sécurité et de l'accueil arborait des T-shirts blancs sur lesquels on pouvait lire, en noir *« Je vote oui à l'ouverture de Virgin le dimanche »*. Proposés à 44 F pièce – *« le prix coûtant »*, soulignait une affichette, – il s'en vendait une quarantaine par demi-heure.

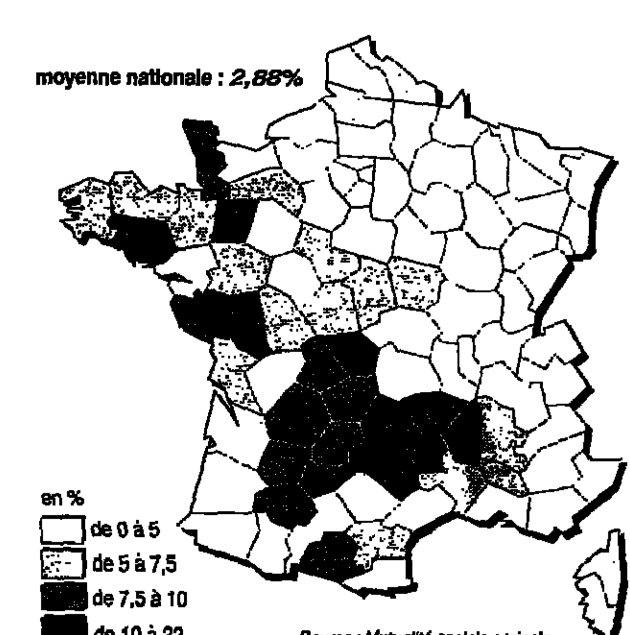
Certains clients s'arrêtaient pour signer la pétition de soutien à la direction, accompagnant parfois leur paraphe d'un commentaire plus ou moins long selon l'inspiration. Ces papiers étaient ensuite glissés dans deux urnes transparentes. Pourquoi étaient-ils là ? *« Pour manifester mon soutien à Virgin »*, affirmait ce père de famille accompagné de ses deux fils. *« Parce que j'ai lu que c'était le dernier dimanche »*, expliquait cette jeune Japonaise, à Paris depuis six mois. *« Pour profiter du choix offert par le magasin »*, affirmait cet Italien qui ne passait que deux jours dans la capitale et devait travailler lundi. *« Parce que ça s'est présenté comme ça »*, assurait une mère. *« Nous venons tous les week-ends »*, déclarait, plus convaincue, une très jeune habitante de Saint-Ouen, faisant écho à un client : *« Vous savez, le dimanche, on ne sait pas quoi faire. »*

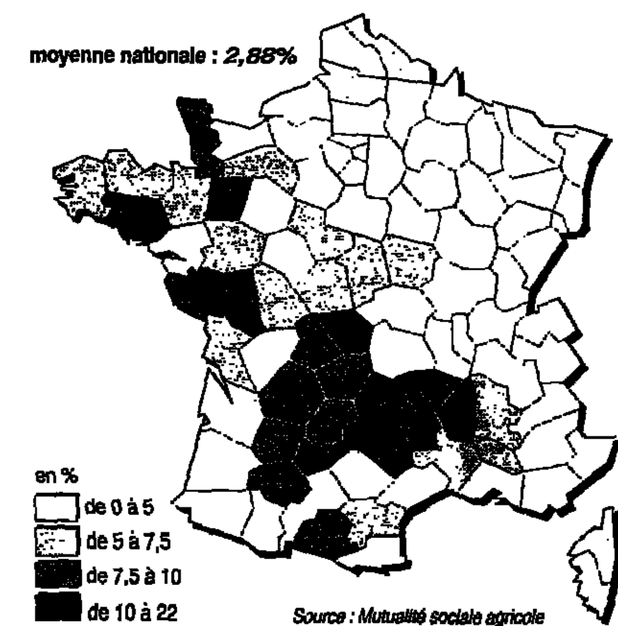
Accaparé par les journalistes, le patron de Virgin France, Patrick Zelnik, indiquait qu'il n'avait reçu aucun signe de vie du ministère du travail auprès duquel il a déposé un recours après l'interdiction du préfet de Paris. Désireux de conserver un caractère *« sympathique »* à la *« fronde »* menée par son groupe, il indiquait qu'il arrêterait dans les jours prochains son attitude pour les dimanches suivants.

Son choix de passer outre aux décisions de justice risque en tout cas de lui coûter fort cher : dans un communiqué, la CFDT indiquait que, dès ce lundi, elle allait demander la liquidation (le paiement) de l'astreinte, ce qui suppose une nouvelle audience, et qu'elle se porterait partie civile dans la procédure pour non-respect du repos dominical engagée parallèlement par l'inspection du travail. Cette seconde procédure, distincte de celle diligentée par les syndicats, est de la compétence du tribunal de police. Elle est susceptible de se traduire par une amende, exigible cette fois par le Trésor public (*le Monde* du 7 août).

FRANÇOISE VAYSSE

Forte progression du RMI parmi les salariés agricoles





Avec 16 600 allocataires recensés fin décembre 1992, le nombre de bénéficiaires du RMI inscrits au régime agricole a augmenté de 12 % en un an, selon une enquête de la Mutualité sociale agricole rendue publique mercredi 21 juillet. Cette progression apparaît toutefois plus forte chez les salariés agricoles (+ 17,3 %) et moindre chez les exploitants (+ 7,3 %). Tandis que les exploitants RMistes se concentrent dans la Haute-Loire et les Deux-Sèvres, les allocataires salariés sont les plus nombreux dans le Gard, l'Hérault et la Gironde.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Chômage : 3 492 000 sans-emploi en juillet.** – Le nombre des chômeurs a atteint 2 325 500 en juillet dans la partie ouest de l'Allemagne, soit 7,5 % de la population active contre 7,3 % en juin et 6,7 % en juillet 1992. Dans la partie est, 1 166 500 personnes sont au chômage, soit 15,3 % de la population active contre 14,4 % en juin. Au total, sur l'ensemble de l'Allemagne, le nombre des chômeurs atteignait en juillet 3 492 000.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 août ⬇ Prises de bénéfice

Après avoir battu vendredi son record vieux de trois ans et culminé à 2 149,83 points, l'indice CAC 40 connaissait un mouvement de baisse lundi dès les premiers échanges. La progression de 7,5 % des cours en l'espace de quinze jours, soit près de la moitié des gains depuis le début de l'année, appelait une pause. En repli de 0,41 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un recul 0,46 % à 2 139,94 points.

« On assiste à des prises de bénéfice dans un marché relativement actif » estimait un intervenant. Mais la baisse d'un quart de point du taux des prises en pension à vingt-quatre heures (9,75 % contre 10 %) était jugée trop modeste pour entraîner une nouvelle progression du marché.

Les gestionnaires présents tablent toujours sur une baisse des taux d'intérêt en France, mais se rendent compte désormais que cette détente ne sera pas aussi rapide que prévu. Au cours de cette séance, parmi les valeurs en hausse figuraient Scoa, Olipar, Bertrand Faure et Vallourec. En baisse on notait Radiotechnique et Christian Dior.

Le groupe américain de télécommunications ATT a indiqué qu'il entendait demander la radiation de Barphone (téléphonie) de la cote du second marché, à l'issue de l'offre publique d'achat (OPA) simplifiée qu'il lance à partir du 10 août sur cette société. ATT France, qui détient déjà 74,14 % du capital de Barphone, propose 145,80 francs par action. Ce prix valorise la PME française à 249 millions de francs.

La BNP, future privatisable, annonçait lundi son intention de proposer lors de sa prochaine assemblée générale la division par deux du nominal de son action et de son certificat d'investissement les ramenant de 50 francs à 25 francs.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

	30-7-93	6-8-93
Valeurs franç. à rev. variable	114,8	118
Valeurs industrielles	111,6	113,4
Valeurs étrangères	140,2	134,8
Pétroles-Energie	123,2	126,3
Chimie	100,2	99,9
Métallurgie, mécanique	118,1	122,5
Electricité, électronique	108,4	109,9
Bâtiment et matériaux	124,3	128,9
Ind. de consom. non alim.	110,1	112,8
Agroalimentaire	101,8	103,8
Distribution	119,5	124,4
Transports, loisirs, services	105,5	111
Assurances	134,1	142,3
Crédit bancaire	119,7	125,9
Sicomi	128,8	129
Immobilier et foncier	119,3	120,8
Investissement et portefeuille	127,7	129,8

Base 100 en 1949

Valeurs franç. à rev. variable	4 541,4	4 688
Valeurs étrangères	4 860,9	4 684

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. variable	665,3	637,6
Valeurs étrangères	656,8	630,5

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	30-7-93	6-08-93
Indice général	568,7	577,4
Produits de base	508,7	518,8
Construction	505,9	514,2
Biens d'équipement	293,9	304,8
Biens de consom. durables	560,8	578,5
Biens de consom. non durables	934,1	938,3
Biens de consom. alim.	866,5	884,8
Services	532,2	555,8
Sociétés financières	604,7	645,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	494,7	491
Valeurs industrielles	567 5	578,5

TOKYO, 9 août ⬆ Légère progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse lundi 9 août, le Nikkei gagnant 135,11 points, soit 0,7 %, pour terminer la séance à 20 493,05 points. La séance a été très calme, le volume des échanges revenant à 190 millions de titres contre 200 millions vendredi. Selon les analystes, l'activité devrait rester faible cette semaine en raison des congés. *« Beaucoup de gérants de portefeuilles sont en vacances et ceux qui restent préfèrent ne pas intervenir. »*

Cependant, les investisseurs présents ont été encouragés par la stabilisation de la situation politique au Japon. Le marché a généralement bien accueilli la composition du nouveau gouvernement du premier ministre Morihiro Hosokawa qui comprend d'anciens membres du Parti libéral démocrate (conservateur). Les cambistes ont toutefois estimé que cela n'a eu que peu d'influence sur la tendance.

VALEURS	Cours du 6 août	Cours du 9 août
Ajinomoto	1 340	1 360
Bridgestone	1 280	1 250
Canon	1 380	1 380
Fuji Bank	2 510	2 530
Honda Motors	1 370	1 380
Matsushita Electric	1 350	1 380
Mitsubishi Heavy	666	668
Sony Corp.	4 420	4 490
Toyota Motors	1 660	1 660

Conséquence de la baisse des revenus du pétrole

Privatisations dans le sultanat d'Oman

Le sultanat d'Oman a commencé à privatiser certaines institutions dans le but de relancer son économie, touchée par la baisse des prix du pétrole, ont indiqué le 5 août des responsables omanais. Le gouvernement a mis en vente ses parts dans la Compagnie d'assurances nationale et compte vendre ses actions dans d'autres entreprises de services et industrielles ainsi que dans des hôtels. *« Il est temps de commencer à absorber les liquidités et d'attirer les investissements locaux pour relancer l'économie du pays »*, a affirmé un responsable du conseil de développement, un organisme d'Etat. *« Ces mesures de privatisation donneront au secteur privé, dont le rôle est faible jusqu'à présent, une occasion d'assumer son rôle dans le développement »* du pays, a-t-il ajouté.

Selon le quotidien *Al-Ittihad*, publié dans les Emirats arabes unis, le gouvernement omanais compte également émettre des actions de la Compagnie nationale de ciment et les offrir à la vente au public, afin de porter le capital de la compagnie de 54,6 millions de dollars à 93,6 millions.

Citant des économistes à Mascate, le journal estime que les privatisations pourront injecter plus de 260 millions de dollars à la Bourse au cours des six prochains mois. Des économistes tablent sur le succès des privatisations à Oman, étant donné l'existence de liquidités abondantes dans le pays, l'absence de grandes possibilités d'investissements et la présence d'une Bourse des valeurs fondée en 1989.

L'économie du sultanat repose sur le pétrole, avec une production de quelque 700 000 barils par jour. Ses réserves pétrolières sont estimées à 4,5 milliards de barils. – *(AFP.)*

CHANGES

Dollar : 5,9540 F ⬆

Le dollar a clôturé en légère hausse lundi 9 août à Tokyo à 104,58 yens, gagnant 0,23 yen par rapport à la clôture de vendredi. A Paris, le dollar s'est légèrement redressé en milieu de journée à 5,9540 francs contre 5,9513 francs dans les échanges interbancaires de vendredi soir mais sans pour autant atteindre les 5,9620 francs cours inscrit le 6 août par la Banque de France.

FRANCFORT	6 août	9 août
Dollar (en DM)	1,7120	1,6980
TOKYO	**6 août**	**9 août**
Dollar (en yens)	104,35	104,58

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 août) .... 9 3/4 % - 10 %

BOURSES

	5 août	6 août
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	571,3	571,4
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 115,30	2 149,83

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	5 août	6 août
Industrielles	3 548,97	3 560,43

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	5 août	6 août
100 valeurs	2 943,40	2 969,8
30 valeurs	2 336,20	2 360,8
Mines d'or	218,5	100,39
Fonds d'Etat	99,97	203,4

FRANCFORT

	5 août	6 août
Dax	1 860,70	1 869,38

TOKYO

	6 août	9 août
Nikkei Dow Jones	20 357,94	20 493,05
Indice général	1 654,59	1 659,01

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,9495	5,9525	6,0245	6,0315
Yen (100)	5,6851	5,6908	5,7567	5,7675
Ecu	6,6803	6,6927	6,6881	6,7068
Deutschemark	3,5060	3,5090	3,5203	3,5261
Franc suisse	3,9584	3,9631	3,9934	4,0014
Lire italienne (1000)	3,7022	3,7065	3,6904	3,6994
Livre sterling	8,9000	8,9100	8,9518	8,9691
Peseta (100)	4,2496	4,2564	4,2159	4,2298

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3	3 1/8
Ecu	8 9/16	8 11/16	7 9/16	7 11/16	6 15/16	7 1/16
Deutschemark	6 1/2	6 5/8	6 7/16	6 9/16	6 5/16	6 1/2
Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	9 11/16	9 15/16	9 1/8	9 3/8	8 11/16	8 15/16
Livre sterling	5 7/8	6	5 3/4	5 7/8	5 5/8	5 3/4
Peseta (100)	11 1/8	12 1/8	10 5/8	11 5/8	10	10 3/4
Franc français	9 7/16	10	8	8 1/2	6 7/8	7 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 9 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : –0,62 % (2136,57)

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote (sélection)

Second marché (sélection)

Sicav (sélection) 6 août

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 06/08	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,9335	5,9620	5,75	6,25
Ecu	6,6515	6,6725	—	...
Allemagne (100 dm)	346,5900	346,2500	340	360
Belgique (100 F)	16,4840	16,4850	15,80	16,80
Pays-Bas (100 fl)	308,1400	309,6000	301	321
Italie (1000 lires)	3,6990	3,6955	3,55	4,05
Danemark (100 krd)	87,8300	87,0500	80	91
Irlande (1 iep)	8,3405	8,3645	8,05	8,80
Gde-Bretagne (1 L)	8,8825	8,8755	8,60	9,40
Grèce (100 drachmes)	2,4835	2,4980	2,89	3,09
Suisse (100 f)	393,4700	394,9700	385	405
Suède (100 krs)	74,0600	74,2800	69	78
Norvège (100 k)	80,3200	80,4300	76	85
Autriche (100 sch)	49,2850	49,4940	48,30	51,30
Espagne (100 pes)	4,2585	4,2615	4	4,60
Portugal (100 esc)	3,4250	3,4400	3,05	3,85
Canada (1 $ can)	4,6014	4,6153	4,45	4,90
Japon (100 yens)	5,6862	5,7026	5,52	5,82

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 06/08
Or fin (kilo en barre)	74200	72100
Or fin (en lingot)	75050	72450
Napoléon (20f)	424	401
Pièce Fr (10 f)	390	—
Pièce Suisse (20 f)	431	416
Pièce Latine (20 f)	415	416
Souverain	549	528
Pièce 20 dollars	2725	2735
Pièce 10 dollars	1450	1310
Pièce 5 dollars	735	—
Pièce 50 pesos	2780	2600
Pièce 10 florins	440	420

Matif (Marché à terme international de France)

6 août 1993

NOTIONNEL 10 % — Nombre de contrats estimés : 140 874			
Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	124,26	122,14	121,54
Précédent	123,92	121,60	121,12

CAC 40 A TERME — Volume : 19 166			
Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93
Dernier	2159	2171	—
Précédent	2131	2142,50	2153,50

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

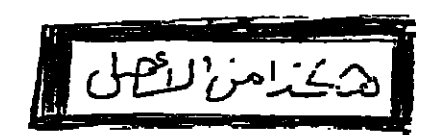
Lundi : Pourcentage de variation 31/12 Mardi : Montant du coupon
Mercredi : Date paiement dernier coupon Jeudi : Compensation
Vendredi : Quotités de négociation

ABREVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine – France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTPASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 – 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach. VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MQN 01 PP.Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______________ Prénom : ______________
Adresse : ______________
______________ Code postal : ______________
Localité : ______________ Pays : ______________

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Académie de l'île Saint-Louis : 21 h mar. Frédéric Pelassy (violon), Scott Sandmeier (direction). Vivaldi, Mozart.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Le Philharmonia de chambre de Paris : 18 h 30 21 h mer., jeu., ven., sam. Françoise Duffard (violon), Luc Assens (flûte), Dario Perez (violon, direction). Mozart, Pachelbel, Albinoni, Bach, Haydn Le Philharmonia de chambre de Paris : 18 h 30 21 h mar. Dario Perez (violon, direction). Pachelbel, Albinoni, Mozart, Bach.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble instrumental Sainte-Geneviève : 20 h 45 mer. Bell'Arte Singers de Toronto, Lee Willingham (direction). Requiem de Mozart Académie de l'île Saint-Louis : jusqu'au 19 août 1993. 20 h 45 jeu., ven., sam. Scott Sandmeier (direction). Pergolese, Bach Arnaud Belleger, Denis Contet : 17 h dim. ; 20 h 45 mar. Trompette, orgue. Bach, Monteverdi, Corelli, Vivaldi, Pergolese.

ORANGERIE DU PARC DE BAGATELLE. Ensemble Carl Stamitz : 21 h jeu. ; 16 h 30 sam. Ravel, Dahl, Messiaen.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fumet : 21 h mar., dim. Flûte. Bach, Telemann, Mozart, Paganini, Debussy Ensemble Ars Antiqua de Paris : 19 h 21 h jeu. Musique de temps de Saint-Louis, musique à la cour de Bourgogne Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27 août 1993. 19 h 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle Gabriel Fumet, Jean Galard : 21 h mar. Flûte, orgue. Bach, Albinoni, Telemann, Pachelbel, Mozart, Vivaldi Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4 septembre 1993. 19 h 21 h sam. Musique du Moyen Age, musique de l'âge d'or de la musique espagnole.

Périphérie

SCEAUX. ORANGERIE(46-60-07-79). Octuor de l'Orchestre philharmonique de Berlin : 17 h 30 sam. Brahms, Schubert. Dans le cadre du Festival de l'orangerie de Sceaux.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Stéphanie Crawford Quartet : 22 h 30 mer. ; KGB : 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Jean-Michel Pilc Trio : 22 h 30 dim. ; Jef Sicard Quartet : 22 h 30 lun.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Francis Lassus, Richard Bona, Sylvain Luc : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Nguyen Le, Francis Lassus, Richard Bona : 22 h 30 lun., mar.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Hal Singer : jusqu'au 17 août 1993. 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Gérard Marmet Quartet : 22 h 45 lun., mar. ; Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Willy Donni Quintet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Bert de Kort : 21 h 30 dim., lun., mar.

FRONT PAGE (42-36-98-69). Amar and the Alligators : jusqu'au 25 août 1993. 22 h 30 mer. ; Shakin Blues : 22 h 30 ven. ; Blues Maniacs : jusqu'au 14 août 1993. 22 h 30 sam. ; House Band ; jusqu'au 29 août 1993. 22 h 30 dim. ; Acid Hawai : 22 h 30 lun. ; Frank Ash : 22 h 30 mar. ; Blues Acoustic Night : jusqu'au 12 août 1993. 22 h 30 jeu.

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Jeffery Smith & the Carl Schlosser Quartet : jusqu'au 21 août 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Franck Jaccard Trio : 22 h 30 jeu., ven.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gélineau Trio : 21 h jeu. ; Michel Mardignan Clarinette Connection : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Fabrice Eulry : 21 h lun.

LE MONTANA (45-48-93-08). Benoît Ducoin Trio : 22 h 30 mer. ; Rahcerson Trio : 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Chris Henderson Band : jusqu'au 26 septembre 1993. 22 h 30 dim. ; René Urtreger Trio : jusqu'au 31 août 1993. 22 h 30 lun., mar.

LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Pascale Tardif, François Despres : 21 h mer., jeu., ven. Chant, piano ; Manu le Prince et Jean-Yves Candela : jusqu'au 28 août 1993. 21 h sam., dim., lun., mar. Chant, piano.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Nina : 21 h mer. ; Yana Purim : 21 h jeu. ; Djoa : 21 h ven. ; Rhoda Scott : 21 h mar.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Bert de Kort : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Gene Mighty Flea Conners : 22 h mar.

Périphérie

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-16). Fabien Ruiz Quartet : 21 h mer., jeu. ; Don Schikler Quartet : 21 h ven., sam. ; Sean Gourley Quartet : 21 h lun., mar. ; Césarius Alvim Piano Solo : jusqu'au 29 août 1993. 21 h dim.

MUSIQUES DU MONDE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Air de Paris : jusqu'au 11 septembre 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. Avec Lou Volt, Marie-Line, Bonbon (mise en scène).

LE BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Tiens bon! : jusqu'au 2 septembre 1993. 21 h mer., jeu., dim., mar. Spectacle musical de Samuel Légitimus.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Deux blondes et un piano : jusqu'au 31 août 1993. 19 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. ; 15 h dim. Spectacle d'opérettes et de chansons. Avec Andréa Goust et Anne Bernanonse, Marc Séclin (mise en scène).

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (40-44-64-78). Véronique Bouet : 15 h 30 dim.

PARIS EN VISITES

MARDI 10 AOÛT

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30, parvis du musée, sous l'éléphant (P.-Y. Jaslet).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (M.-C. Lasnier).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 h 15, 15 h 30 et 18 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les fastes du Second Empire à l'Opéra Garnier » (limité à trente personnes). 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lulli (Monuments historiques).

« Très riches hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Une place royale, la place Dauphine et le Pont-Neuf : Henri IV et l'urbanisme », 15 heures, statue de Henri IV, sur le Pont-Neuf (Monuments historiques).

« Hôtels et jardins du sud du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Autour de Saint-Julien-le-Pauvre, naissance de l'université », 15 heures, angle de la rue Galande et de la rue des Anglais (Sauvegarde du Paris historique).

« La vie des grandes familles et la vie mondaine parmi les morts du cimetière de Passy », 15 heures, entrée du cimetière, 2, rue du Commandant-Schloesing (Paris et son histoire).

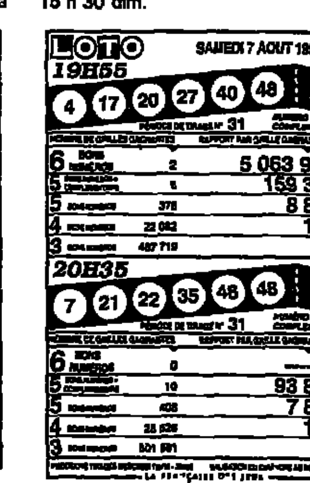
LOTO SPORTIF N° 32
RESULTATS OFFICIELS

13	4	542 831 F
12	61	20 894 F
11	1 092	1 611 F

7

MATCHS DU JOUR

MARSEILLE	LE HAVRE	2 409	81 F
STRASBOURG	P.S.G.	4 148	35 F
ST-ETIENNE	MONACO	3 646	49 F


LOTO SAMEDI 7 AOUT 1993

19H55 : 4 17 20 27 40 48 — 41

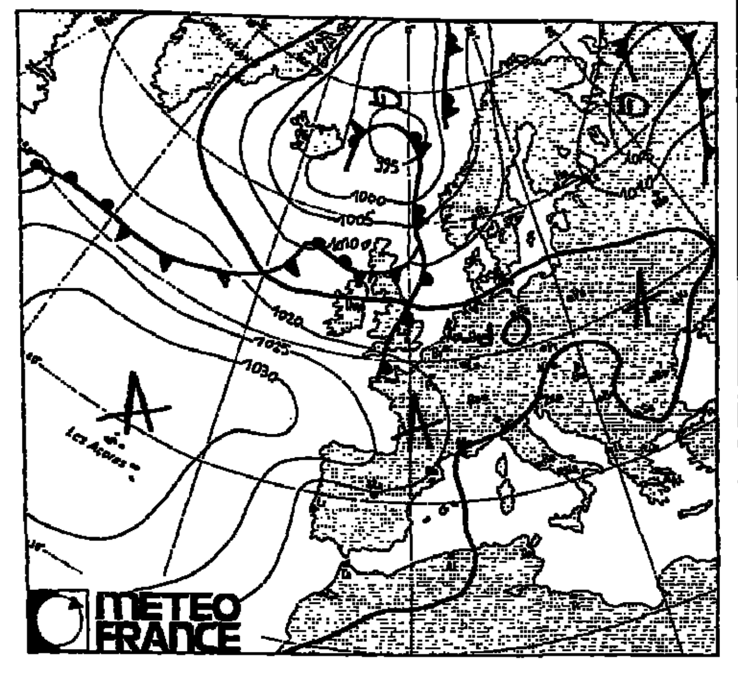
6	2	5 063 995 F
5 + compl.	6	159 300 F
5	378	8 870 F
4	22 082	195 F
3	487 719	18 F

20H35 : 7 21 22 35 46 48 — 37

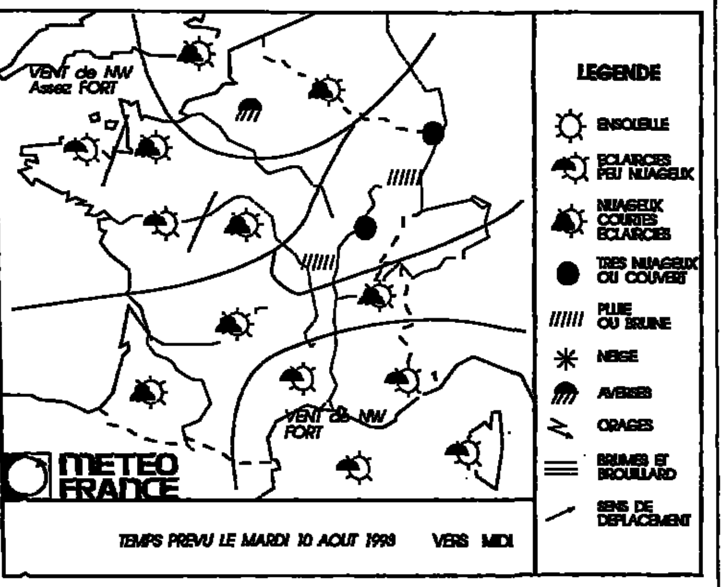
6	0	—
5 + compl.	10	93 830 F
5	408	7 870 F
4	25 526	161 F
3	501 981	16 F

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 AOÛT A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 AOÛT 1993

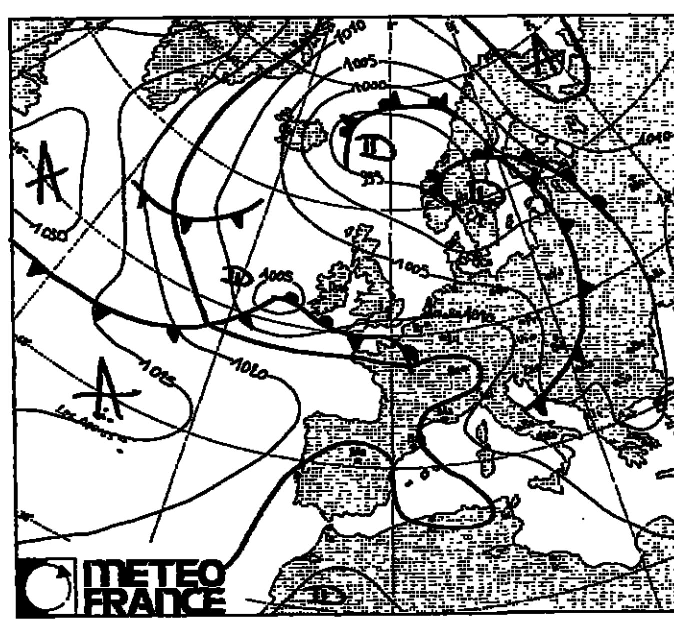


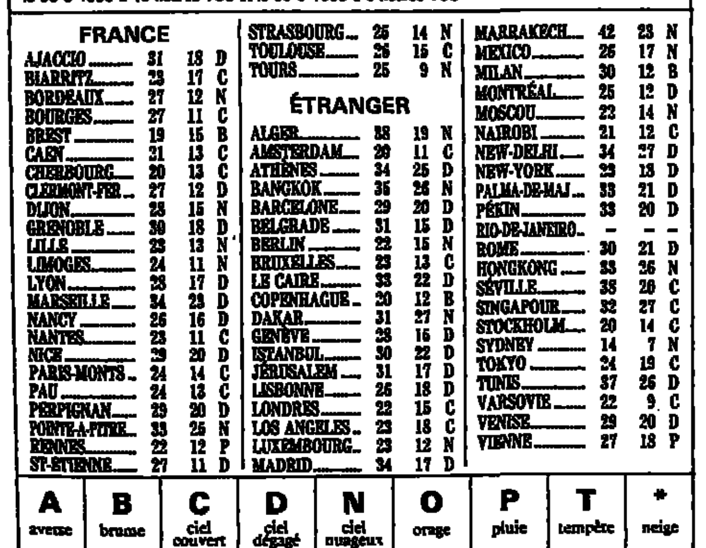
Mardi : soleil et vent près de la Méditerranée, nuages ailleurs, accompagnés de pluies sur le Nord-Est. – Le matin, les nuages seront nombreux sur une grande partie du pays et donneront de la pluie sur un grand quart nord-est. Seule exception : le Midi méditerranéen et la Corse où le soleil brillera généreusement sous un vent de nord-ouest fort qui soufflera en rafales jusqu'à 70 km/h. En journée, le temps gris et pluvieux persistera de la région lyonnaise au Jura et à l'Alsace. Ailleurs, des éclaircies réapparaîtront, mais elles pourront être entrecoupées de quelques averses sur les régions situées au nord de la Seine. Le vent de nord-ouest soufflera jusqu'à 50 km/h en rafales près des côtes de la Manche. En soirée, de nouveaux nuages viendront masquer le ciel de la Bretagne, de la Normandie et des pays de Loire.

Les températures matinales varieront entre 11 degrés à 14 degrés sur la moitié nord du pays, 15 degrés à 17 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 20 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 18 degrés à 20 degrés près de la Manche, 20 degrés à 22 degrés sur la moitié nord et 23 degrés à 26 degrés sur la moitié sud jusqu'à 27 degrés à 30 degrés sur le Midi.

PRÉVISIONS POUR LE 11 AOÛT 1993 A 0 HEURE TUC





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 09-8-1993

Valeurs extrêmes relevées entre le 08-8-1993 à 18 heures TUC et le 09-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	31	18	D
BIARRITZ	23	17	C
BORDEAUX	27	12	N
BOURGES	27	11	C
BREST	19	15	B
CAEN	21	13	C
CHERBOURG	20	13	C
CLERMONT-FER	27	12	D
DIJON	28	15	N
GRENOBLE	30	18	D
LILLE	23	13	N
LIMOGES	24	11	N
LYON	28	17	D
MARSEILLE	34	23	D
NANCY	26	16	D
NANTES	23	11	C
NICE	29	20	D
PARIS-MONTS	24	14	C
PAU	24	13	C
PERPIGNAN	29	20	D
POINTE-A-PITRE	33	25	N
RENNES	22	12	P
ST-ETIENNE	27	11	D
STRASBOURG	25	14	N
TOULOUSE	26	15	C
TOURS	25	9	N
ÉTRANGER			
ALGER	38	19	N
AMSTERDAM	20	11	C
ATHÈNES	34	25	D
BANGKOK	35	26	N
BARCELONE	29	20	D
BELGRADE	31	15	D
BERLIN	22	15	N
BRUXELLES	23	13	C
LE CAIRE	33	22	D
COPENHAGUE	20	12	B
DAKAR	31	27	N
GENÈVE	28	16	D
ISTANBUL	30	22	D
JÉRUSALEM	31	17	D
LISBONNE	26	18	D
LONDRES	22	15	C
LOS ANGELES	23	18	C
LUXEMBOURG	23	12	N
MADRID	34	17	D
MARRAKECH	42	23	N
MEXICO	26	17	N
MILAN	30	12	B
MONTRÉAL	25	12	D
MOSCOU	23	14	N
NAIROBI	21	12	C
NEW-DELHI	34	27	D
NEW-YORK	23	18	D
PALMA-DE-MAJ	33	21	D
PÉKIN	33	20	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	30	21	D
HONGKONG	33	26	N
SÉVILLE	35	20	C
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	20	14	C
SYDNEY	14	7	N
TOKYO	24	19	C
TUNIS	37	26	D
VARSOVIE	22	9	C
VENISE	29	20	D
VIENNE	27	18	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Extrême componction

NAGUÈRE, un présentateur fut banni du journal télévisé pour avoir évoqué un *« royaume d'opérette »* alors qu'un deuil frappait Monaco. La remarque était peu diplomatique. Elle entraîna la disgrâce. Aucun commentateur ne s'aviserait aujourd'hui d'imiter Bernard Langlois dans la critique, même timide, de certains côtés surannés de la monarchie. Ce n'est pas seulement que tout sépare Monaco de la Belgique : l'histoire, la taille, et l'Hexagone. Ni même parce que l'émotion de tout un peuple, émergeant des témoignages accumulés, débordant des rangs serrés des foules, alla parfois jusqu'à envahir l'écran. C'est plutôt parce que l'irrespect des puissants, à plus forte raison quand ils redeviennent mortels, est en quelque sorte un crime de lèse-télévision, une faute cathodique.

Le petit écran magnifie les grands, encore plus défunts que vivants. Il ne badine pas avec les morts quand ils ne sont pas ses fictions. Le risque, alors, de telles célébrations est de tomber dans l'extrême componction. Samedi, nos deux premières chaînes ne l'ont pas complètement évité. Elles communiaient dans l'Eurovision – puisque l'Europe a son image unique, sinon sa monnaie. Il fallait qu'elles se distinguent par le son.

Face à l'indétrônable Léon Zitrone sous la casaque de France 2, TF 1 alignait une équipe. Plus « technique », comme on dit en sport, avec assez de fiches pour tenir un direct au long cours, et quelques tirades au romantisme souvent plus essoufflé qu'échevelé. Gonzague Saint-Bris entrait dans la carrière, quand son aîné n'y serait bientôt plus. Il se lamentait d'ailleurs quelque peu de cette retraite, Léon, appelant ses souvenirs à la rescousse de sa mémoire. Pas plus tard que jeudi dernier, Oncle Tchernia, qui sait si bien évoquer « Notre télévision », nous avait montré « notre Léon » décrivant les *« onze grands lustres et vingt-huit appliques »* du mariage royal de Baudouin et Fabiola, en 1960. A trente ans de distance, M. Zitrone cultive moins le détail, et plus le sentiment. Dans la foule de Bruxelles, une pancarte déclarait *« Sire, merci »*. Incarnant une fois de plus et notre inconscient français et l'égomanie télévisuelle, Léon ajouta : *« Je me permettrai de m'associer à cet hommage, bien que parfait républicain. »*

Car, républicains, nous adorons les monarques. Et, français, l'Amérique nous fascine et nous irrite. Dimanche, Alain Resnais illustrait dans son film *I Want to go home*, cet autre paradoxe hexagonal, avec, entre *comics* et comédie, entre Flaubert et Popeye, un réjouissant mélange des cultures. Preuve que la dérision peut entrer à la télévision, quand le cinéma l'y invite.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 9 août

TF 1

20.40 Série : Commissaire Moulin.

Le Simulateur, de Frank Apprederis.

22.15 Téléfilm : Sniper.
L'Affaire Petracci, de Daniel Losset.

23.45 Série : Alfred Hitchcock présente.
Le Cabriolet jaune, de Joan Tewkesbury.

FRANCE 2

20.50 Feuilleton : Le Château des Oliviers.
De Nicolas Gessner.

22.15 Théâtre : Pièce montée.
Pièce de Pierre Palmade, mise en scène de Blandine Harmelin, avec Jacqueline Maillan.

23.45 Journal et Météo.

FRANCE 3

20.40 Cinéma : L'Armée des ombres. ■■
Film français de Jean-Pierre Melville (1969).

23.00 Journal et Météo.

23.30 Magazine : Strip-tease.
De Jean Libon et Marco Lamensch. A fond la caisse, de B. Mariage ; La vie est nulle sans bulles, de Lucas Vander Taelen ; Les groupies de la pianiste, de Sophie Deflandre.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Sup de fric. □
Film français de Christian Gion (1992).

22.00 Flash d'informations.

22.05 Court métrage : La Dette.
De Bruno de Almeida et Steven Ausbury.

22.20 Cinéma : Mourir à Madrid. ■■
Film-document français de Frédéric Rossif (1962).

23.45 Cinéma : Le Prince de Pennsylvanie. ■
Film américain de Ron Nyswaner (1988).

ARTE

20.40 Cinéma : La Puissance du feu. ■
Film britannique de Jamil Dehlavi (1986).

22.00 Téléfilm : Donc, on passe à la violence.
De Rainer Kauffmann, avec Jürgen Vogel, Thomas Heinze.

23.25 Cinéma : L'affaire est dans le sac. ■
Film français de Pierre Prévert (1932).

0.10 Cinéma d'animation : Snark.
Première Rencontre, de Jean-Yves Michalik.

M 6

20.45 Téléfilm : HELP, brigade des urgences.
D'E. W. Swackamer.

22.30 Cinéma : Les Grandes Familles. ■
Film français de Denys de La Patellière (1958).

0.05 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.50 Les Rencontres de Pétrarque.
Qu'allons-nous transmettre à nos enfants ? 1. Quelles mémoires et quelles histoires ?, débat animé par Jean Lebrun.

22.40 Musique : Nocturne.
Cinq opus à la une. Georges Delerue (rediff).

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Michel Surya (Georges Bataille, la mort à l'œuvre, 1, rediff.).

0.50 Musique : Coda.
Willie « The Lion » Smith, pianiste et compositeur de jazz (jusqu'au 13 août).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 5 août lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Concerto pour clavecin et cinq instruments (version pour piano et orchestre de chambre), l'Amour sorcier (version de 1915), de Falla, par l'Orchestre de chambre du Théâtre Lliure de Barcelone, dir. : Josep Pons ; sol. : Ginesa Ortega, chant ; Luis Vidal, piano).

22.00 Concert (donné le 24 avril 1992 à Radio-France) : Œuvres d'Essyad, Schoenberg et musiques soufi, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : David Robertson ; sol. : Madeleine Jalbert, mezzo-soprano ; Hossein Omini, ney et chant ; Pierre Strauch, violoncelle ; Pierre-Yves Artaud, flûte ; Yves Prin, piano (rediff.).

0.35 Bleu nuit.
Par Daniel Nevers. Italian Instable Orchestra, à Rive-de Gier, le 25 janvier.

Mardi 10 août

TF 1

15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.10 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée vacances.
18.10 Série : Chips.
19.00 Série : Premiers baisers.
19.30 Série : Hélène et les garçons.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : Le Gendarme à New-York. □
Film français de Jean Girault (1965).
22.20 Série : Le Triplé gagnant.
La Mort du petit chat, de Boramy Tioulong.
23.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

15.15 Tiercé, en direct de Deauville.
15.30 Série : Les deux font la paire.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Série : L'Equipée du Poney Express.
17.30 Magazine : Giga.
18.35 Série : Riptide.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Vanille fraise. ■■
Film français de Gérard Oury (1989).
22.25 Magazine : De quoi j'ai l'air ?
Présenté par Bruno Masure, Philippe Guérin, Philippe Moulinot et Danièle Evenou. Libertin ou puritain ? Invités : Catherine Lara, Mimi Mathy, Régine.
23.40 Journal et Météo.

FRANCE 3

15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Variétés : 40° à l'ombre.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (26e épisode).
20.40 Série : Guerres privées.
La Rançon de la gloire, de William M. Finkelstein.
21.25 Planète chaude.
L'Histoire oubliée. Documentaire d'Alain de Sédouy et Eric Deroo. 3. Les goumiers marocains, d'Ahmed El Maanouni (rediff.).
22.20 Journal et Météo.
22.45 Documentaire : Les Chemins des hommes.
Roland Petit, de Catherine Dupuis (2e partie).
23.40 Musique : Portée de nuit.
Etudes nos 2 et 7, de Villa-Lobos, par Turibio Santos, guitare.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : Rebel. □
Film australo-américain de Michael Jenkins (1985).
17.15 Surprises.
17.35 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Série animée : Batman.
18.55 Le Top.
19.29 Série animée : Tam-tam.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Nulle part ailleurs.
Les meilleurs moments. La Belgique.
20.15 Sport : Football.
A 20.30, Monaco-Bordeaux, en direct.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Black Rainbow. ■
Film britannique de Mike Hodges (1989, v.o.).
0.15 Cinéma : Les Amusements de la vie privée. ■
Film franco-italien de Cristina Comencini (1990).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Musique : Savonlinna 1993.
Les meilleurs moments du Festival d'opéra (rediff.).
17.45 Documentaire : Retour au baroque.
1. A la recherche du son perdu, de Stéphane Loison (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre.
Peter Weibel/Olaf Bernd Kuppers (rediff.).
19.35 Documentaire : Des images qui ont fait l'Histoire.
De Guido Knopp et Ulrich Lenze. Le Saut.
19.45 Cinémémo : Héritage.
Une émission de David Collison.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Eloge de la paresse.
Soirée conçue par Doris Hepp (ZDF).
20.41 Documentaire : Est-ce vraiment un péché ?
D'Eva Hiller.
21.30 Cinéma : Quelques jours de la vie d'Oblomov. ■■
Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1979, v.o.).
23.45 Documentaire : Libre et heureux !
De Jürgen Seidler (55 min.).

M 6

13.55 Magazine : Destination vacances.
17.05 Variétés : Multitop.
17.35 Série : Rintintin Junior.
18.00 Série : O'Hara.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.40 Le mardi, c'est permis.
20.45 Magazine : Grandeur nature.
Présenté par Caroline Avon.
20.50 Série : Les Aventures de Tintin.
Le Crabe aux pinces d'or ; Le Secret de la Licorne.
22.15 Série : Mission impossible.
23.05 Les Stars en noir et blanc.
Avec la série : Destination danger.
0.00 Informations : Six minutes première heure.
0.10 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.50 Les Rencontres de Pétrarque.
Qu'allons-nous transmettre à nos enfants ? 2. Quels savoirs et quels goûts ?, débat animé par notre collaborateur Thomas Ferenczi.
22.40 Musique : Nocturne.
Cinq opus à la une. Ahmed Essyad, compositeur (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Michel Surya (Georges Bataille, la mort à l'œuvre, 2, rediff.).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 5 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : Concerto pour violon et cordes op. 3 no 12, de Locatelli ; Crisantemi pour quatuor à cordes, de Puccini ; Concerto pour violoncelle et cordes en si bémol majeur, de Boccherini ; Concerto pour flûte et cordes en ut mineur, de Vivaldi ; Quatuor à cordes en ré mineur no 9 (version pour orchestre de chambre), de Donizetti, par l'Orchestre régional d'Auvergne, dir. : Jean-Jacques Kantorow ; sol. : Jean-Jacques Kantorow, violon ; Arto Noras, violoncelle ; Robert Aitken, flûte.

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Trente-deux variations sur un thème original en ut mineur WoO 80, de Beethoven ; Etude en ut dièse mineur op. 25 no 7, barcarolle en fa dièse majeur op. 60, ballades en la bémol majeur op. 47 et en sol mineur op. 23, de Chopin ; Six préludes, de Debussy, par Ivan Moravec, piano.

0.35 Bleu nuit.
Dan Brubeck and The Dolphins, à Nice, en juillet 1990.

Le Monde

Attendu en Jamaïque, puis au Mexique et aux Etats-Unis

Le pape rencontrera les Indiens au Yucatan et les jeunes dans le Colorado

Jean-Paul II était attendu, lundi 9 août, dans l'après-midi à Kingston, à la Jamaïque, première étape d'un voyage officiel d'une semaine qui le mènera jusqu'au 16 août successivement à Merida (Mexique) puis à Denver (Etats-Unis).

ROME

de notre correspondante

Pour ce soixantième voyage hors d'Italie, le pape a d'abord choisi d'aller encourager la communauté catholique jamaïcaine, à laquelle il rend sa première visite. Une communauté très nettement minoritaire : sur 90 % de chrétiens que compte la population locale, plus de 70 % sont protestants, 17 % anglicans et seulement 4,5 % catholiques. Ils n'en sont pas moins très actifs dans ce petit pays du Commonwealth qui, de soubresauts politiques en crises économiques, a eu bien du mal a trouver un certain équilibre.

Aussi, l'un des premiers gestes de Jean-Paul II, qui rencontrera par ailleurs le chef du gouvernement, Percival Patterson, et le dirigeant de l'opposition, l'ex-premier ministre Edward Seaga, sera-t-il d'aller rendre hommage au travail des sœurs missionaires de la Charité, envoyées par mère Teresa pour s'occuper des plus déshérités. Après une messe au stade national, mardi soir, le pape s'envolera mercredi matin pour Mérida, capitale de la province du Yucatan et deuxième étape de son voyage.

L'escale mexicaine – de loin la plus brève, puisqu'elle ne durera qu'une journée et demie – devrait être aussi l'une des plus intenses. Pour cette troisième visite au Mexique depuis le début de son pontificat, Jean-Paul II a rendez-vous, le 11 août, avec 3 000 Indiens représentant toutes les populations autochtones de l'Amérique. Ce rendez-vous – le premier du genre pour le chef de l'église catholique – était en fait déjà au programme de la visite du pape à Saint-Domingue, en octobre 1992, pour le 500e anniversaire de la découverte et de l'évangélisation de l'Amérique. Il avait été annulé pour ne pas fatiguer Jean-Paul II, opéré quelques mois auparavant d'une tumeur à l'intestin.

Au cours de la grande cérémonie qui se déroulera au sanctuaire marial de Notre-Dame d'Izamal, le pape aura l'occasion de délivrer de vive voix le message de solidarité qu'il avait adressé par écrit l'année dernière à ces premiers occupants du nouveau continent qui ont *« les plus grandes difficultés aujourd'hui à défendre leurs terres et leurs droits »*. Etrangers aux plages pour touristes de luxe qui bordent leur province, les Indiens du Yucatan, marginalisés dans leur pauvreté, sont devenus également la cible privilégiée des sectes protestantes : en dix ans, leurs adeptes sont passés de 6,6 % à 12 % de la population.

Première rencontre avec le président Clinton

Un an après le rétablissement des relations diplomatiques entre le Mexique et le Vatican (septembre 1992), Jean-Paul II s'entretiendra avec le président Carlos Salinas de Gortari à Merida. Cette rencontre ne manquera pas de relancer les attentes sur la poursuite de la politique d'ouverture envers l'Eglise catholique d'un pays qui n'a pas toujours conjugué au mieux son histoire religieuse et sa tradition fortement laïcisée. L'étape mexicaine sera enfin la plus délicate peut-être pour les services de sécurité après l'assassinat, en mai lors d'une fusillade entre narco-trafiquants à l'aéroport de Guadalajara, du cardinal Juan Posadas, l'archevèque de la ville.

Sécurité renforcée également à Denver (Colorado), aux pieds des Montagnes rocheuses, à la suite de violents incidents qui se sont produits quelques jours à peine avant la visite du pape. Au cours de son séjour, Jean-Paul II célébrera, le 15 août, avec près de cinq cent mille jeunes venus du monde entier, la huitième journée mondiale de la jeunesse.

Lors de la grand-messe de clôture, dimanche, au Cherry Creek State Park, le pape demandera à ces milliers de jeunes fidèles de *« s'engager dans la bataille en faveur de la vie »* contre la *« culture de la mort »*, celle de l'alcoolisme et de la drogue mais surtout de l'avortement et de l'euthanasie. Deux thèmes qui divisent profondément l'opinion aux Etats-Unis et qui ne manqueront pas de trouver un écho attentif auprès d'une Eglise américaine frondeuse.

Enfin, le thème de la « paix » dans le monde – et surtout des moyens d'y parvenir – pourrait être au centre des discussions entre Jean-Paul II et le président américain Bill Clinton, qui fera le voyage de Denver pour l'accueillir.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Selon le ministère du travail

Le nombre de salariés entrés en 1992 en préretraite progressive a augmenté de 25 %

Le Fonds national pour l'emploi a indemnisé, en 1992, 50 300 nouvelles personnes âgées de cinquante-cinq ans à cinquante-neuf ans, soit une augmentation de 18 % en un an des entrées dans les dispositifs de préretraite, selon une étude diffusée, mercredi 4 août, par le ministère du travail. Toutefois, les entrées en chômage indemnisé de cette classe d'âge, qui ont concerné 74 300 personnes en 1992, l'emportent toujours sur les entrées en préretraite. Parallèlement, on recensait 4 500 nouveaux salariés en cessation progressive d'activité, soit une hausse des entrées de 25 % par rapport à 1991.

Au total, on dénombrait, à la fin de l'année dernière, 175 700 personnes indemnisées par le FNE (au lieu de 175 400 un an auparavant), dont 162 600 en préretraite et 13 100 en cessation progressive d'activité.

Le taux d'activité des salariés de cette tranche d'âge, qui s'était stabilisé autour de 56 % entre 1986 et 1990, a eu tendance à remonter légèrement, pour atteindre 57 % en mars 1992. En revanche, les inscriptions à l'ANPE des personnes âgées de cinquante ans à cinquante-quatre ans ont augmenté de 7,5 % en 1992.

En 1991 (dernières données disponibles), si 72 % des conventions FNE – principalement liées aux plans sociaux d'accompagnement des restructurations – ont été signées dans les entreprises industrielles, 21 % d'entre elles (au lieu de 12 % en 1987) ont été ratifiées dans les sociétés du secteur tertiaire marchand. Les établissements de moins de 50 salariés sont de plus en plus concernés par les préretraites, avec un tiers des entrées, contre 21 % en 1987.

Après le compromis de Bruxelles sur le SME

M. Rocard : « Le gouvernement a raisonnablement bien traité une crise qu'il n'a pas su éviter »

Michel Rocard, président de la direction nationale du PS, estime, à propos de la crise monétaire, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 8 août, que le gouvernement *« a raisonnablement bien traité une crise qu'il n'a pas su éviter »*. *« Deux facteurs ont joué,* ajoute M. Rocard, *dont l'un est, en matière de politique économique et financière, le manque de cohésion de la majorité sur laquelle s'appuie ce gouvernement. Aussi longtemps que MM. Séguin, de Villiers et même Jacques Chirac diront, sur l'Europe et le franc, des choses ambiguës ou carrément négatives, les marchés en tiendront compte. C'est donc dans cette majorité que les spéculateurs ont trouvé des encouragements. »*

Pour l'ancien premier ministre, *« le deuxième élément, c'est la sous-estimation tant par la Bundesbank que par le gouvernement français de ce qui se passait ; car, à côté de l'aspect proprement monétaire du problème, il y a l'assaut carrément politique des marchés contre la perspective de la monnaie unique en Europe »*.

« Cet enjeu-là n'est pas caduc »

Soulignant qu'en raison de la *« restriction de la consommation »* la baisse des taux d'intérêt ne suffira pas à relancer l'économie, M. Rocard affirme que *« face à cette situation, M. Balladur n'a pas eu un message précis »* et qu'au lieu d'augmenter diverses charges pour diminuer le déficit budgétaire en amputant le pouvoir d'achat *« il fallait un signe inverse »*.

« La décision prise à Bruxelles était la moins mauvaise, conclut M. Rocard, *mais c'est avant que les erreurs ont été commises. Et si elle ne produit qu'une légère dévalorisation du franc, c'est parce que la situation économique dans laquelle nous avons laissé la France est meilleure que celle de l'Allemagne (...) L'essentiel, désormais, c'est de fabriquer une Europe capable de parler d'une seule voix et d'avoir, dans le maniement de sa puissance, une unité de décision pour peser par rapport au dollar et au yen. Cet enjeu-là n'est pas caduc, il est simplement un peu affaibli. »*

L'ancien premier ministre indique de plus que *« le PS est en convalescence rapide »*. Il précise que *« les anciennes contradictions historiques ou conflits de personnes n'ont plus lieu d'être »* et que *« les prises de parole isolées de gens qui souvent ne représentent au plus qu'eux-mêmes* [l'] *amusent un peu mais agacent beaucoup les militants »*.

Interrogé sur sa baisse de popularité dans les sondages, il souligne que celle-ci a commencé après son départ de Matignon, c'est-à-dire en même temps que celle de tous les autres socialistes. *« Il faut donc remonter*, dit-il, *mais nous remonterons ensemble ou pas du tout. Tout mon passé prouve que je ne crois pas aux aventures seulement personnelles. »*

Don du sang

La Croix-Rouge suisse retire plusieurs tests de dépistage du sida

Les responsables de la Croix-Rouge suisse ont décidé, dimanche 8 août, de retirer plusieurs tests de détection de l'infection par le virus du sida. Cette décision fait suite à la récente mesure similaire prise en France par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, au terme d'une évaluation de l'efficacité des tests utilisés en France (*le Monde* du 28 juillet).

Elle conduit, en pratique, au retrait de trois tests pouvant être mis en œuvre chez les donneurs de sang, notamment du test commercialisé sous la marque Cobas-Core par la multinationale pharmaceutique suisse Roche. Le Cobas-Core était utilisé dans quatre des cinquante-deux centres d'analyse de la Croix-Rouge suisse. Les deux autres tests interdits sont l'Enzynum anti-HIV1 HIV2 de Boeringher Manheim et « Vironostika HIV Mixt » d'Organon.

Cette mesure préventive a été décidée en liaison avec l'Office fédéral de la santé publique de Berne. *« Dans l'attente des résultats précis qui ont conduit le ministère français à prendre sa décision de retrait, nous n'avons pas pris de mesure similaire pour ce qui est des dépistage en dehors des dons de sang,* a déclaré Jean-Bernard Ramelet porte-parole de l'Office fédéral de la santé publique. *Nous poursuivons toutefois notre propre travail d'évaluation et sommes en contact avec les autorités sanitaires allemandes, autrichiennes et britanniques, afin d'harmoniser les décisions que nous pourrions être amenés à prendre. »*

J.-Y. N.

EN BREF

□ **Un Français et un Italien interpellés aux Etats-Unis pour espionnage industriel.** – Un Français, Marcel Pauly, et un Italien, Michele Russo, ont été interpellés, samedi 7 août, dans un hôtel de Tampa (Floride), où ils tentaient de vendre des documents confidentiels volés dans une usine de fibres de verre de la firme américaine Owens-Corning en Belgique. Un agent de la Sûreté fédérale s'est fait passer pour un concurrent d'Owens-Corning, intéressé par ces dossiers. Ceux-ci contenaient des secrets de fabrication sur le renforcement en fibre de verre de plastiques utilisés notamment dans l'industrie automobile. Les deux hommes encourent une peine de dix ans de prison et une amende de 10 000 dollars. – *(AFP, AP.)*

□ **Arrestation en Italie de deux chefs de clan de la Mafia calabraise.** – Antonio Nirta, soixante-quatorze ans, et Girolamo Costanzo, quarante-deux ans, deux chefs de clan de la mafia calabraise, la Ndranghetta, ont été arrêtés, samedi 7 août, en Calabre. Le premier, recherché dans le cadre de l'opération Aspromonte – au cours de laquelle cinquante-six mafiosi ont déjà été arrêtés – est considéré comme le chef d'un clan responsable de nombreux enlèvements et d'un vaste trafic d'armes et de drogue dans la région de Reggio-de-Calabre. – *(AFP.)*

□ **Washington s'oppose à la revente par la Jordanie d'avions à l'Indonésie.** – Le département d'Etat a indiqué, samedi 7 août, que Washington avait rejeté une demande de la Jordanie de revendre à l'Indonésie des avions de combats américains F 5, notamment en raison des violations des droits de l'homme commises par Jakarta au Timor oriental. *« Cette décision ne constitue pas un précédent pour d'autres transferts d'armements, qui seront examinés au cas par cas »*, a précisé le département d'Etat. – *(AFP.)*

□ **L'ETA revendique un attentat contre un hôtel espagnol.** – L'organisation séparatiste basque ETA a revendiqué, samedi 7 août, l'attentat à la bombe – qui a fait deux blessés légers et d'importants dégâts matériels – commis le jour même contre un hôtel d'une station balnéaire de la province de Murcie, dans le sud de l'Espagne. L'ETA ayant prévenu à l'avance, les quelque 800 clients de l'établissement avaient été évacués. Il s'agit du douzième attentat depuis le début de l'été, dans cette partie de la côte méditerranénne, contre des hôtels ou des supermarchés. – *(AFP.)*

□ **43 skinheads interpellés dans une discothèque en Allemagne.** – Quarante-trois personnes ont été interpellées, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, lors d'une descente de police dans une discothèque qui servait de lieu de ralliement aux skinheads d'extrême droite à Otzing, en Bavière. Des couteaux et des battes de base-ball, du matériel de propagande, un drapeau à croix gammée, ont été saisis. – *(AFP.)*

□ **Le fils d'un élu du Sinn Fein tué à Belfast.** – Un groupe paramilitaire protestant interdit, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), a revendiqué l'attaque commise, dimanche 8 août, contre la maison de Bobby Lavery, conseiller municipal de Belfast et membre du Sinn Fein, branche légale de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Sean, le fils de ce conseiller municipal, a été tué de plusieurs coups de feu. – *(AFP.)*

□ **Un orage tropical provoque la mort d'une centaine de personnes à Caracas (Venezuela).** – L'orage tropical « Bret » a provoqué la mort, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, d'une centaine de personnes dans des bidonvilles situés à l'ouest de Caracas, la capitale vénézuélienne. De fortes pluies ont provoqué des glissements de terrain et l'effondrement de nombreuses habitations de fortune. Le bilan officiel pourrait être plus lourd. L'état d'urgence a été décrété. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Saisie record d'ecstasy à Londres.** – La police londonienne a procédé vendredi 6 août à une saisie d'ecstasy d'une valeur marchande de près de 10 millions de livres (90 millions de francs), selon Scotland Yard. Deux hommes, âgés d'une vingtaine d'années et suspectés d'être des trafiquants, ont été arrêtés et placés en garde à vue. Les policiers, qui pensent avoir démantelé un *« gros réseau de trafiquants opérant dans divers clubs et pubs du nord de Londres »*, estiment qu'il s'agit d'une des plus importantes saisies d'ecstasy, depuis l'arrivée de cette drogue en Grande-Bretagne.

□ **La circulaire sur les « avantages » versés aux professionnels de la santé.** – La circulaire interministérielle du 9 juillet précisant les modalités d'application de la loi du 27 janvier 1993, visant à *« assurer une plus grande transparence dans les relations entre les professionnels du secteur de la santé et les entreprises de ce secteur »* (*le Monde* du 13 avril et du 7 juillet), a été publiée au *Journal officiel* du vendredi 6 août. Ce texte détaille les *« avantages en espèces ou en nature »* dont peuvent exceptionnellement bénéficier les médecins et diverses autres professions paramédicales.

□ **Georges Marchais est hospitalisé à Paris.** – Le secrétaire général du Parti communiste français devait être hospitalisé, à compter du lundi 9 août, pour passer une série d'examens dans le service de cardiologie du professeur Robert Slama à l'hôpital Lariboisière à Paris. Dans son édition du 7 août, *l'Humanité* précisait que cette hospitalisation pourrait précéder une éventuelle intervention chirurgicale à la hanche. Victime d'un infarctus du myocarde en 1975, Georges Marchais est régulièrement suivi par le service de cardiologie du professeur Slama, où il subit chaque année un bilan de santé.

□ **M. Toubon (RPR) *« ne souhaite pas briguer la mairie de Nice »*.** – Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, affirme, dans une interview au *Journal du dimanche* du 8 août, qu'il *« ne souhaite pas briguer la mairie de Nice »* en 1995. Avouant être *« très sollicité »*, l'ancien député de Paris se demande si on ne peut pas *« faire preuve d'un peu d'imagination et trouver une autre solution »*. *« Elu du treizième arrondissement de Paris, j'ai passé un solide contrat de confiance avec mes électeurs. Je ne veux pas le rompre »*, ajoute-t-il.

□ **M. Raffarin (UDF) souhaite *« une réforme de l'Europe »*.** – Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a estimé, dimanche 8 août, sur Radio J que *« l'idée européenne est aujourd'hui gravement malade »* et que *« le gouvernement ne peut être complice de cette maladie européenne »*. Appelant à *« des initiatives de type politique »*, M. Raffarin distingue *« trois perspectives communautaires »*, celles de la *« continuité »* et de la *« destruction »*, qu'il écarte, et celle du *« changement »*, qu'il préconise. *« Nous voulons*, dit-il, *une réforme de l'Europe, une rénovation des institutions européennes, une démocratisation des systèmes européens. »*

□ **Mort du compositeur slovaque Eugen Suchon.** – Le compositeur Eugen Suchon est mort, jeudi 5 août, en Slovaquie. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né le 25 septembre 1908 à Pezinok (20 kilomètres au nord de Bratislava), Eugen Suchon avait été, dans les années 30, l'un des fondateurs de la musique contemporaine dans son pays. Son opéra *Krutnava* (*Tourbillon*, 1949), dans la ligne de Janacek, lui avait valu la célébrité en Tchécoslovaquie. Il est également l'auteur d'un autre opéra, *Svatopluk* (1959). Il enseignait depuis les années 50 à l'Académie des arts à Bratislava.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8-9 août 1993 a été tiré à 505 896 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : militants du handicap

Quand, à Maastricht, plusieurs centaines de personnes non valides, la plupart en fauteuil roulant, arrivées des quatre coins de l'Europe, mais aussi des États-Unis, d'Afrique et d'Asie, représentant au total quarante et un pays, revendiquent citoyenneté et autonomie... On lira également comment des supraconducteurs ont permis de mettre au point un moteur électrique expérimental très compact.

Chronologie : juillet dans le monde.